TABLEAU SPÉCULATIF DE L'EUROPE. PAR LE GÉNÉRAL D****...

Charles-François Dumouriez

Б1ХХХ d

5833e35

TABLEAU SPÉCULATIF DE L'EUROPE.

PAR LE GÉNÉRAL D****.

FÉVRIER 1798.

Eruit, edificat, mutat quadrata rotundis.

HOR.

Imit. { De nos projets, le sort se rit et les confond,
Il démolit, bâtit, d'un carré fait un rond.

DISCOURS PRÉLIMINAIRE.

L'Histoire de plusieurs siècles réunis ne présente pas un exemple d'événemens aussi extraordinaires et aussi importans pour l'humanité que ceux qui donnent lieu à ce tableau spéculatif. Le sort des nations a été décidé, en 1797, par un seul homme, et en un clin-d'œil.

Les hommes extraordinaires sont lancés au travers des siècles comme des comètes. L'astronomie ni la politique ne peuvent calculer l'influence des uns ni des autres. On prend leur marche excentrique pour des aberrations, jusqu'à ce que les grands effets de ces phénomènes prouvent que leur apparition est arrangée d'avance par la providence, dont les décrets sont aussi absolus qu'incompréhensibles.

Avant que le traité préliminaire de Léoben fût signé, Buonaparte pouvait, malgré son génie héroïque, être enfermé et affamé dans les montagnes de la Styrie, coupé d'avec l'Italie, et forcé d'en recommencer la conquête, s'il parvenoit à y entrer, en passant sur le corps des Autrichiens et des Vénitiens réunis. Le courage et les talens de ce Général extraordinaire n'auroient pas suffi pour le tirer de cette terrible crise si l'heureux destin de la France n'avoit pas suscité dans le Cabinet de Vienne une terreur salutaire qui a forcé l'Empereur à faire une paix précipitée, lorsqu'un retard de quinze jours auroit indubitablement changé la face de ses affaires.

La retraite du courageux Archiduc Charles dans une position inforçable sur le Danube, d'où il protégeait efficacement la ville de Vienne, les dispositions défensives de cette capitale, habilement arrangées par le Général Mack, mettoient en sureté cette ville importante contre les attaques de Buonaparte.

Ce Général menacé par ses deux flancs, par le corps d'armée du Tirol sur sa gau-

che, par l'armée d'insurrection de la Hongrie sur sa droite, se trouvoit sans vivres, sans argent, à près de quatre-vingts lieues de l'Italie, dont la communication lui était coupée par la prise de Trieste et par le soulèvement général de la République de Venise, dont elle a été punie par les Autrichiens.

L'armée vénitienne s'était emparée de Vérone dont les châteaux seuls étoient occupés par un petit corps de troupes françaises qui allait être forcé de se rendre au Général Laudhon. Celui-ci s'était déjà rendu du Tirol dans cette ville, où il avait joint les Vénitiens, lorsqu'il reçut l'ordre, aussi funeste qu'imprévu, de cesser cette hostilité, et de se retirer dans le Tyrol.

A la vérité, les Généraux autrichiens avaient si mal défendu le passage de la Lahn et du haut-Rhin contre les Français, qu'on pouvait présumer que ceux-ci avanceroient aussi rapidement que l'année précédente, et que bientôt ils reporteraient la guerre dans le haut-Palatinat et dans la Bavière.

Mais en ce cas même, les positions que les Généraux Werneck et la Tour auraient prises dans leur retraite, en concentrant la guerre, auraient donné plus d'ensemble et de forces réunies à l'Archiduc Charles pour soutenir cette attaque, d'autant plus dangereuse pour les Français, qu'ils se seroient trop éloignés de leurs frontières, et auraient laissé, comme l'année précédente, quatre places fortes entre eux et les secours, ou les points de retraite, en cas de mauvais succès.

La retraite des Autrichiens des bords du Rhin jusqu'au Danube, pouvait se faire lentement, et en chicannant le terrain, et quelque promptitude que les Français missent dans leur marche, depuis le Rhin jusqu'en Bavière et aux frontières de la Bohème, il leur fallait plus d'un mois pour arriver à portée de concerter leurs opérations avec Buonaparte. Ce Général ne pouvait pas attendre aussi long-temps sans être forcé de prendre le parti, ou de se retirer en Italie pour étouffer l'insurrection des Vénitiens, ou d'attaquer en désespéré Vienne et l'Archiduc.

L'Archiduc pouvait refuser le hasard d'une bataille, s'il ne voulait pas exposer le sort de la maison d'Autriche au choc d'un désespéré. Quant à Vienne, cette place défendue par une armée de trente mille hommes et par l'habile Général Mack soutenue par le voisinage de l'armée de l'Archiduc Charles, ne pouvait pas être enlevée subitement par Buonaparte, sans artillerie de siége, sans vivres, sans argent, avec une armée harassée et affaiblie, cernée de tous les côtés, et dont les communications étaient totalement coupées avec l'Italie, d'où il devait tirer ses vivres et ses munitions.

1°. S'il attaquait cette capitale de vive force, c'était un coup de désespoir qui devait entraîner, selon toutes les probabilités, sa ruine totale. S'il avait même réussi à y entrer, il aurait certainement fait beaucoup de mal, mais y aurait été bientôt accablé par l'armée fraîche de l'Archiduc Charles.

2°. Il ne pouvait pas tenter de faire sa retraite par la Bavière, pour se réunir au Général Moreau, parce qu'il en était séparé

par les montagnes de l'archevéché de Saltzbourg, occupées en force par les Impériaux, que l'Archiduc pouvait renforcer encore, ainsi que la division qui défendoit le Tirol.

3°. S'il voulait faire sa retraite sur l'Italie, il pouvait être prévenu par le Général Laudhon et les Vénitiens à Ponteba et aux autres défilés de la Carinthie, tourné sur sa droite par l'armée hongroise, et alors poursuivi très-chaudement par l'armée chargée de la défense de Vienne. Sa retraite même lui eût fait perdre la confiance des peuples d'Italie, encore mal assurés en révolution, et peut-être toutes les troupes françaises eussent-elles été massacrées par ces mêmes peuples, qu'il avait rendus libres et qu'il avait armés

Il fallait cependant qu'il prit un de ces trois partis avant huit jours, ne pouvant pas rester long-temps dans la même position, dont il n'avoit qu'un moyen de se tirer: moyen qu'il a saisi avec une habileté qui lui fait autant d'honneur, au moins que les brillans exploits militaires qui l'avaient engagé dans une situation aussi cri-

tique. C'était de profiter de la consternation de la cour de Vienne, de lui présenter l'appât irrésistible d'un grand intérêt, et de négocier assez avantageusement pour elle, pour l'engager subitement à la paix.

Jamais armée française n'a été plus près des *fourches Caudines;* jamais Général ne s'en est dégagé avec plus d'adresse. Les avantages que Buonaparte a accordés à l'Empereur dans la négociation de Léoben ont été proportionnés à la grandeur de son danger, et en sont la preuve, ils ont été couverts du voile du mystère. Les circonstances qui ont suivi ce traité préliminaire, les ont rendus depuis encore plus considérables des deux côtés.

Ne cherchons point dans ces transactions les principes de morale et de justice universelle, si pompeusement étalés dans les bases de la constitution du peuple républicain français et dans les proclamations emphatiques des cours. La probité des rois et des peuples n'est point celle des particuliers: leur politique n'a jamais changé, et ne changera jamais.

L'antique, faible et malheureuse république de Venise a été la victime de la ven-

geance, juste ou non, des Français et de l'intérêt de la cour de Vienne. Son arrêt de mort a été prononcé à Campo Formio. La Dalmatie, plusieurs provinces de la terre-ferme, Venise même, sont devenues une avantageuse indemnité pour le Milanès, les Pays-bas et l'Autriche antérieure.

La cession de cette dernière province au Duc de Modène laisse même l'éventualité certaine de sa réintégration, à titre d'héritage, à la maison d'Autriche, à moins que la France, attentive à éloigner d'elle un aussi grand voisin, n'ait arrangé quelque article secret, pour que cette province ne rentre plus dans ses mains.

L'héritage du Duc de Modène revient à la Princesse de Conti. Tous les biens de la maison de Bourbon sont confisqués et appartiennent à la République française. Cette jurisprudence est digne du siècle où nous vivons; ou plutôt elle a existé de tous temps, car c'est ainsi que la République de Venise avait acquis jadis le royaume de Chipre.

Tout est mystère dans une négociation, où les Puissances contractantes se sont ré-

ciproquement indemnisées aux dépens d'autrui. L'Empire a ouvert le Congrès de Rastadt, sans savoir ce qui a été arrangé pour ou contre lui. Les différens Etats composant le Corps-Germanique, se confiant aux proclamations réitérées du Chef de l'Empire, ont envoyé à ce Congrès leurs Députés avec des pleins pouvoirs fondés sur la conservation de l'intégrité de l'Empire.

Mais bientôt les Français ont levé une partie du voile qui couvrait le mystère de leurs négociations. L'évacuation de Mayence par les Impériaux, précisément au moment où les Français se trouvaient à portée de s'en saisir, sans donner le temps à l'Empire ou au Souverain particulier d'y jeter une garnison et de l'artillerie, pour conserver cette clef de l'Allemagne, au moins jusqu'à ce que la paix qui se traite à Rastadt eût décidé du sort de cette ville, a prouvé clairement que cette cession était assurée d'avance par l'Empereur.

Toute la partie de l'Empire à la gauche du Rhin paraît aussi faire certainement partie de cette cession, puisque les Fran-

çais, sans attendre le résultat du Congrès de Rastadt, et sans éprouver aucune réclamation, se pressent de partager cette belle conquête en départemens et en municipalités, comme les autres contrées de la grande République.

La retraite des armées de l'Empereur vers ses Etats héréditaires a encore découvert un autre mystère des négociations de Campo-Formio. L'archevêché de Saltzbourg et une partie de la succession bavaroise paraissent encore être la récompense de la cession, non contestée et même facilitée de Mayence et de toute la rive gauche du Rhin, comme la Dalmatie et l'Etat de Venise sont celle de la reconnaissance de la République Cisalpine et forment l'indemnité de l'Autriche antérieure et des Pays-bas Autrichiens.

Cette grande négociation, qui change le sort, les intérêts, et sur-tout *l'opinion* de l'Europe, cache encore d'autres mystères, que le résultat du Congrès de Rastadt va mettre au jour. Quoiqu'il n'y ait que le Traité de Campo-Formio de connu, quoique l'Empereur soit le seul négocia-

teur apparent avec la République Française, il est d'autres puissances qui doivent, comme lui, être indemnisées et récompensées.

L'Empire est là comme un mets propre à assouvir l'avidité de plusieurs convives affamés. On va le découper, et en donner un morceau à chacun selon sa taille et son appétit. N'anticipons point les détails de ce repas politique. Bientôt on verra de nouveaux partages géographiques, qui changeront l'étendue, la force, les intérêts, les prétentions, les causes d'alliances et d'inimitiés des Souverainetés qui constitueront la République européenne à la fin de ce siècle.

Examinons avec rapidité l'influence probable de cette révolution territoriale et ses conséquences pour les Souverainetés, qui n'auront pas encore été fauchées par la révolution morale et politique.

Deux événemens, qui se présentent à la spéculation, aideront à développer encore sous peu d'autres mystères de la politique des conquérans, et de ceux qui, craignant de s'opposer à leurs progrès, cher-

chent à glaner après eux. Le premier est l'incorporation de l'Evêché de Bâle à la République Française, la protection accordée aux révolutionnaires du Pays de Vaud, et le révolutionnement général de la Ligue Helvétique.

Le second est la guerre déclarée de fait par la République Cisalpine au Gouvernement Pontifical, et la sortie de Rome de l'Ambassadeur Buonaparte, à la suite de l'émeute populaire et de la mort funeste du Général Duphot. Ce fait, raconté contradictoirement par les deux partis, ne peut pas être jugé de loin. Mais quelle qu'en soit la cause, le Directoire français en a ordonné la vengeance, et en a chargé son armée d'Italie.

Il ne néglige pas non plus l'intérêt. Des Commissaires sont sur-le-champ partis pour aller prendre à Rome le reste des monumens précieux de l'Antiquité et sans doute la riche argenterie de l'Eglise. L'armée française va battre monnoie dans l'Eglise S. Pierre, pour aider à combattre les hérétiques Anglais.

On placera, dans ce tableau spéculatif, les événemens, au Chapitre de chacun des Pays dont on examinera la situation politique, résultante du changement que la révolution française a produit en Europe, et des influences inévitables de cette grande catastrophe.

Tous les livres de droit public, tous les traités, toutes les bases de la politique, et de ce qu'on appelait, très-improprement la balance de l'Europe, sont devenus des objets de pure curiosité, qui ne méritent plus d'être étudiés et consultés, et qu'on peut désormais ensevelir dans les grandes bibliothèques.

La tranquillité du Nord avait pour base le traité d'Oliva de 1660. En 1770, le grand Frédéric et la célèbre Catherine II ont créé pour la Pologne un système de partage, auquel l'Autriche a été forcée d'accéder. Le traité d'Oliva a été annullé par cette politique neuve, facile et tranchante, et la Pologne a été envahie.

La tranquillité du reste de l'Europe avait pour base le traité de Westphalie de 1648. Le traité de Vienne de 1756, qui a uni

les intérêts de la Maison d'Autriche avec celle de Bourbon, a détruit ce fondement de la sureté des possessions de l'Europe, a soumis la France à la politique de Vienne, l'a engagée dans des guerres dispendieuses, funestes, et, de conséquences en en conséquences, a amené la révolution française.

La tranquillité des mers et des colonies des Européens avait pour base le traité d'Utrecht de 1713. La révolte des Américains, l'alliance de Louis XVI avec eux, a créé un nouveau peuple indépendant, a inoculé en France le germe révolutionnaire, a ébranlé la sureté du commerce et des Colonies, dont la ruine vient d'être achevée par la philantropie, très-juste en principe, mais très-mal entendue et encore plus mal appliquée par les législateurs français.

Voilà donc toutes les bases de la tranquillité, de la sureté, de la propriété des nations renversées. La grande révolution, commencée en France en 1789, a perfectionné ce chaos. Si les Puissances étrangères avaient pu rester simples spectatrices

de ce grand événement, il n'aurait agi que sur la nation française seule; ses conséquences eussent été très-lentes; son influence sur le reste de l'Europe eût été presque insensible, et n'eût pu être que bienfaisante, parce qu'elle n'eût été accompagnée, ni de crimes; ni de désordres, ni de massacres, ni d'excès d'opinions.

Mais le système de partage a amené la guerre, et ce système devient le grand moyen de faire la paix, parce que les Français, ayant eu le funeste bonheur de toujours vaincre, sont devenus conquérans, et oubliant les principes sur lesquels ils ont basé leur constitution, ont adopté le système de partage politique, à la mode en Europe depuis 1772.

L'exemple leur a été donné par les Chefs des nations qui crient le plus contre la politique envahissante des nouveaux républicains. Le feu Roi de Prusse n'a cessé de se battre contre les Français, que pour aller compléter avec l'Autriche et la Russie le partage de la Pologne, et la nation Sarmate est effacée des annales du monde, non pas cependant sans espoir de renaître.

Des vengeurs de la liberté polonaise se forment dans les armées des trois Puïssances co-partageantes et sur-tout dans celle du célèbre Buonaparte. On peut prévoir cet événement, sans qu'il soit possible d'en pressentir encore l'époque: mais elle n'est pas éloignée, si le génie révolutionnaire continue à marcher à pas de géant. Jusqu'à ce que cela arrive, il faut, dans ce tableau spéculatif, laisser à part ce peuple, qui ne peut plus figurer parmi les nations de l'Europe.

Le tableau spéculatif de l'Europe en 1798, va se dérouler dans l'ordre suivant.

I. L'Autriche.

II. La Prusse.

III. L'Empire d'Allemagne.

IV. La Suisse.

V, L'Italie.

VI. La Turquie.

VII. La Russie.

VIII. La Suède.

IX. Le Dannemark.

X. L'Angleterre.

XI. L'Espagne.

XII. Le Portugal.

XIII. Les Etats-unis de l'Amérique.

XIV. La Hollande.

XV. La France.

CHAP. I.

L'AUTRICHE.

L'Autriche, avant la révolution françaiſe, était la première puiſſance de l'Europe, tant par la dignité héréditaire du Chef de l'Empire, que par la force de ſes armées, l'étendue et la position de ſes états et l'influence de ſa politique. Son alliance avec la France l'assurait contre toute guerre, en cas qu'elle ne voulût pas elle-même commencer l'agreſſion.

Elle pouvait même éviter la guerre malheureuſe dans laquelle elle s'eſt engagée contre la Nation françaiſe. A la vérité, ſon influence n'aurait pas été auſſi forte ſur un gouvernement mixte que ſur une monarchie illimitée; ſes connexions n'auraient pas été auſſi intimes de peuple à peuple, qu'avec une Cour alliée. Mais ſi elle perdait l'eſpèce de ſuzeraineté qu'elle s'était arrogée ſur un gouvernement faible, elle était ſûre au moins de trouver plus de ſolidité, moins de caprices, moins d'intrigues dans un peuple, que dans les entours d'un Roi, ou dans un changement de règne ou de miniſtère.

L'Autriche a perdu par cette guerre ſon antique héritage des Pays-bas, qui lui donnait des connexions particulières et avantageuſes avec la France, l'Angleterre et la Hollande. Elle a perdu la fertile Lombardie, dont elle n'a jamais tiré un parti auſſi avantageux qu'elle le pouvait, et ſon influence ſur l'Italie, où une branche de ſa maiſon végète précairement à la tête d'un petit Etat qui ne peut pas tarder à être abſorbé par la révolution démocratique, dont les progrès en Italie ſont trop rapides pour pouvoir être arrêtés, et qui avant la fin du ſiècle, doivent unir, ſi non indiviſiblement, au moins fédéralement, tous les peuples de cette contrée en un ſeul corps politique.

Elle a perdu toute communication avec le Rhin par la ceſſion de l'Autriche antérieure au Duc de Modène, à la vérité avec l'espoir de rentrer dans cette poſſeſſion à titre d'hérédité, à moins que la politique françaiſe n'ait arrangé d'avance des obſtacles contre cette éventualité.

Enfin, elle va perdre, par le démembrement du Corps-Germanique et par la diſſolution conſéquente de ſon aſſociation politique, l'influence, idéale, mais cependant très-réelle, attachée à la dignité de Chef de l'Empire.

Voyons ſes compenſations. Elle a gagné pendant le cours de cette guerre une portion de la Pologne, dont la dimenſion territoriale eſt plus du double de celle des Pays-bas, et dont la population va au tiers de celle de la Belgique.

Elle a gagné, en indemnité de la Lombardie, tout le territoire de terre-ferme de Veniſe, depuis le lac de Guarda jusqu'à Rovigo, la ſuperbe ville de Veniſe, le Frioul, l'Iſtrie et la Dalmatie vénitienne; c'eſt-à-dire, deux fois plus de territoire et de population qu'elle n'en poſſédait dans la Lombardie, des ports et des moyens de commerce et de marine qu'elle n'avait jamais poſſédés.

Il parait par la poſition concentrique qu'elle donne à ſes troupes dans leur retraite des bords du Rhin, qu'elle va gagner l'Archevêché de Saltzbourg, et le cours de l'Inn et du Danube, depuis Donawerth, Ingolſtadt, Paſſau, jusqu'à Vienne; et cet arrondiſſement donne une grande force d'enſemble à ſes Etats héréditaires. La Paix de Raſtadt, ſi elle ſe conclud, nous apprendra ce que deviendront le Duché de Neubourg, le Haut-Palatinat et le reſte de la Bavière.

Il paraît que (hors l'honneur) l'Autriche a beaucoup gagné à cette guerre. Son territoire, ſa population même ſont conſidérablement augmentés. Sa puiſſance et ſa force ſont plus concentrées. La poſſeſſion de ſes nouveaux Etats d'Italie couvre la Hongrie et la Croatie, et lui ouvre un débouché extrêmement avantageux pour vivifier par le commerce ces belles provinces, qui languiſſaient faute de moyens d'importation et d'exportation. Elle a moins d'objets d'ambition, d'agitation politique, de guerres éloignées, de dépenſes ruineuſes. Elle a plus de reſſources pour ſe procurer, par

les canaux du commerce et de l'agriculture, le numéraire, dont sa position *méditerranée* lui faisait ressentir la pénurie.

Moins attachée à la dignité Impériale par la dissolution du corps politique, qui faisait l'éclat et l'embarras de ce titre auguste, elle ne peut considérer à l'avenir le reste de l'Allemagne que comme un pays intermédiaire entre elle et la République française, avec laquelle n'ayant plus de points de contact, il semble qu'elle n'a plus de motifs de contestations.

Pourvu qu'elle reste en paix avec la France, elle parait n'avoir plus besoin d'alliés.

Elle a pour ennemis naturels la Turquie, au Sud-Est, mais trop faible et trop mal gouvernée pour la gêner; la Russie, à l'Est et au Nord-Est, par le voisinage de ses états Polonais; la Prusse, au Nord et à l'Oueſt, par ses mêmes états Polonais, par la Silésie et même par le haut du Danube, en cas, qu'un jour la maison Palatine et celle de Saxe se lignent avec la Prusse, comme cela doit naturellement arriver, pour se faire restituer, l'une, son héritage, l'autre ses biens allodiaux.

Mais son plus grand danger est du côté de l'Italie. Ses nouveaux états Vénitiens, qui font sa principale force, qui doivent un jour lui procurer ses principales ressources, peuvent, avant cette heureuse époque, l'épuiser, et causer sa ruine. Le peuple vénitien, pénétré de son zèle antique pour

pour ſon gouvernement ariſtocratique, entraîné par ſon indignation contre les violences des Français et contre la véhémence de la démocratie Cisalpine, doit, dans le premier moment, regarder les Autrichiens comme des libérateurs. Mais ce ſentiment ne peut durer.

Ce peuple ſe ſouviendra toujours que, depuis mille ans, il eſt républicain. Le joug, même le plus doux, lui paraîtra bientôt inſupportable. Les nobles eux-mêmes préfèreront exiſter comme membres d'une nation libre, que comme vaſſaux d'un Souverain Allemand. La morgue de la Cour de Vienne ſera auſſi incorrigible que l'amour de la liberté chez les Vénitiens. Le voiſinage de la République Cisalpine, foyer perpétuel de conjurations, asile aſſuré des mécontens et des perturbateurs, électriſera les plus timides; l'opinion des Rois deſcend, celle des peuples monte. Un jour le peuple Vénitien redeviendra libre.

Telle eſt la marche irréſiſtible de la nature humaine, de l'opinion et ſur-tout de l'eſprit révolutionnaire répandu en Europe, dont la force et la rapidité ſont aſſurées par la grande ſupériorité des peuples libres ſur les gouvernements monarchiques: ſupériorité démontrée par cette étonnante guerre, et par la paix qui en ſera le réſultat.

Le danger pour la Maiſon d'Autriche eſt très-réel. Sa poſſeſſion en Italie eſt précaire, et ſera une ſource de grandes guerres. Ou l'Autriche anéantira la République Cisalpine, et profitera des

révolutions de l'Italie pour en uſurper la plus grande partie; ou Veniſe ſera réunie, ou indiviſiblement, ou fédéralement à la République Italienne, et alors, c'eſt par la Dalmatie et l'Iſtrie que l'eſprit révolutionnaire s'étendra dans la Croatie et la Hongrie.

Ce ne ſerait pas l'intérêt bien entendu de la France de fomenter l'inſurrection vénitienne contre la Maiſon d'Autriche, après lui avoir livré ce peuple. Il ne ſerait pas non plus de la bonne politique pour les Français de favoriſer l'accroiſſement rapide de la République Cisalpine et l'acceſſion du reſte de l'Italie à ſa révolution. Mais tout gouvernement démocratique eſt fougueux, imprudent, ſans méthode, entraîné par les circonſtances, pouſſé par les hommes du moment. D'ailleurs, quoique le Directoire Français puiſſe ne pas déſirer l'agrandiſſement de ſes enfans, les Cisalpins, il voudra encore moins les laiſſer anéantir par l'accroiſſement de la puiſſance Autrichienne.

Les Français joueront néceſſairement le même rôle que les Romains dans les querelles d'Antiochus avec les républiques grecques. Ce ſeront des arbitres trop puiſſans pour ne pas finir par impoſer une loi très-dure.

D'autres événemens, qui ſe préparent ailleurs, s'enchaîneront avec les diſputes de l'Italie; et Veniſe, un des objets de cette guerre, échappera à la Maiſon d'Auriche, ou l'Empereur conquerra l'Italie. Mais il eſt bien à craindre que

la Cour de Vienne ne ſoit punie par où elle a péché.

Les Chapitres de la Suiſſe et de la Turquie développeront la connexion des circonſtances dangereuſes, qui, un jour, iront aſſiéger la Maiſon d'Autriche jusque dans l'arrondiſſement éloigné où elle ſemble s'être circonſcrite par ſa paix avec la France, pour ſe garantir du contact révolutionnaire.

CHAP. II.

LA PRUSSE.

La conduite du Directoire Français, au mois de Janvier 1798, perce encore un des myſtères qui couvrent les arrangemens ſecrets et pris d'avance, dont le développement doit être complété par la Paix de Raſtadt, ſi elle a lieu. On ignore les négociations de la France avec la Pruſſe; mais ce ne peut être qu'avec le conſentement de cette dernière puiſſance que les Français viennent d'incorporer, dans la grande République, le Duché de Clève, et le Comté de Mœurs, ce qui eſt arrivé le 17 Janvier.

Il eſt plus que probable que le Roi de Pruſſe a pareillement été prévenu de la première condition peremptoire que les Plénipotentiaires Français au Congrès de Raſtadt ont délivrée au Plénipotentiaire de l'Empereur, et qu'il a référée aux autres Miniſtres du Corps-Germanique. Cette condition, qui doit ſervir de baſe aux négociations, porte la ceſſion de toute la rive gauche du Rhin à la République Françaiſe. Des démarches ſévères ont précédé et ſuivi cette demande. Les troupes Françaiſes ont enlevé, l'épée à la main, le 26 Janvier, la tête de pont de Manheim, et menacent de s'emparer de cette ville, quoiqu'à la rive droite; comme ils occupent encore le Fort de Kehl, la Wétéravie et Duſſeldorff. Il n'eſt pas douteux

qu'ils prendront de même ſous peu, de vive force, Ehrenbreitſtein, ſi on ne le leur céde de bon gré.

Non-ſeulement le Directoire Français ne cache plus ſes vues de prendre le Rhin pour limite, mais il veut dicter les conditions de cette ceſſion au Corps-Germanique aſſemblé à Raſtadt. Il lui enverra le plan de partage, qui par l'extinction des Souverainetés Eccléſiaſtiques et des Villes Impériales, procurera l'indemnité aux Princes ci-devant poſſeſſionnés à la rive gauche du Rhin et qui changera entièrement la face de l'Allemagne.

Ce n'eſt pas ici le lieu d'examiner avec quelle ſévérité la France uſe du droit du plus fort, et combien l'Allemagne eſt déshonorée par cette loi rigoureuſe. Le Corps-Germanique eſt une agrégation de peuples grands et petits, dont les intérêts n'ont aucune communauté, et ne forment aucun lien. Il y a en Allemagne des Autrichiens, des Pruſſiens, des Heſſois, des Saxons, des Bavarois etc.; mais il n'y a point de nation Allemande, ainſi il n'y point d'honneur national.

Voilà les désavantages d'une nation fédéraliſée. Les Hollandais, les Suiſſes et les Italiens ont préſenté les mêmes inconvéniens, et n'ont pas pu oppoſer de réſiſtance à la maſſe d'une nation de vingt-cinq millions d'hommes, réunis en une ſeule république, une et indiviſible. Il n'y a en Europe que les Français et les Anglais, qui puiſſent être mus par un patriotisme raiſonné.

Revenons à la Pruſſe. Il eſt très-probable qu'outre les Etats qu'elle perd à la gauche du Rhin, elle ſera obligée de céder encore aux Français Wezel; car ceux-ci ne peuvent pas laiſſer entre les mains d'un Souverain auſſi puiſſant une place forte, qui, en cas de guerre, couperoit la navigation du Rhin, et deviendroit une place-d'armes menaçante contre la Hollande et les Pays-bas.

Les indemnités de ce Souverain doivent être néceſſairement équivalentes à la valeur de ſes ceſſions, à la grandeur de ſa complaiſance et à ſa puiſſance. La ville de Nuremberg et des arrondiſſemens pris ſur l'Evêché d'Aechſtedt, ſur l'Ordre Teutonique et ſur quelques miſérables Villes Impériales, ſur leſquels objets la Cour de Berlin a fait, depuis quelques années, quelques tentatives, barrées par la Cour de Vienne, ſeraient de trop faibles dédommagemens.

La vraie politique de la France, que, d'après ſon plan de négociations, elle paraît bien concevoir, eſt d'élaguer de ſes limites les deux principales puiſſances de l'Allemagne, et de les rapprocher l'une de l'autre, pour que leur rivalité les arme continuellement l'une contre l'autre, qu'elles s'affaibliſſent ainſi mutuellement, et ne puiſſent plus nuire à la France, ſoit qu'elle adopte un ſyſtème pacifique, ſoit qu'elle ſuive le ſyſtème de conquête, plus convenable à la pétulance d'un

gouvernement démocratique, toujours agité, toujours au-deſſous de ſa dépenſe, auquel l'état de guerre devient une exiſtence néceſſaire.

Comme il ne ſe trouve dans le reſte de l'Allemagne aucune autre partie qui puiſſe former l'indemnité du Roi de Pruſſe, il eſt à préſumer qu'elle ſera établie dans le Nord, dans les cercles de Baſſe-Saxe et de Weſtphalie, qui prèſentent pluſieurs villes libres, pluſieurs ſouverainetés eccléſiaſtiques, et l'Electorat d'Hanovre, que les Français prétendent très-certainement enlever au Roi d'Angleterre; ce qui cependant n'eſt pas prudent.

A la vérité, le Nord de l'Allemagne paraît garanti de la perte de ſon intégrité par un traité de neutralité, reſpecté jusqu'à préſent et par les déclarations du Roi de Pruſſe. Le ſort de cette partie de l'Allemagne dépend abſolument du caractère moral de ce jeune monarque, qui, dans ce moment critique, eſt ſoumis à une très-forte épreuve.

Quelle que ſoit la déciſion du combat intérieur de la morale du Roi de Pruſſe contre ſa politique, il va inceſſamment, d'après l'incorporation de ſes Etats à la gauche du Rhin dans la République Françaiſe, être forcé de ſe déclarer cathégoriquement pour ou contre l'intégrité de l'Empire; il va être ou le ſauveur, ou le deſtructeur de la Conſtitution Germanique. On peut croire

que cette Conſtitution vicieuſe n'intéreſſe point les grandes puiſſances qui y ſont liées, n'étant favorable qu'aux petits membres de cette aſſociation.

Mais eſt-il de la bonne politique de la détruire ſur la propoſition magiſtrale, et d'après les plans d'une Nation conquérante, qui ſème autour d'elle la démocratie et la désorganiſation? Cette agrégation féodale n'eſt-elle pas l'égide de la Royauté? Ce partage arrangé par la force, ce changement involontaire de Souverains, n'agiteront-ils pas les peuples, cédés, troqués, vendus comme des troupeaux? L'eſprit révolutionnaire, la connoiſſance des Droits de l'homme, le déſir de l'égalité ne produiront-ils pas une commotion dangereuſe au milieu de cette révolution topographique ſur laquelle les peuples ne ſont pas conſultés? Ne voit-on pas déjà cette agitation très-naturelle ſe propager dans les Etats de Baden, de Darmſtadt, dans la Forêt-noire? L'exemple de la révolution ſubite de la Suiſſe n'eſt-il pas fait pour hâter les progrès de cet incendie?

Le Roi de Pruſſe ſe peut-il flatter d'avoir des moyens aſſurés pour empêcher la propagation du même eſprit dans ſes propres Etats? Ne doit-il pas plus craindre l'extenſion de la Démocratie, que déſirer l'augmentation de territoire? Ne voit-il pas que la chute du Corps-Germanique eſt le réſultat d'un combat à mort de la Démocratie contre

Digitized by Google

la Féodalité, et que, celle-ci détruite, il n'y a plus qu'un pas à faire pour l'extinction de la monarchie? Ne peut-il pas prévoir que cette Démocratie triomphante, appuyée par une nation impétueuse, qui tous les ans consacre, par l'anniversaire d'une tache nationale, le terrible ferment de la haine des Rois, profitera du trouble de cet injuste partage de l'Allemagne pour anéantir la Royauté, pour établir par-tout le Gouvernement représentatif et municipal?

Mais si le Roi de Prusse n'accède pas au premier article, proposé par les Négociateurs Français à Rastadt, de céder à la France toute la rive gauche du Rhin que préliminairement elle vient d'incorporer et municipaliser: article qui entraîne le partage de l'Allemagne et la destruction de la Constitution Germanique, il sera obligé d'entrer en guerre avec les Français. Qui en doute? Qui doute que le Roi de Prusse ne soit en ce moment entre deux grands dangers? Il doit consulter ses forces, son courage et ses principes. Le sort de l'Europe dépend de sa décision.

Nous n'avons pas à raisonner sur l'hypothèse de son refus et de la guerre qui en serait le résultat, parce que rien jusqu'à présent ne paraît annoncer cet événement. Supposons donc que forcé de céder aux circonstances, il consente au démembrement de l'Allemagne, et à la cession de la rive gauche du Rhin à la République

Françaiſe; en ce cas, il ſera amplement dédommagé. Ses états, augmentés d'un tiers de la Pologne, et arrondis du côté de l'Allemagne, ſeront plus concentrés, et auront en apparence plus de force réelle.

Il continuera à être le protecteur du Nord de l'Allemagne, au moins jusqu'au Wéſer. Il aura de grands intérêts et une grande influence ſur le centre de l'Allemagne par l'arrondiſſement ajouté à ſes états d'Anspach, (s'il ne les échange pas contre d'autres poſſeſſions pour former l'indemnité de la Maiſon des Deux-Ponts, ou de celle d'Orange.) Vraiſemblablement il lui reſtera peu de points de contact avec la République Françaiſe, par conſéquent peu d'objets de conteſtation avec elle.

Ses Ennemis naturels ſeront la Ruſſie, pour la Pologne, et ſur-tout l'Autriche. L'inimitié entre la Pruſſe et l'Autriche ſera toujours implacable, de cour à cour, de peuple à peuple. Elle eſt malheureuſement fondée ſur des torts réciproques, ſur d'anciennes guerres, ſur des jalouſies nationales et ſur des déſections, quand la politique les a alliées contre un ennemi commun. Les offenſes ſont graves, les reſſentimens ſont profonds, les Français en ont profité, et en profiteront encore.

Mais le plus terrible ennemi du Roi de Pruſſe, celui qui ſera des progrès encore plus rapides

par la paix que par la guerre, celui qui ne ſe repoſe jamais, qui agit toujours, c'eſt la Démocratie: ni les tréſors, ni les armées ne peuvent lui ſervir de barrière; il épuiſe les uns, il réduit les autres; il environne et pénètre partout les Etats Pruſſiens; il aſſiége ſon trône, il en ſape les fondemens, et ce Roi ne peut éviter d'être enſeveli ſous ſes ruines, qu'en ſe retirant ſous une tente, et en changeant ſon rôle de Souverain pour celui de Héros. Lui ſeul peut rendre le courage à la Nation Germanique avilie; lui ſeul peut ramener l'opinion égarée ſur la dignité royale, en montrant un *Homme-Roi*.

S'il prend ce parti ſans perdre de temps, il peut encore ſauver les Suiſſes, la Suabe, la Franconie des agitations démocratiques, qui s'y ſont introduites; il ralliera autour de lui la Ruſſie, les Puiſſances du Nord, toute l'Allemagne, et cette Maiſon d'Autriche elle-même, qui n'a abandonné la cauſe publique que par épuiſement, et après avoir été elle-même abandonnée lâchement. Il ſauvera l'Angleterre; enfin, il ſauvera l'Europe, les lois, la morale publique, la Royauté et lui-même; ſinon, il ſera une des premières victimes de la révolution démocratique, et il aura été l'artiſan de ſon propre malheur.

Le ſalut de la Pruſſe et de ſon Roi réſide dans une guerre générale contre la France, ou dans une paix univerſelle, qui ſtipule les intérêts

fixes des quinze puiſſances, préſentées rapidement dans ce tableau ſpéculatif. Cette paix ne peut être amenée que par les aprêts les plus ſérieux d'une guerre générale, ou ſi la menace n'en ſuffit pas, elle en ſera le réſultat. Une fauſſe prudence a déjà donné le temps de révolutionner la Suiſſe, d'où le torrent démocratique va déborder ſur l'Allemagne.

CHAP. III.

L'EMPIRE GERMANIQUE.

Rien ne peint mieux ce Corps Politique que les premiers vers de l'Art poëtique d'Horace. Un droit public incohérent, auſſi volumineux que les Fractions de Souveraineté ſont multipliées, appuyait cet édifice gothique, dont l'architecture ne pouvait pas ſoutenir le coup-d'œil de la raiſon. Son antiquité, le peu d'activité des peuples voiſins, la faibleſſe et l'inertie de ſes différens états, le contre-poids que la Maiſon de Brandebourg avait établi pour empêcher la Maiſon d'Autriche de tout envahir, ou pour partager également avec elle; la lutte égale de deux ſectes chrétiennes qui diviſent à-peu-près également l'Allemagne, aſſuraient l'exiſtence de la Conſtitution Germanique, dont les divers Souverains ſe trouvaient rangés ſous les deux bannières de l'Autriche et de la Pruſſe. Des guerres politiques agitaient périodiquement cette contrée pour des intérêts de Cours ou de familles; car ceux des peuples n'entraient pour rien, ni dans ces guerres, ni dans les traités de paix qui les terminaient.

Il exiſtait ſi peu d'eſprit-public et de patriotiſme dans cet aſſemblage informe, que lorsqu'une puiſſance étrangère était en guerre avec l'Empire, c'était dans l'Empire même qu'elle trouvait les alliés les plus actifs et les troupes auxiliaires les

plus nombreuſes. L'Allemagne eſt une pépinière de ſoldats. Les deux grands Souverains qui ſont à la tête du Corps-Germanique entretiennent des armés disproportionnées à la population de leurs états et à leur richeſſe numéraire. Les petits Souverains ſe vendent, ou vendent leurs ſujets à ces deux grandes puiſſances, ou aux puiſſances étrangères. Mais lorsqu'il s'agit de réunir la nation la plus belliqueuſe de l'Europe pour la défenſe de ſes foyers et de ſa conſtitution, on eſt ſûr de ne pouvoir donner aucun enſemble à ce corps diviſé par des intérêts oppoſés par des jalouſies et des haines de peuple à peuple.

La Révolution Françaiſe a dévoilé le ſecret de la faibleſſe du Corps-Germanique. Ses membres ſe ſont mal coaliſés, ont mal concerté leurs opérations, ſe ſont mutuellement abandonnés, dès que l'intérêt particulier, bien ou mal entendu, s'eſt trouvé en oppoſition avec l'intérêt général. Les armées Françaiſes ont envahi toute la rive gauche du Rhin, ont porté dans le centre de l'Empire la déſolation et le ravage, et y ont laiſſé derrière eux la honte chez les Souverains et l'eſprit révolutionnaire chez les peuples.

Toute l'Allemagne a dépoſé les armes, et demande humblement la paix. Un Congrès, qui éternifera la honte du Corps-Germanique, et qui ſanctionnera ſa deſtruction, eſt aſſemblé à Raſtadt; les armées allemandes, en conſéquence d'une ſuſ-

penſion d'armes, ſe ſont retirées à plus de trente lieues du Rhin, pendant que les Français occupent la Wétéravie, parcourent la Weſtphalie, mettant à contribution les pays neutraliſés par l'armiſtice, dont ils ne conviennent pas; environnent ce malheureux Congrès, ſe ſont emparés de Mayence, de Manheim, de l'Evêché de Bâle, et menacent de ſe porter à de plus grandes violences, ſi les Plénipotentiaires de l'Empire, occupés depuis plus d'un mois à diſputer entre eux ſur des formalités, ne ſe preſſent pas de prendre pour baſe des négociations la ceſſion à la France de la rive gauche du Rhin: condition qui entraîne le partage des ſouverainetés de l'Empire à titre d'indemnité.

Tout le monde a trouvé que cette indemnité était facile, en détruiſant les Souverainetés Eccléſiaſtiques et en partageant leurs états entre les Princes Laics ſuſceptibles d'indemnités. C'eſt le dernier coup porté à la religion catholique, et il eſt porté par la Maiſon d'Autriche! . . Comme le gouvernement de la terre n'eſt pas un droit divin, il était tout ſimple que cette Théocratie fût anéantie à la fin d'un ſiècle philoſophique, qui a porté ſon audace beaucoup plus loin: mais il eſt ſingulier que pour remédier aux pertes occaſionnées par la révolution Françaiſe, on imite l'exemple de cette révolution en dépouillant le Clergé.

Une ſeconde eſpèce de Membres de l'Empire dont l'exiſtence était miraculeuſe au milieu de ce

chaos féodal, ce ſont les Villes libres, Impériales, ou Anſéatiques au nombre de cinquante-une. Rien n'honore plus la modération du caractère allemand que la tranquillité dont elles jouiſſaient au travers des guerres d'ambition qui ont ſi ſouvent dévaſté l'Allemagne. On doit admirer que la féodalité n'ait pas aſſervi ces petites Républiques, ou qu'aucune d'elles ne ſe ſoit élevée ſur les débris de la féodalité. Il était réſervé à cette époque métaphyſique, en prêchant les droits de l'homme, de renverſer ces inſtitutions fondées ſur la liberté et ſur le droit de propriété le plus ſacré. Leur intérêt ne touchera perſonne; ce ne ſont que des peuples!

Ce ſeront là vraiſemblablement les ſecondes victimes du ſyſtème de partage, et chacune d'elles ira ſe fondre dans les poſſeſſions d'une des grandes puiſſances à indemniſer, ſelon ſa convenance. On peut prévoir aiſément que ce ſera une mauvaiſe acquiſition que celle de villes déſeſpérées d'avoir perdu leur liberté. Les plus grandes, les plus riches ſeront les plus difficiles à plier ſous le joug. Non-ſeulement elles conſerveront, mais elles propageront l'eſprit de liberté et d'indépendance, dont le génie révolutionnaire ſe ſervira pour renverſer les trônes.

Laiſſons-là la Conſtitution Germanique, ſes Etats Eccléſiaſtiques, ſes villes libres, qui vont être anéantis par la paix de Raſtadt, ſi elle a lieu. Le titre d'Empereur ne ſera plus qu'une vaine

dignité, et tombera même en désuétude. L'Allemagne se trouvera partagée en sept Maisons souveraines; Autriche, Prusse, Hesse, Saxe, Palatin, Wurtemberg et Brunswick. Chacune de ces sept planètes sera environnée de plus ou moins de satellites, qui sembleraient destinés venir à la longue se fondre dans leur planète respective pour l'alimenter.

Chacun de ces sept Souverains se trouvera un peu plus fort qu'il n'était; mais comme il y aura plus d'objets de discorde, comme il n'y aura plus de point de réunion, comme la Diète de l'Empire, qui était une espèce de tribunal des Amphictions, n'existera plus, ou sera méprisée; comme le droit-public de l'Allemagne, entièrement violé par la paix de Rastadt, n'arrêtera plus l'ambition particulière, les guerres se succèderont plus rapidement; elles seront suscitées et alimentées par la politique française.

L'Allemagne sera plus éloignée que jamais de former un corps solide; et les Allemands de former une nation. Cette contrée redeviendra le théâtre de l'ambition et du fanatisme politique. Les Souverains, placés sur les frontières de la république française, seront ses alliés, comme les rois de Pergame et de Bithynie l'étaient des Romains, comme le roi de Sardaigne et la république Batave le sont des Français; on employera leurs troupes contre les autres Souverains de l'Alle-

magne, comme les Espagnols et les Piémontais contre l'Angleterre et l'Autriche.

Voilà pour l'Allemagne l'hypothèſe la plus favorable des conſéquences funeſtes de la paix que l'on propoſe de faire à Raſtadt; mais un autre réſultat bien plus probable commence à percer. Le génie révolutionnaire rompra, peut-être inceſſament, tous les arrangemens de la politique françaiſe. Les peuples de l'Allemagne refuſeront d'accéder à un ſyſtème de partage. Menacés de changer de Souverains ſans avoir été conſultés, ils préfèreront la liberté et ſur-tout la démocratie, à l'exemple de ce peuple triomphant, qui décide ſi impérieuſement de leur ſort. Le ſecret eſt tout trouvé. Les gardes-nationales, les municipalités, le gouvernement repréſentatif, le pillage des biens du clergé, l'expulſion des nobles, le tout fondé ſur l'égalité, bien ou mal entendue; il ne faut qu'un tour de main et quelques démagogues hardis pour révolutionner une province en un clin d'oeil.

Il exiſte à préſent une propagande révolutionnaire très-active et plus expérimentée qu'autrefois. Ses différens foyers ſont en Italie, en Suiſſe, tout le long du Rhin et dans toutes les capitales. La paix va lui ouvrir de nouveaux débouchés; elle va s'aſſurer des places-d'armes dans le centre même de l'Allemagne. Hambourg dans le Nord, Francfort et Augsbourg ſeront les écoles révolutionnaires, d'où les eſſaims de miſſionaires

ſe répandront rapidement autour des Souverains de l'Allemagne, qui, pour avoir détruit eux-mêmes leur conſtitution, faible mais impoſante, avec autant de puſillanimité que d'injuſtice, ſeront facilement renverſés par leurs propres ſujets. La proclamation de l'ambaſſadeur Mengaud aux Suiſſes annonce que les Français s'engageront ſur le champ à ſoutenir tous les peuples, qui réclameront leur appui pour conquérir la liberté démocratique. Que deviendra alors l'Allemagne? On voit ce que commence à être l'Italie.

Quel remède à ces maux menaçans? La rupture des conférences honteuſes de Raſtadt; une guerre nationale; de l'union et un *Homme-Roi*, qui relève l'Aigle Germanique, ſans autre ambition que de ſauver ſa patrie; ou bien la paix univerſelle de l'Europe, prévenant cette guerre, ou la terminant.

CHAP. IV.

LA SUISSE.

La Suisse est le boulevard et la clef de l'Allemagne : son système fédéral, la variété des ses différens gouvernemens, la petitesse de ses différens états, neutralisaient la force de cette nation belliqueuse, qui ayant perdu par les révolutions de la France, de la Hollande, de Venise, de Gênes, un débouché lucratif pour trente-mille de ses guerriers, se trouve un excédent de jeunesse très-dangereuse.

Tant que le gouvernement Français a laissé les Suisses en paix, ils n'ont point ressenti cette surcharge, parce que les dépenses des Emigrés et les fournitures et livraisons aux armées ont répandu dans le pays un très-gros numéraire, et ont tourné toute l'activité nationale vers le lucre et les opérations mercantiles. Mais tout est bien changé. La Propagande révolutionnaire travaille les esprits depuis six ans. Les succès de Buonaparte et ses menaces ont porté l'effroi chez les gouvernans. L'aristocratie est tremblante, la démocratie s'agite, et veut sortir de l'état de dépression, où elle a été tenue jusqu'à présent avec assez d'injustice. Tout le monde connaît le despotisme qu'exerçaient Fribourg sur les Gruyeriens, Berne sur le Pays de Vaud, l'Abbaye de St. Gal et le Canton de Zurich sur leurs paysans, les Grisons sur la Valteline, etc.

Digitized by Google

Le Gouvernement Français a commencé par arracher Porentruy à l'Evêque de Bâle. Les Suisses n'ont rien dit. Dès-lors on a prédit la chute du gouvernement Bernois.

Ensuite les Français ont révolutionné Genève, au point d'en faire un faubourg St. Antoine: même silence des Suisses. Alors on a prédit que *Genève serait le pont par où la Monarchie rentrerait en France, ou bien l'anarchie se répandrait en Suisse.*

Depuis, la Valteline s'est soulevée contre ses grossiers souverains: même silence des Cantons.

Enfin, le gouvernement Français, qui voit l'Allemagne à ses genoux, juge que la *poire est mûre;* et négligeant les démarches lentes et une conduite méthodique, il prend à la fois le reste de l'Evêché de Bâle; il prend sous sa protection le Pays de Vaud qu'il révolutionne, et il demande aux Suisses de l'argent, en même temps qu'il sème le trouble et l'esprit d'innovation et d'anarchie dans les principaux Cantons.

Les voilà poussés à bout et menacés. Qu'en résultera-t-il? Ou ils prendront les armes pour se garantir d'une révolution démocratique; alors ils seront cernés et attaqués; Soleure et Fribourg par l'Evêché de Bâle; Berne par le Pays de Vaud, pendant que les Gallo-Cisalpins arriveront par les lacs de Wallenstadt et Zurich, et qu'une autre colonne débouchera sur le centre du canton de Berne par le mont

St. Gothard. C'est l'affaire d'une campagne de six semaines, si les Suisses réduits à eux-mêmes, ne peuvent espérer d'aucune puissance, ni diversion, ni secours. Alors la Suisse sera ruinée, anarchisée. Ou bien les Suisses, sentant leur faiblesse, et désunis entre eux, obéiront à tout ce qu'exigera le Directoire. Alors il se dépouilleront de tout le numéraire qu'ils ont amassé, avec plus d'avidité que de prévoyance, au travers de toutes les calamités de la France. Alors toute aristocratie sera baunie de leurs gouvernemens. Le Pays de Vaud sera libre, ou comme petite république, ou réuni à Genève, ou incorporé à la France, parce qu'il parle Français. Peut-être même le Directoire Français poussera-t-il l'extension d'incorporation jusqu'à Fribourg et Berne, et donnera-t-il à la grande république de ce côté le Kandell et l'Aar pour limites. Supposons-même qu'on se contente de s'assurer du Pays de Vaud, soit comme république séparée, soit comme département Français, la France ne tiendra pas moins sous sa dépendance la Suisse entière démocratisée, par conséquent propre à tout ce qu'elle en voudra faire par la suite.

En démocratisant et ruinant les Suisses, le Directoire Français leur rendra leur activité et leur énergie militaire; il se donnera une avant-garde très-belliqueuse pour son projet, toujours suivi avec constance, du révolutionnement de tous les peuples, et d'extinction de toute souveraineté, autre que la po-

pulaire. La Suisse n'est plus ce pays sauvage, hérissé de montagnes impraticables, où une poignée de paysans pouvait arrêter une grande armée. Les victoires gigantesques des Suisses tiennent à la topographie autant qu'à la valeur de ces héros agrestes. Les Suisses ne sont plus les mêmes hommes, leur pays n'est plus le même. Leurs montagnes cultivées sont garnies de villages riches; à l'exception de quelques glaciers, des grandes routes, comme celles de France, procurent des communications faciles avec leurs principales villes, et ouvrent le pays en tout sens, des frontières jusqu'à son centre. L'artillerie la plus grosse peut rouler par-tout: il n'y a pas un défilé, pas un bois, depuis la superbe route de Genève jusqu'à Schaffhausen; de cette croisière à Zurich; de Zurich, à Constance. Ainsi dans la première guerre que les Français auront avec cette Maison d'Autriche, que la crainte des dangers présens aveugle sur de plus grands dangers futurs, les Français partiront de la Suisse, devenue leur place-d'armes, au lieu de partir des bords du Rhin, déboucheront par Schaffhausen et Constance et les Gallo-Cisalpins par le Tyrol et le Frioul; et les premiers incorporeront avec eux une infanterie nombreuse et excellente des Suisses, chassés de leur pays par la misère, électrisés par la démocratie, ennemis des rois et amateurs de nouveautés.

Voilà certainement le résultat de la querelle des Suisses, puisque l'Allemagne, effrayée, presque abru-

tie par l'égoïsme, les abandonne à leur sort, et ne prévoit pas que la Suisse, telle qu'elle est, est l'égide de l'Allemagne, diminuée d'un tiers, et menacée révolutionnairement dans tous ses points de contact avec la France. Voilà certainement le grand plan du Directoire Français dans la querelle qu'il cherche aux Suisses. Ceci n'eſt point une probabilité, point une hypothèſe; c'eſt une ſérie de conduite et de faits ſous les yeux de toute l'Europe, et l'indiscrétion démocratique, ſur-tout celle des Français, ne laiſſe aucun doute à cet égard.

Il paraît, d'après le ſerment de la ligue Helvétique, renouvelé à la Diète d'Arau le 25 Janvier, que les Suiſſes connoiſſent les dangers de leur ſituation, et qu'ils déſireroient s'y ſouſtraire, ſans lézer leur honneur et leur liberté.

Bâle ſeul a rompu ſon alliance, et a très-mal fait; car à préſent cette petite république ne tient plus à aucun corps politique, et ſa poſition locale à la rive gauche du Rhin lui annonce qu'elle doit être infailliblement incorporée dans la république Françaiſe, comme celle de Mühlhauſen. Genève doit ſ'attendre au même ſort, et doit entraîner le Pays de Vaud.

Mais la république de Bâle, en commettant cette faute, qui doit l'anéantir, a donné aux autres Cantons de la Suiſſe un très-bon exemple, en admettant aux droits de citoyens ſes ſujets de la

campagne et en rétabliſſant l'égalité légale, la ſeule baſe ſolide de tout gouvernement républicain, et même de toute monarchie bien conſtituée. Rien n'eſt plus contradictoire avec l'exiſtence républicaine que l'ariſtocratie de pluſieurs Cantons, et la ſujétion dure dans laquelle presque tous tiennent un certain nombre de Baillages, qu'ils ont acquis en différens temps par le droit des armes, et qu'ils ont toujours refuſé de faire participer au droit de cité, pour lequel eux-mêmes ont ſi vaillamment combattu.

Si les Cantons, qui ſont dans ce cas, ont la ſageſſe de ſuivre l'exemple de Bâle, en le modifiant, ils fermeront la porte au démon révolutionnaire qui les agite; ils augmenteront leur force réelle, en ſe donnant plus de citoyens, en ſe formant une conſtitution plus ſimple, plus juſte, plus dans la nature. Ils inſpireront la confiance et le reſpect à tous leurs voiſins, et ils redeviendront le boulevard de la liberté, et ſur-tout la digue de l'ambition. Ils feront alors, en ſe tenant bien enſemble, les arbitres du ſort de l'Allemagne et le point de ralliement des opprimés.

Cette meſure de réforme ne doit et ne peut être priſe dans la Diète générale. Elle entraîneraît des débats et des dangers; chaque Canton doit avoir le bon eſprit de l'exécuter de lui-même, *proprio motu*, avec bonne-foi et vigueur. Les

réclamations des baillages en ſervitude ſont juſtes; leur oppoſition à la loi du plus fort eſt naturelle. Si les Cantons veulent s'entêter, les ſujets trouveront des ſecours extérieurs, la Suiſſe ſera envahie par la France, et déchirée par la guerre civile Le peuple, jusqu'à préſent, le plus ſage de l'Europe, doit auſſi être le plus vraiment libre: ſon ſort eſt entre ſes mains, il a à choiſir entre la liberté la plus conſtitutionnellement républicaine, et l'anarchie, il n'a pas un inſtant à perdre.

Le danger de la Suiſſe et imminent: elle peut y oppoſer efficacement la conſtance au dehors, la ſageſſe au dedans. Elle peut détourner la révolution par une prudente réforme, et une union inaltérable de la nation entière. Ce qui ſe paſſe à Raſtadt doit influer ſur le ſort des Suiſſes, et *vice verſâ*. La fermeté Helvétique peut ranimer le courage des Allemands: la vigueur des Allemands renouvelée peut ſoutenir la fermeté Helvétique.

Depuis le 25 janvier, époque de la concluſion de ce chapitre, la Suiſſe eſt démocratiſée avec les circonſtances les plus funeſtes. Si par cette révolution ſubite, elle ſe réunit en un ſeul corps de nation; ſi elle y gagne l'extinction d'une fédéralité, toujours faible et toujours déſunie; ſi elle a la ſageſſe de ne pas ſe laiſſer démembrer et de reſter indépendante; il n'y a que demi-mal. Mais il eſt bien plus à croire que Français y garderont plus que de

l'influence, et que la démocratie violente des Suiſſes entraînera celle de l'Allemagne, à moins que par une guerre générale contre les Français, à laquelle les Suiſſes, vexés et pillés par ces inſtituteurs, peuvent prendre part, les événemens ne deviennent aſſez favorables pour qu'il en réſulte une paix univerſelle, dans laquelle le ſort des Suiſſes ſoit décidé avec ſageſſe.

CHAP. V.

DE L'ITALIE.

Le génie des révolutions avoit ceſſé d'agiter l'Italie, depuis que Charles V avoit achevé d'y détruire la liberté. La maiſon d'Autriche et celle de Bourbon, après de longues et ſanglantes guerres s'étaient partagé cette délicieuſe contrée, à l'exception de trois ou quatre faibles républiques, d'un Royaume formé pour la Maiſon de Savoye par de grandes alliances, par ſa poſition intermédiaire, par la verſatilité de ſa politique et par les *circonſtances:* expreſſion vague, qui définit parfaitement les décrets de la fatalité, parce que perſonne ne peut ni les diriger, ni s'y ſouſtraire; enfin d'un état théocratique, trop faible pour ſe ſoutenir comme puiſſance temporelle, trop uſé, comme puiſſance ſpirituelle.

Cette diviſion bizarre de l'Italie compoſait deux Royaumes, Sardaigne et Naples; quatre républiques, Veniſe, Gênes, Lucques et St. Marin, (car cette dernière eſt auſſi un petit état libre); trois Duchés, Milan appartenant à l'Empereur; Modène, dont il avait l'expectative, et Parme appartenant à une branche de la Maiſon de Bourbon; un *Grand-Duché,* (*) la Toscane, appartenant à la Maiſon d'Autriche et enfin l'Etat Eccléſiaſtique.

(*) La vanité a trouvé moyen de mettre des dis-

Ces onze ſouverainetés, très-inégales et très-différentes entre elles, étaient régies par des lois et des formes très-oppoſées. Aucune nation n'a plus écrit ſur le gouvernement et ſur l'économie politique que l'Italienne; aucune ne ſ'eſt plus abandonnée au haſard, ou à l'arbitraire de ſes gouvernans ſur la manière d'être régie.

L'Italien a pour caractère général la réflexion profonde, la réſerve, ſa compagne inſéparable, et la pareſſe qui tient à l'excellence du climat et à la facilité des productions d'une terre, qu'on peut regarder comme le paradis terreſtre de l'Europe, qui fournit presque ſpontanément à l'homme tous ſes beſoins avec peu de travail et même tout le luxe des productions de la nature.

A la liberté près, les Italiens jouiſſaient de tout; les peuples y étaient, plus formellement qu'ailleurs, partagés en trois claſſes, celle des nobles qui, ne faiſant rien, s'ennuyait au milieu de ſes frivoles plaiſirs, de ſon luxe brillant et mesquin, de ſes étiquettes et de ſes titres; celle des bourgeois, qui exerçait ſervilement les arts méchaniques, et qui ſ'humiliait devant cette nobleſſe ſans pouvoir, dont elle ſe moquait; celle des cultivateurs, qui

tinctions, même parmi les dignités du même genre. On connaît le titre ridicule de l'Evêque de Liège, Sa Celſitude: perſonne ne le comprenait, mais enfin c'était une diſtinction.

seuls étaient relevés jusqu'à la dignité d'hommes presque libres, quoique l'objet de la raillerie et du dédain des *Citadins*, à cause de leur grossière simplicité, et en butte à la tyrannie des nobles, leurs seigneurs, dont ils se vengeaient en les payant mal, et gardant pour eux-mêmes le meilleur de leurs productions. Dès qu'un citadin avait acquis quelque aisance par l'industrie et le commerce; un cultivateur, par son travail, ou par la ruine de son seigneur, il cherchait à sortir de sa classe; et, comme les pauvres petits Souverains de l'Italie étaient toujours aux expédiens, il achetait la noblesse, et dès-lors il ne faisait plus rien.

Avec un pareil caractère, avec une oisiveté devenue habitude, l'esprit révolutionnaire ne pouvait pas prendre naissance en Italie; toute idée de majesté du peuple était totalement effacée, ou brisée et contrariée par la division bizarre de ces petites Souverainetés; mais nulle contrée n'était plus propre à ressaisir et propager cette idée, parce que nulle part le peuple n'avait été jadis plus majestueux; il ne fallait que le tirer de son long sommeil, et reproduire à ses yeux son antique état.

Tant que la Révolution Française n'avait pas franchi les Alpes, les Italiens qui lisaient peu de papiers-publics, d'ailleurs tous partiaux et infidelles, qui ne se rassemblaient point en sociétés politiques,

parce qu'elles étaient prohibées par les gouvernemens, regardaient les Français comme des frénétiques que les Majeſtés Impériales et Royales anéantiraient bientôt. La réſerve et la nonchalance des Italiens acquéraient de nouvelles forces; habitués à leurs jouiſſances et à leur ſervitude, ils ſe tenaient en garde contre cette épidémie, qui pouvait troubler leur tranquillité.

Mais depuis qu'ils ont vu le Roi de Pruſſe forcé à faire la paix avec la République Françaiſe, le Landgrave de Heſſe, enſuite la Saxe, la Souabe, ſe détacher de la Ligue Germanique, l'Eſpagne ſacrifier la vengeance du Chef de ſa Maiſon et les intérêts de cette branche infortunée, pour ſe lier avec la France contre l'Angleterre, le Défenſeur des Alpes réduit à recevoir la loi du vainqueur, la Hollande conquiſe et révolutionnée, les Autrichiens ne faire oublier leurs défaites que par des déroutes, les armées Impériales chaſſées du Milanès avec facilité, tous les triomphes s'accumuler ſur un peuple, dont ils avaient eu jusqu'alors une idée aſſez médiocre: alors le caractère réfléchi des Italiens les a portés néceſſairement à mettre ſur le compte de la liberté cette exaltation d'énergie, qui rend invincible la nation qu'elle enflamme. De cette réflexion au réveil de l'ambition populaire il n'y a qu'un pas.

Une circonſtance hâtait encore la marche du génie révolutionnaire en Italie, c'eſt que l'invaſion

des Français enlevait la tranquillité, l'oiſiveté et les jouiſſances. Quelque modération qu'euſſent voulu employer les vainqueurs, la néceſſité de nourrir et d'entretenir de tout plus de cent mille hommes forçait à un travail pénible ce peuple ſobre et pareſſeux, par conſéquent avare, qui aimait mieux ſe contenter de peu que de travailler. Il fallait partager les fruits de la terre avec des vainqueurs affamés et avides de pillage, qui arrivaient dans cette contrée nus et mourans de faim comme les Gaulois leurs ancêtres; il fallait leur payer des contributions exceſſives; ils diminuaient leurs charges en ſacrifiant les Souverains, les Nobles, le Clergé et ces fantômes de gouvernemens qui les défendaient ſi mal contre l'invaſion.

Qu'eſt-il arrivé? La réflexion a ramené les Italiens à leur ancienne majeſté populaire; les prédications et l'exemple des Français, les privations, les beſoins ont hâté cette révolution morale. L'Italien eſt ſpirituel, courageux et entreprenant, l'oiſiveté enveloppait ces qualités; le poignard de la miſère a déchiré cette enveloppe. La Maiſon de Bourbon et les Allemands n'ont pas été en état de contenir cette exploſion révolutionnaire, leur verge de fer eſt briſée, et les Français, qui remplacent actuellement en Italie les autres Ultramontains, ont un talent particulier pour inoculer leurs principes, c'eſt d'arriver à la liberté par la licence. Les Italiens n'ont pas beaucoup redouté

les Français, qu'ils ont regardés tout au plus comme un fléau paſſager, peut-être même comme un orage bienfaiſant, puisqu'ils les délivraient du joug des *barbares*. Peut-être ont-ils cru que les vainqueurs ne pouvaient avoir la prétention, ni de s'établir dans leur contrée, ni de les aſſervir. S'ils ont lieu de reconnaître qu'ils ſe ſont trompés, ils deviendront des ennemis implacables.

Déjà, depuis 1789, on a pu reconnaître *l'Aſsétisme* de la liberté parmi les oiſifs des couvens et des villes. Des nobles, des moines, des prêtres, des avocats, des médecins ont répandu dans toute l'Italie des écrits révolutionnaires, et ont formé des conjurations, toujours découvertes, aſſoupies, punies, et toujours renaiſſantes; le Piémont, Gênes, Rome et Naples ont été les états les plus agités par ces mouvemens. Veniſe en a été exempte, grâces à ſon inquiſition d'état et à quelques punitions ſecrètes; la Toscane s'en eſt garantie par la précaution qu'a priſe ſon gouvernement de ſe donner le masque de l'approbation de tous les excès du Jacobinisme français.

Un obſtacle qu'aura à ſurmonter le génie révolutionnaire français, quand l'Italie en ſera parfaitement imbue, c'eſt celui du clergé. Si l'encenſoir reſte confondu avec la Divinité, les agens du culte avec la religion, celle-ci ſera entraînée par la chute de ſes miniſtres, comme en France: ſi

les Prêtres, ce qu'on ne peut pas eſpérer, éclairés par l'exemple terrible du clergé français, ont la ſageſſe de ſéparer le ſpirituel du temporel, la religion ſubſiſtera et ne ſera qu'affermir la révolution même en la modérant.

Un ſecond obſtacle, (c'eſt la diviſion de l'Italie en petites Souverainetés,) empêchera que les Italiens ne ſe conſtituent de long-temps en une nation, parce qu'ils forment trop de petits peuples. Cette diviſion prive l'Italie d'un centre, ou point de réunion, et peut faire dégénérer la révolution de cette contrée en un chaos de petites puiſſances, les unes républicaines, les autres *princiaires*, qui ſe déchireront perpétuellement, comme pendant les ſept ou huit ſiècles ſanglans qui ſe ſont ſuccédés entre la chute de l'Empire d'Occident et Charles V.

Ce chaos, et le déchirement de guerres civiles qui en réſultera, formeront la première époque révolutionnaire de cette contrée, et ne peuvent ceſſer que lorsqu'un, ou pluſieurs peuples de cette contrée, auront pris aſſez de conſiſtance, pour former un point de réunion fédérative, plus ſolide que le Corps-Germanique, la Confédération Helvétique ou celle des Provinces-Unies, qui ſont des fédérations trop faibles pour réſiſter à l'ambition plus active d'une, ou de pluſieurs de ſes parties, ou au choc d'une force extérieure.

Quant à la réunion de tous ces peuples pour former une ſeule Nation Italienne, ſemblable à la République Romaine, ou à celle de France, elle ne pourrait s'opérer que par la conquête, à l'inſtar de la première. C'eſt une chimère qui ne peut pas ſe tenter; la République Françaiſe ne le permettrait pas pour ſon propre intérêt. On ne peut donc apercevoir, par le calcul des probabilités, qu'une réunion fédérative des différens peuples de l'Italie: pour cela, il faut les examiner ſéparément.

République Cisalpine.

Il faut commencer cet examen par la République Cisalpine, par égard pour ſa primogéniture. Cette République eſt eſſentiellement compoſée du Duché de Milan; le reſte de ſon territoire eſt formé de la ſpoliation du Duc de Modène, et des rognures de la République de Veniſe et des Etats du Pape.

Aucune province de l'Italie n'était auſſi riche et auſſi fertile que la Lombardie; la nature allait au devant des vœux de l'habitant, et diminuait ſon travail. Auſſi ce peuple était-il, de toute l'Italie, celui qui joniſſait le plus d'une vie oiſive et inſouciante, ſans s'embarraſſer qui le gouvernait. A l'abri de ces ſubtils raiſonnemens ſur la liberté et ſur l'économie politique, qui troublent le repos des peuples ſans leur procurer le bonheur, le

Lombard ne paraiſſait point du-tout avoir les inclinations républicaines.

Le Milanès avait toujours été le théâtre de la guerre et de la tyrannie ſous ſes Ducs particuliers. Les Maiſons d'Autriche et de France ſe l'étaient disputé long-temps. Le ſang des armées étrangères avait toujours engraiſſé les terres de la Lombardie. Mais enfin, depuis 1748, et ſur-tout depuis le traité de Verſailles de 1756, qui avait fait ceſſer les querelles entre les deux Maiſons, la Lombardie avait joui des douceurs de la Paix, ce qui lui avait rendu ſupportable le joug Autrichien, malgré l'incompatibilité nationale, qui était infiniment diminuée.

La Cour de Vienne gouvernait la Lombardie avec beaucoup de douceur; elle avait la ſageſſe d'employer beaucoup de troupes Milanaiſes dans ſes armées; elle avait ouvert à la nobleſſe de ce Duché la porte de l'ambition et des honneurs, et elle en avait tiré d'excellens officiers, et même pluſieurs Généraux célèbres. La police était ſévère dans le Milanès, ainſi que dans tous les états de la Maiſon d'Autriche, ſur tout ce qui regardait la librairie; ainſi la liberté de penſer y était très-bornée, et l'eſprit novateur y avait fait peu de progrès avant l'arrivée des Français.

Le peuple Lombard, par la longue habitude du joug, par la gêne d'un gouvernement retréci, par la communication continuelle avec les différentes nations réunies ſous la domination de la Maiſon d'Autriche, par les avantages que procurait à ſa nobleſſe la carrière des armes chez une Puiſſance

guerrière et vaine, avait presque perdu le caractère national Italien pour devenir Autrichien. Tous les préjugés y étaient enracinés, celui de la Nobleſſe y était ſoutenu par un tribunal Héraldique, inſtitué en 1770, deſtiné à recevoir les preuves de nobleſſe, et à veiller ſur l'obſervation des lois qui regardent l'ordre des nobles. Le Gouvernement était militaire; c'était un conſeil de guerre qui avait l'iuspection des affaires qui regardaient le bien de la ville.

Nulle province de l'Italie ne paraiſſait moins propre à l'implantation du génie révolutionnaire; nul peuple de cette contrée n'était plus éloigné d'adopter les idées de liberté et d'égalité; nul n'avoit moins beſoin d'un changement de conſtitution, et n'était moins en état de ſe la donner. Nulle part l'eſprit philoſophique n'avait fait moins de progrès.

Quiconque avait vu ſuperficiellement la France, avant l'époque de 1789, a pu penſer que les diſpoſitions révolutionnaires n'y étaient pas plus naturelles qu'en Lombardie. Mais il y avait bien de la différence. Malgré les précautions ſyndicales ſur la liberté de penſer, depuis un demi-ſiècle Voltaire, Rouſſeau, Fréret, Boullanger, Helvétius, les Encyclopédiſtes, les Economiſtes, attaquaient ſans relâche les préjugés de toute eſpèce, et même les principes les plus utiles, et minaient le gouverne-

ment, qui était faible et ſans dignité; il était ſans prévoyance: la diſſipation des finances l'avait jeté dans les mains de la nation, qui avait repris violemment ſes droits.

Le peuple Lombard, au contraire, n'était ni éclairé, ni foulé, ni malheureux; il n'était nullement préparé à la révolution, et ſi la fougue françaiſe, l'exemple de la licence, qui ſéduit toujours le peuple, parce qu'il la prend pour la jouiſſance de la liberté, ont pu l'entraîner; d'un autre côté l'indiscrétion, l'incompatibilité d'humeur, l'inſolence, l'avarice des vainqueurs auraient ramené les Lombards à leur ancien maître, ſ'il avait pu ſeulement conſerver Mantoue.

Mais les victoires incroyables de Buonaparte, les défaites réitérées des Autrichiens, leur honteux abandon ont fait triompher la Démocratie. La nobleſſe, n'ayant pas de point d'appui, a été écraſée ſans réſiſtance, et la République Cisalpine exiſte, et Milan en eſt la capitale!

Déjà cette république entretient une armée; déjà elle avoue une dette de ſoixante-trois millions; déjà elle montre l'inquiétude des peuples libres; déjà elle a beſoin de la guerre pour ſubſiſter; déjà elle a beſoin de piller et de s'agrandir.

La fougue démocratique avait d'abord entraîné les Français au delà des bornes de la ſaine politique en faveur des Cisalpins; mais le Directoire

Français ſ'eſt remis en règle ſur ſes véritables intérêts. Il ſemblait naturel que la petite république de Gênes fût réunie à la Cisalpine; c'eſt la France qui a profité de l'averſion des deux peuples pour aſſurer leur ſéparation; c'eſt elle qui a décidé que Gênes aurait ſon gouvernement et ſa conſtitution à part.

Le Directoire Français a empêché que le Piémont ſe révolutionnât, malgré les ſoins que les Cisalpins ſ'étaient donnés pour fomenter la révolte. La république françaiſe eſt l'égide du Roi de Sardaigne contre la démocratie Cisalpine. Elle préfère avec raiſon pour voiſin un Roi faible à une république inquiète et ambitieuſe, dont les gouvernans parlent déjà dans leurs imprudentes déclamations de relever la république romaine. Tant que les Français garderont Mantoue et une force auxiliaire en Italie, pour protéger la république cisalpine, ou plutôt pour la contenir, le Roi de Sardaigne n'a rien à craindre; mais ſi les circonſtances font ſortir les Français d'Italie, ce Roi perdra ſa couronne, à moins que ces circonſtances n'entraînent la deſtruction de la république cisalpine.

Le Duché de Parme, ſous la protection de la France, tient en bride l'ambition cisalpine, en lui circonſcrivant de ce côté les limites qu'elle eſt forcée de reſpecter. Le Duc de Parme ſera contraint de céder à la république ce qu'il poſſède au delà du Pô, qui lui ſervira de barrière.

Mais la ceſſion des états de Veniſe à l'Empereur, la démarcation des limites au travers du lac de Guarda et le long de l'Adige, ſur-tout la ceſſion de Legnago, poſte avancé, qui, en temps de guerre, peut couper la communication de Ferrare, Reggio, Modène et Bologne avec la Lombardie, eſt le plus grand coup porté par le Directoire Français à l'ambition des Cisalpins.

Le Directoire emploie en ce moment l'armée cisalpine contre Rome, mais elle la récompenſera comme ſes propres ſoldats, en la faiſant participer au pillage, ſans lui laiſſer prendre d'agrandiſſement de ce côté. En tout, les Français ſemblent avoir dit aux Cisalpins, „nous voulons que vous ſoyez li„bres; nous vous l'ordonnons; mais nous vous dé„fendons de vous arroger le droit d'incorporation, „réſervé à la *République-mère*."

La ſévérité de cette loi diminue ſurement beaucoup la reconnoiſſance des Cisalpins, qui ſ'émanciperont dès qu'ils le pourront, et deviendront un jour les ennemis des fondateurs de leur liberté. En attendant, ils chicanent déjà tous leurs voiſins, le Piémont, Parme et même l'Empereur pour leurs nouvelles limites. Ils ont entamé la guerre, pour leur propre compte, contre le Pape, ſoit de leur propre mouvement, ſoit par l'inſtigation des Français: c'eſt l'approche de leur armée qui a occaſionné les mouvemens d'Ancone, de Civita-Vecchia, de Peſaro etc.

et qui a produit la cataſtrophe de Rome. Ils ſont les inſtrumens révolutionnaires en Italie; mais vraiſemblablement ce n'eſt pas pour eux-mêmes qu'ils travailleront, et c'eſt ce qui augmentera leur profond reſſentiment.

Le ſort de la république cisalpine eſt encore précaire, et dépend de ce qui ſera conclu à Raſtadt. Si la guerre générale a lieu, la France, trop occupée pour elle-même, ne pourra pas leur donner d'aſſez puiſſans ſecours, et ils reprendront de bon gré le joug de l'Autriche, ou ſeront conquis. Alors, le reſte de l'Italie ſera exempté de la démocratie. Si la paix a lieu, la première guerre des Cisalpins ſera peut-être contre la France, et ſera le fruit de leur inquiète ambition et de leur reſſentiment.

Sardaigne, Parme, Toscane, Rome.

La Sardaigne, Parme et la Toscane ne peuvent pas former un article intéreſſant dans cette ſpéculation. Leur Souveraineté eſt précaire, leur ſort eſt humiliant et terrible. Harcelés par la démocratie Italienne, protégés durement par la démocratie françaiſe, livrés à l'arbitraire des plans les plus extravagans, ils végèteront dans l'incertitude de leur ſort, jusqu'à ce que le Directoire Français ait arrêté un plan général pour la républicaniſation de l'Italie,

ou qu'une révolution, très-poſſible, change le ſort de la France démocratique, et par conſéquent de ſes appendices, les républiques Batave, Lémanique, Cisalpine etc.

Le ſort de Rome va être probablement décidé ſous peu temps. L'autorité du Pape eſt expirante et ſera vraiſemblablement enterrée avec le Pontife octogénaire, qui a le malheur de ſurvivre à ſes calamités. La chute de la religion romaine en ſera la conſéquence, et ſon rétabliſſement ſera difficile, ſi les circonſtances changent.

Naples.

Le Royaume de Naples eſt mieux compoſé, mieux ſitué, plus arrondi que celui de Sardaigne; il n'a pas comme lui des voiſins dangereux, ni des occaſions perpétuelles de guerre, ou des paſſages d'armée inévitables: il eſt riche, quoique ſa population ne ſoit pas proportionnée à ſon étendue: il a un commerce aſſez conſidérable, qui ſerait ſuſceptible de plus d'activité; ſon gouvernement a toujours été aſſez mauvais; ſon peuple eſt remuant, ſur-tout le Sicilien. Les Rois de Naples et de Sicile ont toujours été ambitieux, inquiets ou faibles, et gouvernés par leurs entours, et influencés par la politique extérieure, qui, vu leur ſituation topographique, ne devrait jamais avoir de priſe ſur eux.

La Sicile eſt durement exploitée en finances, et très-mal dirigée en culture, en arts, en induſtrie. Les Rois de Naples, ainſi que ceux de Sardaigne, devraient renoncer à la ſtabilité de réſidence, pour partager leur ſéjour entre Cagliari et la Sicile; cette dernière mériterait même la préférence, et le Monarque ſerait plus puiſſant, plus riche, plus aimé, plus reſpecté, et moins influencé à Palerme qu'à Naples; il faudrait cependant alterner la réſidence entre ces deux villes, pour ne pas perdre l'amour du peuple de la dernière.

Une circonſtance très-extraordinaire, c'eſt que le gouvernement Napolitain ſoit continuellement occupé, depuis 1789, à découvrir et éteindre des conſpirations toujours renaiſſantes; que tous les mouvemens révolutionnaires ſoient excités par des nobles, des prêtres, des légiſtes, des militaires, et qu'ils n'ayent pas pu jusqu'à préſent réuſſir à exciter à la révolte le peuple très-nombreux des vrais *ſansculottes*, connus ſous le nom de *Lazzaroni*, dont jusqu'à ce jour le dévouement et la fidélité pour leur Roi ont été à toute épreuve.

Cette claſſe de peuple a cependant, à diverſes époques, exécuté pluſieurs révolutions terribles; elle a conſtitué pendant quelque temps Naples en républiqne ou plutôt en anarchie, ſous le deſpotisme de Mazaniello et de Gennaro, tyrans auſſi abſurdes, mais moins cruels et moins éclairés que Marat et Roberspierre, par conſéquent moins criminels.

Il n'y a point du-tout d'union entre Naples et la Sicile. Le principe très-dangereux de la faibleſſe, *divide et impera*, paraîtraît être celui du gouvernement Napolitain, qui ſe trouverait cependant mieux de l'accord des deux peuples que de leur diviſion. Le Napolitain aime naturellement la monarchie; mais comme il a toujours eu des rois étrangers, il n'eſt que faiblement attaché à chaque Dynaſtie, et il aime le changement.

Le Sicilien aime naturellement la république; mais chaque ville, ſi l'eſprit révolutionnaire agitait cette île, déſirerait former une république, comme du temps des Carthaginois et des Romains. Au reſte, les paſſions de ces deux peuples ſont volcaniques, comme leur ſol; et ſi des pamphlets, des feuilles périodiques, des clubs, des harangues populaires y répandaient la fermentation, la révolution ſerait prompte et terrible. Ce levain eſt très-dangereux s'il agit par lui-même; il pourrait devenir très-utile, employé par le Roi.

Le ſort du Roi de Naples eſt devenu très-précaire par la cataſtrophe de Rome. L'armée démocratique eſt ſur ſes frontières; la marine françaiſe, placée à Corfou, le tient en échec. Il ſera forcé de payer à la France des ſubſides pour ſe ſoutenir. Mais cet état incertain ne peut pas durer. Si la paix ſe fait à Raſtadt, on lui cherchera querelle, et il perdra bientôt ſa couronne; car ſon exiſtence ne peut pas cadrer avec les projets révolutionnaires de

la France ſur l'Italie. Si la guerre générale a lieu, il peut être le libérateur de l'Italie, et il n'a pas d'autre parti à prendre pour ſa propre ſureté.

Gênes.

Jamais la conſtitution de Gênes n'avait été ſtable; jamais, ni les particuliers, ni l'état n'avaient été tranquilles; tantôt appartenant aux Empereurs, tantôt aux Rois de France, aux Ducs de Milan, à des Archevêques, à des tyrans particuliers, tantôt aux Frégoſes, aux Adornes, aux Doria, tantôt gouvernés démocratiquement par un plébéien, tantôt ariſtocratiquement par André Doria, à qui les Génois doivent leur liberté et la forme de gouvernement qui les régiſſait encore à l'époque de l'invaſion de l'Italie; autrefois commerçans, couvrant les mers de leurs flottes, les déſolant par leurs pirateries, plus heureux depuis qu'ils étaient déchus de leur gloire et devenus tranquilles.

Telle était cette république orageuſe, qui n'a ni revenus, ni troupes de terre, ni forces navales, ni ſtabilité. Déteſtée, ou peu reſpectée de ſes ſujets, elle n'avait pu, ni gouverner, ni conſerver, ni conquérir la Corſe: elle était-même fort heureuſe d'en être débarraſſée.

La révolution françaiſe ſe paſſait trop près de Gênes pour ne pas y occaſionner des troubles de la part d'un peuple auſſi ſuſceptible de fermentation

et dont l'hiſtoire préſentait jusqu'à cette époque la lutte perpétuelle de la démocratie contre l'ariſtocratie. Le Génois ne peut, ni garder ſa liberté, ni ſouffrir le joug, ainſi la révolution qu'il a embraſſée, ne peut que lui attirer de nouvelles cataſtrophes, ſans lui procurer de ſolides avantages.

Tout état commerçant, comme Gênes, Genève, Hambourg, a beſoin d'une liberté modérée, d'une conſtitution ſimple et ſtable, qui aſſure bien fermement le reſpect des propriétés. Si le Gouvernement eſt trop ariſtocratique, il écraſe le commerce par l'orgueil des rangs et le luxe rongeur; ſ'il eſt trop démocratique, le petit peuple jalouſe et vexe le commerçant; l'ouvrier fait la loi au manufacturier, le marin à l'armateur, et le commerce et l'induſtrie fuient devant cette égalité anti-ſociale.

Gênes a ſubi, non pas ſans réſiſtance et ſans effuſion de ſang la révolution démocratique; Buonaparte, en fixant ſon exiſtence, en agrandiſſant ſon territoire, lui a encore donné, à ſon départ de l'Italie, des conſeils très-ſages et très-*remarquables*.

Si la révolution ſe complète en Italie, Gênes doit jouer un jour le rôle de la principale puiſſance navale de l'Italie, et c'eſt ſur mer qu'elle doit fournir ſon contingent à cette confédération; elle doit créer un jour une marine militaire, pour faire reſpecter ſes côtes et protéger ſon commerce. Si le

port de Gênes préſente peu de capacité et de ſureté pour un établiſſement militaire naval, les Génois ont dans le Golphe de la Spézia toutes les facilités pour former une marine reſpectable. Cet établiſſement ſerait d'autant mieux placé dans ce golphe qu'il vivifierait *la Riviera di Levante*, et que Gênes devant être naturellement toujours une ville de grand commerce, il ſerait utile que la marine militaire, qui pourrait lui nuire, en fût un peu éloignée.

Venise.

L'idée de l'antique république de Veniſe imprime à l'eſprit une eſpèce de reſpect religieux, comme la vue des anciens monumens. Son hiſtoire enflamme les cœurs ſusceptibles de patriotisme et d'amour de la gloire et de la liberté. Mais ſa conſtitution était la ſatire la plus cruelle du cœur humain; ſa baſe était le ſoupçon, ſes ſupports le machiavélisme, le deſpotisme et le myſtère. Depuis ſa dernière époque brillante, la ligue de Cambrai, Veniſe ne ſe ſoutenait plus que par ſa politique aſtucieuſe: ayant dès-lors désarmé ſes citoyens, dont il avait abâtardi le courage; ſe méfiant des ſtipendiaires, auxquels il a de tout temps confié ſa défenſe, ſon gouvernement avait beaucoup d'autorité, mais il était privé de force.

Une pareille conſtitution pouvait paraître ſuffiſante, et même prudente et ſage, tant que la

balance de l'Europe et la tranquillité de l'Italie repoſaient ſur une politique de Cours, dont les agitations pouvaient être arrêtées par la jalouſie, la pareſſe, ou l'impuiſſance. Les mouvemens, les guerres de l'Europe n'étaient que des jeux d'enfans. La conſtitution Vénitienne pouvait paſſer pour un chef-d'œuvre, parce qu'elle était bien adaptée à la molleſſe du ſiècle, à la faibleſſe des inſtitutions ſociales; mais elle n'était en état d'oppoſer aucune réſiſtance, ni au torrent des conquêtes, ni au génie révolutionnaire.

Ce gouvernement, ſi ſage, tant admiré, avait entièrement manqué de prévoyance; il n'avait pas calculé que la révolution françaiſe, ſubſtituant les peuples aux princes, allait changer tout le ſyſtème politique, agrandir les intérêts, remplacer le petit jeu des intrigues de Cour par l'action vigoureuſe de la liberté et de l'énergie. Il aurait dû prévoir, qu'à moins de rendre les mêmes reſſorts à ſon peuple, il ſerait ou entraîné, ou renverſé par ce torrent révolutionnaire. Ce gouvernement étouffait, ou enchaînait toutes les paſſions; l'eſprit révolutionnaire les exalte toutes.

La conſtitution de Veniſe avait de commun avec celle de l'ancienne Rome, qu'elle concentrait tout le pouvoir dans la Métropole ſeule. Mais de Rome ſortaient des Généraux victorieux, des légions invincibles, compoſées de citoyens. Tout le monde

était astreint au service militaire, qui conduisait à toutes les dignités de la République. Le droit de cité se communiquait aux villes et aux habitans des provinces. La plupart des familles sénatoriales étaient étrangères. Il ne fallait pas être né à Rome, pour être Romain, pour parvenir à tout.

Venise présentait une métropole d'une étendue médiocre, centre de politique ombrageuse, de despotisme aristocratique et de faiblesse, qui, manquant d'activité, répandait la tranquillité de l'esclavage dans ses provinces de terre-ferme. Les habitans, humiliés mais apathiques, y jouissaient avec uniformité d'un repos, ignoble mais assez doux, sous un gouvernement modéré quoique ombrageux et sévère. Une poignée de soldats mal organisés, sans officiers, sans honneur, sans émulation, sans exercice, sans discipline, sans ensemble, ne présentait qu'une multitude de sbirres, mais point d'armée. Les places fortes étaient antiques, et tombaient en ruine. La marine était nulle; et la dernière guerre que la République avoit soutenue contre la petite Régence de Tunis prouvait à quel point la puissance navale des Vénitiens avait dégénéré. La Paix avec les Barbaresques avait achevé de l'anéantir.

On découvrait cependant un esprit national, répandu même dans les provinces de terre-ferme, qui n'attendait que les occasions pour se développer.

Le Lion de St. Marc dormait, mais il était aiſé de le réveiller. C'était à la prudence de cet illuſtre Sénat à régler les premiers mouvemens de ſon réveil. Il ne tenait qu'à lui de conſerver le reſpect et même l'attachement dont il jouiſſait, et de tourner à ſon avantage le génie révolutionnaire que le ſuccès des Français fixait en Italie, qui allait certainement s'agiter ou contre les gouvernemens qui lui préſenteraient une oppoſition maladroite, ou en faveur de ceux qui ſauraient le diriger.

Il a paru, en 1795, un livre profond du Comte de Curti, ſur les dangers du gouvernement de Veniſe et ſur les réformes qu'ils néceſſitaient: Il eſt intutilé: *Mémoires Hiſtoriques et politique ſur la République de Veniſe en 1792.* Il prouve parfaitement que les inſtitutions ſont bonnes, que tout le mal réſide dans l'abûs d'une autorité olygarchique. Il prouve que la ſuppreſſion du Conſeil des dix et ſur-tout des trois places odieuſes des Inquiſiteurs d'état, et l'activité rendue aux quatre *Quarantes* auraient ſuffi pour rendre à cette ſage conſtitution toute ſa vigueur.

Mais, à l'époque où ce citoyen eſtimable a compoſé ce livre, avec autant de patriotisme que de modération malgré les vexations dont il était la victime et les dangers qui le menaçaient alors, la révolution françaiſe n'avait pas encore pris le caractère de conquête et d'extenſion, que la fai-

bleſſe, la mauvaiſe foi, la mal-adreſſe de ſes ennemis lui ont donné, ſur-tout pendant les quatre dernières années. Les Français n'avaient pas encore paſſé les Alpes; l'Italie conſervait encore ſon ſyſtème pacifique, qui rendait ſuffiſantes les réformes propoſées dans cet excellent livre.

Tout eſt changé. Il eût fallu que dès-lors la république devînt une puiſſance reſpectable par ſa force, ſinon elle devait être opprimée, ou détruite. Pour acquérir cette force, non-ſeulement il fallait qu'elle détruiſît entièrement l'olygarchie qui la minait, mais il fallait qu'elle ceſſât de concentrer ſon ariſtocratie dans ſa métropole; il fallait qu'elle l'étendit ſur toutes les parties de ſa domination, pour les lier toutes par l'intérêt commun.

La première meſure, et la plus indiſpenſable, était de changer en citoyens ſes *Ilotes* de Terre-ferme et d'Outre-mer, pour éviter que leurs premiers pas vers la liberté ne fuſſent en ſens contraire de l'intérêt de la Métropole. Il fallait pour cela, ou brûler le Livre d'Or, ou l'augmenter de toutes les familles puiſſantes de ces Provinces. Il fallait que toutes euſſent part au gouvernement pour s'y attacher.

Il fallait faire voir le jour aux tréſors enfouis; exciter l'ambition politique de tous ces hommes régénérés, par les emplois civils et militaires de

terre et de mer; refondre l'armée et la marine, y diſtribuer l'ordre ſénatorial, inſpirer de l'honneur et du patriotisme, relever les places, les garnir de troupes, et ſe préparer ſérieuſement à repouſſer tous les maux qu'entraîne la paſſion de la liberté, quand le Gouvernement ne la dirige pas.

Avec ces meſures, qui euſſent fait promptement du peuple Vénitien une république vigoureuſe et reſpectable, le Sénat n'eût plus eu à craindre les agitations du génie révolutionnaire, qui n'aurait même pu que lui être favorable, en lui rendant ſon ancienne énergie. Alors le Gouvernement n'aurait plus eu à ſoutenir ſon autorité par le ſoupçon et le myſtère. Les *bouches de fer* euſſent diſparu de ſes villes, ainſi que ſes eſpions, ſes délateurs, ſon Conſeil des dix et ſes trois grands Inquiſiteurs d'état, en qui conſiſtait toute l'action de ce gouvernement retréci.

Voilà le genre de révolution que tout philantrope ſage aurait déſiré pour la république de Veniſe: ce peuple prudent et ſpirituel en était digne. Une telle révolution, ou plutôt réformation, eût ſervi de modele au reſte de l'Italie; elle eût pu rendre Veniſe le centre, ou au moins le membre principal de l'aſſociation fédérale de toute l'Italie, lorsque cette contrée aurait eſſuyé tous les changemens qu'y produira néceſſairement, au plus dans l'eſpace d'un demi-ſiècle, et vraiſemblablement beaucoup plutôt, le génie révolutionnaire qui s'en eſt emparé.

Veniſe n'eſt plus! Mais ce peuple reprendra un jour ſa liberté. Il eſt plus aiſé de paſſer de la ſervitude à la liberté, que de s'accoutumer à la ſervitude quand on a été libre. On peut prévoir de même que c'eſt par l'Italie que les Français ſeront punis de leur rage de républicaniſer les autres Nations.

CHAP. VI.

LA TURQUIE.

La révolution de l'Italie entraîne néceſſairement celle de la Turquie. Quand même les Français, reſpectant leur antique alliance avec la Porte, uniquement attentifs aux intérêts de commerce, ſe diſpenſeraient d'agiter le peuple grec, pour lui rendre ſon antique valeur, et l'exciter à rompre les fers de ſon effroyable ſervitude, les Italiens, régénérés à la liberté et dans l'enthouſiasme de la nouveauté, enverraient des miſſionnaires de l'autre côté du Golphe Adriatique.

La propagande révolutionnaire, prêchant les principes de la démocratie, a encore plus d'activité que celle du chriſtianisme. Dans ce ſiècle raiſonneur, on eſt parvenu à établir la tolérance religieuſe; mais, comme les habitans ſont deſtinés à ſe tourmenter pour des opinions, on y a ſubſtitué l'intolérance politique. D'ailleurs, dès que la démocratie triomphe, ſon inquiétude ſe répand autour d'elle.

Si les républiques puiſſantes ont une averſion naturelle pour la royauté, des républicains démocrates ajoutent à ce ſentiment la haine de l'ariſtocratie. La démocratie eſt ſoupçonneuſe et timide; ſon action eſt dans le nombre; elle emploie ingénéreuſement et ſans ſcrupule la force de mille contre un; ſi même ces mille voient vingt ou

trente hommes ſe réunir, la peur s'empare d'eux et les pouſſe à la férocité. Elle craint donc toujours toute réunion; elle perſécute à mort l'ariſtocratie, non-ſeulement au dedans, mais même au dehors et autour d'elle. Plus la démocratie eſt nombreuſe, plus elle veut le devenir; elle n'a pas d'autre ſyſtème politique. Son inceſſante activité travaille à renverſer tous les Gouvernemens qui lui ſont oppoſés, et aucun ne l'eſt plus que celui de la Turquie.

Les Français n'ont pas voulu laiſſer aux Italiens la *gloire* ni l'avantage de régénérer les Grecs. Ils ont commencé par mettre un obſtacle entre leurs communications, en faiſant préſent à la Maiſon d'Autriche, de Veniſe et de la Dalmatie. Ils ont placé de ce côté la monarchie pour digue contre le torrent révolutionnaire. *La République mère* veut bien faire des filles; mais elle eſt jalouſe de ſa fécondité, et ne veut que des filles ſtériles.

La France s'eſt donc réſervé tout le profit et l'avantage du révolutionnement de la Turquie d'Europe. Pour cela, elle a été fonder un département Français dans la mer Yonique, ſur la côte de l'Albanie. Ce département eſt plus militaire que commerçant. Corfou n'eſt pas ſitué favorablement pour former une échelle de commerce avec l'Archipel. Mais c'eſt une place-d'armes navale formidable; la poſſeſſion de Larta (l'ancienne Laciſſe) donne un pied ſur cette partie du continent

Ottoman. Dans ces deux points ſe compoſeront les livres qui doivent éclairer et électriſer les Albaniens, déjà révoltés contre l'Empereur Ottoman et dont il ne faut plus que diriger les mouvemens révolutionnaires. On traverſera une chaîne démocratique qui aboutira à Saloniki, et d'où la révolution s'établira dans les îles de l'Archipel, pendant qu'une des branches ſe dirigera ſur la Laconie et ſur l'Attique, et une autre ſur Conſtantinople et que de Corfou on agitera l'île de Candie.

La rivalité de l'Angleterre redoublera l'activité de ce mouvement; ſon commerce ſera ruiné dans le Levant, et il ſera entièrement entre les mains de la France, jusqu'à ce que les Grecs, après avoir relégué les Turcs en Aſie, parviennent à établir un ou pluſieurs gouvernemens, qui leur donnent une conſiſtance aſſez ſolide pour ſecouer la dépendance de la *République-mère*. La France jouira long-temps de ſa ſupériorité dans le Levant, avant que les Grecs ayent acquis cette indépendance.

L'établiſſement des Français à Corfou, où ils ont raſſemblé tous les bâtimens, toutes les munitions navales de l'arſenal de Veniſe, eſt un obſtacle inſurmontable aux projets chimériques d'établiſſemens maritimes pour la Maiſon d'Autriche dans la méditerranée. Les Français borneront cette puiſſance au cabotage du golphe Adriatique, et ne permettront pas que le pavillon impérial flotte ſur des vaiſſeaux de guerre au delà de ce golphe;

ils ſeront à portée de gêner ſon commerce, de l'interrompre, ou de le détruire entièrement quand ils voudront.

Tous les amis de l'humanité ne peuvent que ſouhaiter l'affranchiſſement des Grecs, de cette nation ſi brillante, des deſcendans de Miltiades, Solon, Socrate, Epaminondas, Ariſtides, des peintres, des ſculpteurs, des philoſophes, des poëtes, qui, depuis vingt ſiècles, ſont encore nos modèles. Le déſir de la philoſophie a été de tout temps de voir reléguer en Aſie les barbares Ottomans avec leur fanatisme, leur despotisme et leur ignorance. Mais les conſéquences de cet événement ſont terribles, vu les circonſtances, pour le repos de l'Europe, et acheveront d'y répandre le désordre et la confuſion.

C'eſt par l'Albanie que la Légion Polonaiſe de Dombrowski, renforcée d'Arnautes, de Bosniaques et de Grecs, ſera transportée jusqu'aux frontières de la Pologne, et pénétrera par la Buccowine et par l'Ukraine pour aller raſſembler et régénérer la Nation Polonaiſe. C'eſt par cette nation régénérée que la Ruſſie éprouvera les vengeances de la France, et ſera pénétrée du génie révolutionnaire, dont les bras étendus ceignent l'Europe, qu'il couvre de ſes ailes de feu.

CHAP. VII.

LA RUSSIE.

Cet Empire, par ſon éloignement, par la diſperſion de ſa population ſur un territoire immenſe, par la diverſité des langues, des mœurs, des cultes de ſes habitans, par le fanatiſme de ſa religion dominante, par l'ignorance profonde de toutes les claſſes de citoyens, par la prépondérance d'une cour qui ſeule réunit les lumières de l'Empire, par l'éclat d'un trône d'où dérivent toutes les récompenſes, les punitions, les richeſſes, la miſère, par la réunion du pouvoir ſous le joug d'une armée très-nombreuſe et très-obéiſſante; cet Empire n'a eu jusques à préſent à craindre que des conjurations de cour, des révoltes de peuples barbares, des révolutions dans la famille Impériale.

Pétersbourg eſt non-ſeulement la tête, mais le cœur de l'Empire, tous les canaux de la vie politique y aboutiſſent. Les événemens tragiques qui arrivent ſouvent autour du trône, et qui l'enſanglantent, ne ſont que des ſpectacles indifférens pour le peuple, qui les voit ſans émotion et ſans intérêt, parce qu'ils n'influent en rien ſur ſon exiſtence. La couronne peut être portée par un homme ou par une femme, être arrachée violemment par des crimes; tout eſt égal à la nation;

celui qui la porte eſt obéi; le Souverain eſt toujours là.

Il ſemble qu'un pareil gouvernement eſt à l'abri des coups du génie révolutionnaire; qu'une pareille nation n'eſt pas ſuſceptible de ſes influences. Elle ne lit point; elle ne ſait rien; elle n'a pas même de gazettes; elle ignore qu'il exiſte un grand peuple, qui, à la ſuite de diſcuſſions métaphyſiques, a vaincu toutes les nations de l'Europe et propagé ſes opinions les armes à la main.

Il exiſte cependant en Ruſſie une grande ville, où les connaiſſances prennent de l'accroiſſement, où la haine et la jalouſie contre la Cour raſſemblent des principes d'indépendance, germes du républicanisme. Cette ville eſt Moscou. Elle eſt à préſent l'aſile du mécontentement et de la critique; elle deviendra un jour le foyer d'une révolution.

Catherine II a eu l'air de regarder la révolution françaiſe comme un jeu politique, dont elle pouvait tirer parti, en attiſant la guerre, en excitant les Princes Français par de légers ſervices et de grandes promeſſes, en pouſſant, par ſon adhéſion, l'Autriche et la Pruſſe à cette guerre, qui ne pouvait que les miner quel qu'en fût le ſuccès, en joignant aux flottes Anglaiſes une de ſes Eſcadres pour exercer ſa marine, ſans la compromettre.

Ayant rempli ſon but en occupant la Pruſſe et l'Autriche contre la France, elle a cru le

moment favorable pour s'emparer du reſte de la Pologne, ce qui a engagé la Pruſſe à faire ſa paix avec la France, pour avoir part, ainſi que l'Autriche, à cet envahiſſement, ce qui a déjoué l'ambition de l'Impératrice de Ruſſie.

La déſection du Roi de Pruſſe a porté un coup mortel à la coalition. La Ruſſie a été encore plus froide ſur l'intérêt général, et s'eſt contentée de fournir aux Emigrés un léger ſubſide. Son ſucceſſeur a depuis acquitté noblement la dette de cet engagement politique envers la Maiſon de Bourbon, en offrant un aſile honorable à l'héritier de l'infortuné Louis XVI, et en récompenſant, par un établiſſement avantageux, le courage perſévérant de l'Armée de Condé et la vertu de ce Prince, qui lui a attiré l'eſtime de toute l'Europe, et même des plus furieux démocrates français.

Cette conduite de la Ruſſie a le ſort de toutes les demi-meſures; elle a fait plus de mal que de bien. La révolution françaiſe n'en a acquis que plus de conſiſtance, et la Ruſſie a perdu l'influence qu'elle pouvait ſe donner ſur le reſte de l'Europe, ou en joignant des forces impoſantes à la coalition contre la France, ou en ſe réſervant pour une médiation reſpectable.

Actuellement ſon ſort eſt auſſi dépendant de ce qui ſera conclu à Raſtadt que celui du reſte de

l'Europe. Si la paix ſe fait, ſi l'Allemagne eſt démembrée et la Suiſſe ſoumiſe et démocratiſée, comme il y a toute apparence, l'eſprit révolutionnaire, n'étant plus arrêté, ſe répandra rapidement dans la Turquie, que les Polonais, formés à l'école de Buonaparte, traverſeront pour rentrer dans leur Patrie par la Bukowine et l'Ukraïne, pendant que les Français, partant de Conſtantinople, attaqueront la Crimée.

Naturellement des embarras politiques ſe joindront à cette guerre révolutionnaire. Les Perſans en Aſie, les Suédois, du côté de Pétersbourg, profiteront de la détreſſe de la Ruſſie pour rentrer dans les Provinces dont ils ont été dépouillés. Le deſpotisme ſuccombera ſous la démocratie, et cet Empire coloſſal n'aura duré qu'un ſiècle.

La Ruſſie ne peut ſe ſoutenir que par la rupture du Congrès de Raſtadt, par ſa médiation armée pour l'intégrité de l'Empire et par une guerre générale et très-active contre l'ennemi commun, ou par une paix univerſelle qui puiſſe établir la tranquillité de l'Europe ſur des baſes ſolides.

CHAP. VIII.

LA SUÈDE.

Cette Puiſſance paraît avoir dans les affaires actuelles de l'Europe trois intérêts oppoſés. Le premier de ne ſe mêler de rien, de ſuivre avec attention les progrès de l'eſprit révolutionnaire, et de ſe tenir prête à en profiter, lorsqu'il attaquera l'Empire Ruſſe, pour ſecouer les chaînes de la Cour de Pétersbourg, pour reprendre ſes anciennes frontières et les pouſſer même jusqu'à la Newa, et, par la poſſeſſion de Pétersbourg, s'aſſurer celle de la Livonie.

Le ſecond intérêt, perſonnel à la Royauté, c'eſt de traverſer les Négociations de Raſtadt, pour faire cauſe commune avec les Rois contre la démocratie.

Le troiſième, qui regarde le bien préſent de ſes sujets, eſt de forcer la France à retirer ſon décret contre les vaiſſeaux neutres, en adhérant à une coalition navale, contre les Français, avec le Dannemark, Hambourg, Lubeck, Naples, la Turquie et les Américains, ponr empêcher toute tyrannie de la part des Puiſſances belligérantes indiſtinctement, ou même de ſe coaliſer avec l'Angleterre, pour empêcher la deſcente, qui, ſi elle réuſſiſſait, occaſionnerait une banqueroute générale, qui ruinerait la Suède et acheverait de ſoumettre l'Europe à la puiſſance,

très-immodérée du Directoire Français, ce qui amenerait très-promptement l'extinction de la Royauté, le renverſement de toutes les conſtitutions et une désorganiſation générale, qui livrerait, au moins pour un ſiècle, l'univers à l'anarchie.

De ces trois intérêts, le premier eſt hypothétique et incertain; les deux autres ſont inſtans.

Comme membre de l'Empire, le Roi de Suède doit craindre la honte et le danger de la diſſolution du Corps-Germanique, et l'établiſſement de la démocratie dans cette contrée, qui rendraient ſes poſſeſſions Germaniques très-précaires. Il a donc un très-grand intérêt aux négociations de Raſtadt, et il ne peut déſirer que la paix ſ'y termine, qu'en cas que, par ſa méditation, les Français accordent l'intégrité de l'Empire, rendent l'Evêché de Bâle, et aſſurent la tranquillité de la Suiſſe, en ſe retirant du pays de Vaud, et les Cisalpins de la Valteline.

CHAP. IX.

LE DANNEMARK.

L'Intérêt de cette Puiſſance aux négociations de Raſtadt eſt plus direct que celui de la Suède. Les conſéquences de la paix ſont infiniment plus importantes pour elle. Elle ne doit pas ſe diſſimuler que le Holſtein eſt travaillé révolutionnairement d'une manière très-active et très-dangereuſe. Sa ſage neutralité lui a procuré de grands avantages; mais elle a eu l'inconvénient d'ouvrir ſes états, ceux ſurtout d'Allemagne, à la Propagande Françaiſe, qui y a fait de grands progrès.

Le ſalut du Dannemark repoſe, ou ſur l'intégrité de l'Empire, ou ſur une guerre générale contre les démocrates français. La première même eſt inſuffiſante, et ne fait que retarder l'époque de ſa ruine. Si la France, effrayée de la menace d'une coalition générale, ſe contente des limites de la Meuſe, elle n'en travaillera qu'avec plus d'activité, pendant la courte paix qu'elle aura ſignée à regret, à cultiver les ſemences de déſorganiſation qu'elle a répandues ſur les bords du Rhin, et même au delà, ainſi qu'en Suiſſe, en Italie et en Turquie, et elle recommencera la guerre, dès qu'elle verra ces ſemences prêtes à éclore.

Hambourg eſt, au plus haut dégré, le point d'importance, d'inquiétude pour le Dannemark. Si la

paix ſe conclud à Raſtadt ſur le pied de la ceſſion à la France de la limite du Rhin, l'Empire ſera démembré; en ce cas, Hambourg ſervira d'indemnité à l'une des grandes Puiſſances de l'Allemagne, ce qui rapprochera un voiſin actif et dangereux des états allemands du Dannemark ſans défenſe et tout ouverts du côté de l'Elbe. En ce cas, le Souverain qui aura uſurpé cette ville en fera fuir le commerce par un gouvernement militaire, ou voudra le rendre excluſif aux dépens d'Altona et de Gluckſtadt par la domination de l'Elbe..

Ou bien Hambourg, favoriſé par la France, reſtera libre, et deviendra une colonie démocratique, le foyer de la Propagande; d'où les miſſionnaires ſe répandront dans le pays d'Hannovre, la Pruſſe, le Meklembourg et le Holſtein.. Alors, c'eſt par Hambourg que le démon révolutionnaire ravagera le nord de l'Allemagne.

Ou bien le Roi de Dannemark profitera du ſyſtème de partage pour uſurper Hambourg et Lubeck. Mais ces deux villes populeuſes, riches et républicaines, ſeront difficiles à tenir dans la ſujétion, et finiront, après l'avoir ruiné par des guerres, par démocratiſer ſes états après avoir reconquis leur liberté. D'ailleurs, le Dannemark n'a aucun titre pour être admis à un ſyſtème de partage; il eſt reſté neutre et intact; il ne peut exiger aucune indemnité.

Ou bien enfin le Roi de Dannemark, ſollicité par les deux villes Anſéatiques, et ſuivant les principes de modération et de juſtice, qui diſtinguent le ſyſtème politique de ſon Conſeil, ſe déclarera protecteur de Hambourg et de Lubeck; en ce cas, ou il ſoutiendra une guerre contre les intéreſſés au partage appuyés par la France, et il peut y ſuccomber; ou la France, toujours conſéquente dans ſes vues de révolutionnement général, adhèrera à ſon protectorat, pour conſerver ſon influence ſur Hambourg, et elle y ſera plus maîtreſſe que lui; ainſi ce palliatif ne le garantira de rien.

Si la France, pour éviter une guerre générale, conſent à l'intégrité de l'Empire, la paix ſera conclue à Raſtadt, et les Plénipotentiaires Allemands, ne s'élevant pas au-deſſus de la ſphère de l'intérêt qui les environne, croiront avoir fait des merveilles, ne prévoyant pas que la France n'aura eu une modération auſſi oppoſée à ſes principes, que pour ne pas trouver d'obſtacles à ſon grand projet de la deſcente en Angleterre, dont le ſuccès entraînerait une banqueroute générale et la ruine de toute l'Europe.

Ici ſ'ouvre, pour le Dannemark, un intérêt maritime et commercial, auſſi important que ſon danger territorial. Un Décret des Conſeils et du Directoire Français vient déjà de porter un coup fatal à ſon commerce. Que ſera-ce, ſi les Français anéantiſſent la puiſſance anglaiſe, démembrent ſes états, ſe font

céder ſes principales colonies, détruiſent ſa marine, et plongent l'Angleterre dans une démocratie anarchique? Ces Républicains inquiets et inſatiables ſeront des dominateurs de la mer bien plus exigeans que les Anglais. Aucun pavillon ne pourra flotter ſans leur permiſſion; toutes les puiſſances maritimes ſeront leurs tributaires; aucune ne ſera à l'abri de leur atteinte. Ils regarderont le péage du détroit du Sund comme un droit féodal; ils régenteront dans Copenhague, dans la Baltique, dans l'Elbe; ils ſe feront livrer excluſivement toutes les matières premières de la marine par les puiſſances du Nord; et la démocratie achevera ſur mer ce qu'elle a commencé avec ſes armées de terre.

L'influence de la négociation de Raſtadt n'eſt donc pas toute ſeule le ſalut, ou la perte du Dannemark. Ce Royaume a donc, en outre, le plus grand intérêt, non-ſeulement à ce que la deſcente en Angleterre ne réuſſiſſe pas, mais encore qu'elle n'ait pas lieu. Il faut, ou que le Dannemark, comme puiſſance maritime et commerçante, force la France à retirer ſon décret tyrannique contre la libre navigation des vaiſſeaux neutres, ſoit par une neutralité armée très-active, ſoit en ſe joignant à l'Angleterre, la Ruſſie et la Suède, pour faire échouer tout projet de deſcente.

Il faut que la Ruſſie, la Suède et le Dannemark ſoient forcément médiateurs des négociations de

Raſtadt; que les Plénipotentiaires du Pape, de Naples, des Cisalpins, du Roi de Sardaigne, de la Toscane, de la Ligue Helvétique, des Etats-unis de l'Amérique, de l'Eſpagne, du Portugal, de l'Angleterre y ſoient admis; que ce Congrès, au lieu d'être ſimplement celui de l'Empire, devienne le Congrès de l'univers; qu'un armiſtice ſacré ſoit établi, jusqu'à ſa concluſion; que cette concluſion produiſe une *Paix Générale*, qui non-ſeulement ſtipule les intérêts topographiques reſpectifs, mais aſſure l'exiſtence politique de tous les peuples qui y concourront.

Enfin, le Dannemark ne peut être ſauvé que par une guerre générale, ou par une paix univerſelle.

CHAP. IX.

L'ANGLETERRE.

Aucune puiſſance n'eſt plus menacée par le génie révolutionnaire, aucune ne peut reſſentir plus funeſtement la maligne influence de la révolution françaiſe, aucune ne peut être plus promptement écraſée, ou ſauvée par les réſultats du Congrès de Raſtadt que l'Angleterre.

Sans retracer, ni les cauſes, ni les événemens d'une guerre terrible, qui a trompé les calculs et les eſpérances de toute l'Europe, on ne peut qu'admirer l'eſpèce de contre-poids de ſuccès, qui a tenu la balance égale entre la France et l'Angleterre, en montrant conſtamment l'une invincible ſur terre, et l'autre ſur mer. Ces deux nations ont fait de grandes conquêtes, chacune ſur ſon élément; toutes deux, lorsque les autres ſont épuiſées et découragées, développent plus d'énergie et de reſſources, parce que ce ſont les deux ſeules qui connaiſſent la réalité du mot *Patrie*, par conſéquent chez lesquelles le patriotisme ſoit un mobile univerſel.

Nous allons voir bientôt ſi les Suiſſes, qui ont pareillement une patrie et un gouvernement repréſentatif, qui identifie le ſujet au Souverain, ſont ſuſceptibles du même patriotisme. Si cela n'eſt pas, il faudra attribuer cette abſence de vertu avec les

mêmes mobiles, au vice de la conſtitution fédérative, qui, par la ſubdiviſion d'intérêts particuliers, abſorbe l'intérêt général, comme la Hollande et le Corps-Germanique nous en fourniſſent l'exemple frappant.

Dans cette lutte acharnée entre les Français et les Anglais, la gloire des premiers a été plus difficile à acquérir et plus brillante. Les Français ont montré plus de courage, les Anglais plus d'habileté. Les Français ont eu tout à créer; les Anglais avaient une excellente marine. Si les Français n'avaient pas eu à ſoutenir une guerre univerſelle, qui occupait tout leur génie et toute leur population, ils auraient en peu de temps égalé, et peut-être ſurpaſſé les Anglais en nombre de vaiſſeaux et de matelots. Deux époques aſſez récentes en ſont la preuve.

Louis XIV, dont l'ambition aſpirait à la gloire univerſelle, avait voulu avoir une marine; en peu de temps il en a créé une. Louis XVI, pour ſecourir les Américains, avait beſoin de vaiſſeaux; en deux ans il en avait porté le nombre à quatre-vingts. Mais comme Louis XVI faiſait alors contre l'Angleterre une guerre de coalition, il a éprouvé tout les malheurs réſultans des plans combinés contre un ennemi qui n'a qu'un ſeul intérêt, une ſeule volonté, une ſeule action. En 1779, la deſcente en Angleterre a manqué par la lenteur Eſpagnole. Une autre fois, la défection des Hollandais a nui aux

opérations. La cupidité et la diviſion firent perdre une bataille déciſive, et tous les efforts du dernier roi de France furent perdus.

Dans cette guerre révolutionnaire, la marine françaiſe a été désorganiſée. Vingt vaiſſeaux, livrés avec Toulon, l'ont affaiblie, deux batailles navales l'ont achevée. Tout le génie, tout le courage, tous les efforts des Français ſe ſont dirigés contre les peuples voiſins qui menaçaient leur liberté. Leurs armes victorieuſes ont porté au loin la terreur et le ravage. Ils ont abandonné aux Anglais l'empire de la mer, ſans cependant reſter entièrement inactifs. Leurs corſaires ont fait eſſuyer de grandes pertes au commerce anglais, tant dans les mers de l'Inde que dans celles d'Amérique et d'Europe. Une Escadre a détruit les pêcheries de Terre-neuve; ils ont reconquis la Corſe; ils ont chaſſé les Anglais de la Méditerranée. Ils ont rétabli leur marine à Toulon; celle de Breſt ſe remonte, et ils en ont conquis une à Veniſe et à Corfou; enfin, ils ſ'occupent très-ſérieuſement d'une deſcente en Angleterre.

Il faut être très-imprudent pour regarder ce projet comme une chimère. Si la guerre reprend, il eſt certainement inexécutable; mais ſi les Français n'ont plus à faire qu'aux Anglais, ils parviendront à leur but par leur perſéverance. La partie méchanique de la marine peut ſ'acquérir avec de l'argent et

des bras. La patrie technique s'apprend par la pratique, la gloire et les récompenses. Les Français ont un génie entreprenant et hardi, qui les rend susceptibles de tous les genres d'instruction et de travaux. Ces réflexions ne peuvent pas échapper au gouvernement anglais, et doivent lui causer de grandes inquiétudes.

L'Angleterre, après avoir éprouvé par ses propres troupes, sur-tout à Toulon et à Dunkerque, l'invincibilité des Français sur terre, a vu ses alliés l'abandonner, l'un après l'autre, après l'avoir épuisée par de grands subsides. Le Congrès assemblé à Rastadt est fait pour lui enlever ses dernières ressources, en la privant de toute diversion. L'influence des résultats de ce Congrès sur le sort de l'Angleterre est décisive.

Si la paix se fait entre la France et l'Empire, les vaisseaux anglais, déjà expulsés de la Méditerranée, n'auront plus un seul point de relâche dans toute l'Europe. Le commerce de Brême, de Hambourg, de la Baltique et du Nord leur sera fermé. Le corsairage se multipliera de tous les ports qui sont encore neutres. Leurs manufactures, déjà languissantes, tomberont entièrement. Les denrées de leurs immenses colonies seront interceptées, ou resteront encombrées dans leurs magazins, pendant que l'entretien forcé de nombreuses escadres ruinera l'Etat.

L'oppoſition au gouvernement, l'eſprit révolutionnaire, le mécontentement des nombreux ouvriers ſans travail et ſans pain, la décadence du commerce, la méfiance que les ceſſations de payement et les banqueroutes partielles produiront dans les transactions mercantiles, l'embarras de la Banque, l'activité des Français à fomenter la diſcorde dans les trois Royaumes, la néceſſité d'entretenir une nombreuſe armée pour mettre les côtes à l'abri des inſultes, la cherté de cette dépenſe, le danger de tenir armée toute la nation, au milieu de l'eſprit de diſcorde et d'innovation qui l'agite: cette réunion de calamités réelles ſuffit pour épuiſer les reſſources et le courage de la nation, qui tire toute ſa force de ſes richeſſes et de ſon commerce, quand même les Français n'emploieraient pas contre elle des meſures plus déciſives.

Que ſera-ce ſi les Français, tournant toute leur force et leur induſtrie vers la marine, s'attachent opiniâtrément à l'exécution d'une deſcente?

Il faut ici arracher le bandeau de l'illuſion, et prouver que cette deſcente eſt poſſible. Ces citadelles flottantes, qui ſont la confiance de l'Angleterre, ſont ſujettes aux caprices de l'élément ſur lequel elles ſtationnent. On a vu une eſcadre échapper à deux flottes anglaiſes, porter le corps de troupes commandé par le Général Hoche dans la Baye de Bantry, d'où il n'a été repouſſé que par les vents,

ayant eu plus de quatre jours libres pour effectuer la deſcente. Si elle eût réuſſi, c'en était fait de l'Irlande: elle ſe ſéparait de l'Angleterre, et devenait ſon ennemie.

On a vu une flotille de quatre frégates aller vomir ſur la côte de Galles l'écume des bandits de la France, ſans qu'on puiſſe encore deviner le but de cette hideuſe expédition, qui a porté l'effroi juſques dans la capitale, parce que le téleſcope de la peur des uns, et du déſir des autres, groſſiſſait les objets. Ces deux eſſais ont été faits, l'un en dehors, l'autre à l'ouvert de la Marche, et ils ont réuſſi.

Tous les marins ſavent que ce canal, retréci entre deux terres élevées, a un courant conſtant de trois lieues à l'heure, ſoit de marée-montante, ſoit de marée-deſcendante; que les vents y ſont conſtans et périodiques d'Eſt en Oueſt et de Oueſt en Eſt; que leurs variations ſont légères et de peu de durée; que par conſéquent une eſcadre ne peut jamais bloquer un port par une ſtation fixe, parce qu'elle eſt entraînée par les courans et les vents, ſur-tout quand ils ſont réunis dans la même direction; qu'il faut une habileté extrême et un travail très-fatigant pour croiſer continuellement, afin de conſerver le deſſus du vent, et de n'être pas entraîné par les marées au-deſſous de ſa ſtation; qu'il eſt néceſſaire de faire des relâches fréquentes pour

faire de l'eau, mettre les malades à terre, et repoſer et ranimer les équipages. (*)

Tous les marins ſavent que dans les parties les plus retrécies de la Manche, la traverſée d'une côte à l'autre, avec l'aide du courant et d'un vent fait, n'exige que pluſieurs heures; qu'une nuit ſuffit pour arriver d'une côte à l'autre; que le Canal eſt très-ſouvent couvert de brouillards qui peuvent encore favoriſer le départ et l'arrivée. Voilà ce que tous les marins ſavent; aucun d'eux ne doute qu'un vaiſſeau, partant de la côte de France pour arriver à une deſtination fixe en Angleterre, peut échapper aux croiſeurs.

On objectera que ce qui eſt poſſible pour un vaiſſeau ne prouve rien pour une expédition qui demande un grand raſſemblement de ſoldats, de canons, de chevaux, de munitions, de vivres, de vaiſſeaux de tranſport, de bâtimens de guerre. Cette objection, qui paraît forte, n'eſt que plauſible.

Il y a deux manières d'exécuter la deſcente en Angleterre; l'une, d'une armée complète, portée ſur des navires marchands, convoyée par une

*) On a vu, pendant la guerre de 1778, les Escadres de Johnſtone et de Carteret ſe dépiter contre la ſtation peu lucrative et trop fatigante de la Manche, paſſer du murmure à la révolte, et forcer leurs Commodores à rentrer dans les ports.

flotte de guerre nombreuſe, eſſayant de vive force de gagner la côte d'Angleterre, de repouſſer les flottes qui voudraient empêcher le paſſage et les troupes qui voudraient ſ'oppoſer à la deſcente, et de protéger enſuite par ſa formidable artillerie, l'établiſſement de cette armée jusqu'à ce qu'elle n'ait plus beſoin de ſecours maritimes, ſoit pour ſon établiſſement, ſoit pour ſa ſubſiſtance.

Cette manière n'eſt pas d'une exécution phyſiquement impoſſible, mais la ſupériorité des Anglais eſt ſi grande en habileté et en forces navales que toutes les probabilités ſont contre le ſuccès d'une pareille tentative.

1°. Il n'y a pas un port français dans la Manche où l'on puiſſe établir un pareil raſſemblement. Il faudrait donc le diviſer en pluſieurs ports, comme cela a été très-mal arrangé, en 1779, entre le Havre, St. Malo et Breſt.

2°. Il faut une rade fermée, ou un mouillage défendu, où l'on puiſſe raſſembler tous ces points diviſés, ſous le convoi d'une grande flotte de guerre, pour partir enſemble, et il n'en exiſte aucun pareil ſur la côte de France. Cherbourg même eſt inſuffiſant.

3°. Les préparatifs ne peuvent être que très-lents et très-diſpendieux. Le projet ſera connu; les croiſières et les ſtations des Anglais ſeront décidées par les énormes apprêts; et le cabotage néceſ-

faire, entre le point de réunion et les autres ports, ſera facilement intercepté par les Anglais.

4°. Le point de la côte anglaiſe, menacé par le point de départ connu, ſera fortifié avec plus de ſoin, renforcé de plus de troupes et d'artillerie.

5°. Les vents, favorables au point de départ du convoi, ſeront contraires à la jonction de la flotte de guerre qui doit convoyer.

6°. La flotte anglaiſe, bien inſtruite des préparatifs, pourra à ſon choix attaquer la flotte françaiſe, ſoit avant ſa jonction avec le convoi, ſoit après cette jonction qui l'embarraſſera: dans l'un ou l'autre cas, ſi la flotte françaiſe eſt battue, l'expédition ſera manquée, ſoit que le convoi ſoit reſté dans les ports, ſoit qu'il ſoit détruit à la ſuite de la défaite; et toutes les probabilités indiquent que les Français ſeront battus.

7°. Si avant, ou pendant le combat, l'armée convoyée atteint la côte d'Angleterre, et tente la deſcente, ſon ſort dépendra de l'iſſue du combat naval, et elle trouvera à terre d'autant plus de réſiſtance, que les Anglais compteront ſur la proximité du ſecours de leur flotte.

8°. Enfin, quoiqu'en diſent les Français, s'ils éprouvent un mauvais ſuccès, ruinés par un auſſi grand effort, dépouillés de leurs dernières forces navales, ils ne recommenceront plus une entrepriſe auſſi téméraire, et ils termineront avec honte une

guerre soutenue avec tant de gloire, et tous leurs lauriers seront submergés; leurs colonies, ainsi que celles de leurs alliés, seront la proie de leurs fiers ennemis; et peut-être les puissances auxquelles ils auront imposé des lois trop dures à Rastadt profiteront de leur désastre pour les attaquer de nouveau.

L'autre manière de tenter une descente en Angleterre est partielle; elle peut s'exécuter de divers points, à-la-fois, ou l'un après l'autre. Elle n'exige ni grands vaisseaux de transport, ni vaisseaux de guerre pour escorter. Ses préparatifs, disséminés depuis la Hollande jusqu'à Brest, menacent plus de points, ont moins d'éclat, sont moins chers et plus faciles.

Des chaloupes canonnières et bombardières, quelques frégates ou corvettes constituent toute la force navale, qui ne doit servir que contre les batteries de la côte. Des chasse-marées et des bateaux pontés peuvent porter facilement les troupes, leurs canons et affûts en fer, leurs munitions et pour huit jours de vivres. Il existe plus de quinze cents de ces chasse-marées sur la côte française de la Manche, depuis Brest jusqu'à Dunkerque, et presqu'autant de Dunkerque à l'Ostfrise. Chacun de ces bâteaux, pour une traversée de vingt-quatre heures, peut porter en Angleterre cent hommes avec une pièce de canon, son affût e ses munitions à fond de cale. Ces bateaux échouent sans danger; le débarquement

ſe fait aiſément. Ils ſont excellens voiliers; les matelots ſont hardis; les patrons connaiſſent parfaitement les côtes anglaiſes. On peut réunir très-facilement en trois jours de temps deux cents de ces bateaux dans tel point de la côte que l'on voudra. La raſſemblement des troupes peut ſe faire en auſſi peu de temps à point nommé. L'embarquement de l'artillerie démontée, de quelques chevaux avec leur fourrage, des munitions, des vivres ſecs, des médicamens, peut ſe faire en trois heures, le débarquement ſe faire en auſſi peu de temps.

Quarante chaloupes canonnières du nouveau modèle, portant chacune deux pièces de douze et quatre chevaux, en ſont l'avant-garde, et s'emboſſent ſur l'eſtrain même au moyen de leurs fauſſes quilles. Elles couvrent la plage de feu, et donnent toute facilité à faire la deſcente ſans inquiétude. Dix facs à terre par homme, autant de paliſſades et des outils donnent des moyens pour ſe retrancher.

Une pareille flotille peut porter facilement en Angleterre dix mille hommes d'Infanterie et cinq cents chevaux; et étant maîtres du temps du départ, il eſt presqu'impoſſible que les croiſeurs interceptent le paſſage. Une partie des chaloupes canonnières reſte emboſſée avec les troupes; les autres avec les chaſſe-marées retournent au point d'où elles ſont parties, pour revenir toutes les nuits en détail

approvisionner le camp retranché, dont les vaisseaux ennemis ne peuvent pas approcher, tirant trop d'eau, et n'osant pas s'exposer aux batteries à boulets rouges du camp et des canonières embossées.

Il existe sur la côte méridionale et orientale de l'Angleterre, qui est très-dentelée, une infinité de points susceptibles d'une telle descente, dont les Anglais ne connoissent peut-être pas eux-mêmes toute l'importance. Ainsi ce moyen de descente peut se multiplier sur plusieurs points de la côte d'Angleterre avec le même secret, la même célérité, le même succès.

On objectera qu'un corps de dix-mille hommes est une poignée de monde, qui ne peut pas résister à la nombreuse armée que les Anglais rassembleront contre lui. Cela serait vrai, si cette multitude pouvait tout-d'un-coup se porter contre les Français avant qu'ils fussent retranchés; mais c'est ce qui ne peut pas être: une fois retranchés, il faut les assiéger régulièrement.

Un pareil nombre d'hommes a arrêté, pendant deux mois dans les retranchemens de terre du fort de Kehl, une armée autrichienne, nombreuse, victorieuse alors, plus aguerrie que les Anglais, pourvue d'habiles Ingénieurs, d'une bonne artillerie de siége et d'excellens canonniers. Les Anglais ne peuvent pas se flatter d'emporter d'emblée des retranchemens garnis de dix-mille Français aguerris et d'une formidable artillerie.

Une fois jetés dans les lenteurs d'un ſiége, ſans expérience de ce genre de guerre, ſans Généraux habiles, ſans Ingénieurs, ſans artillerie de ſiége, craignant de pareilles expéditions ſur pluſieurs autres points de la côte qu'ils n'oſeront pas dégarnir; le patriotisme des milices ſe refroidira, la dépenſe augmentera, le commerce ſera anéanti, les banqueroutes particulières, la ceſſation forcée des payemens, la conſternation des villes, des campagnes, des manufacturiers, et ſur-tout le mécontentement du peuple et le génie révolutionnaire, ameneront le désordre et le chaos. Alors la reſſource des Anglais, même avant une défaite, ſera une paix humiliante et chèrement achetée, en ſuppoſant que les Français, qui n'ont pas la vertu de ſe borner dans leurs victoires, ayent la modération d'y conſentir.

Suppoſons le cas le plus favorable à l'Angleterre, que les Français ſoient repouſſés à la première tentative; ce ne ſera ſurement pas au moment de la deſcente. Tout homme qui connaît la guerre ſait qu'il eſt impoſſible d'empêcher une deſcente: ce ſera donc à la ſuite du ſiége de leurs retranchemens qu'ils y ſeront forcés, et paſſés au fil de l'épée, ou faits priſonniers. Que ſera à la France la perte de dix-mille hommes qui en auront coûté au moins autant à l'Angleterre? Elle rectifiera ſes meſures, et recommencera.

Il faut conclurre. 1°. Qu'une deſcente en maſſe en Angleterre, ou en Irlande, eſt ſujette à

d'énormes difficultés et de grands inconvéniens, mais qu'elle n'eſt pas phyſiquement impoſſible ; qu'une armée de ſoixante à quatre-vingt mille hommes, une fois paſſée en Angleterre, peut y ſubſiſter, ſans avoir beſoin d'être ravitaillée par mer ; que par la diſpoſition du peuple anglais, par l'aſcendant que prend dans toute l'Europe la démocratie, elle trouvera des partiſans et des reſſources dans un pays riche, abondant et tout ouvert ; qu'une pareille armée ſuffit pour marcher à Londres, ſoumettre l'Angleterre, abattre le royalisme, et changer la conſtitution.

2°. Qu'une ou pluſieurs deſcentes partielles ſont d'une exécution bien plus facile, ſont presque le même effet, et forment l'avant-garde de la grande deſcente, en lui aſſurant une tête-de-pont.

3°. Que la ſeule menace d'une grande deſcente tient toute l'Angleterre en échec, la ruine par des croiſières très-fatigantes, par l'armement des côtes et par une *Standing-Army* ; que l'Angleterre ne peut pas ſoutenir cet état de perplexité, auſſi long-temps que la France peut en continuer le ſimulacre.

4°. Que la menace d'une grande deſcente ne peut ceſſer, que par une guerre générale contre la France, qui occuperait ailleurs les forces deſtinées à ce projet, ou à ce ſimulacre, ou par la paix univerſelle ; que c'eſt à Raſtadt que l'une ou l'autre doit être décidée ; qu'ainſi le ſort de l'Angleterre dépend entièrement du réſultat des négociations de Raſtadt.

On a prouvé, au Chapitre du Dannemark, que l'intérêt des puiſſances maritimes eſt que le projet de la deſcente en Angleterre, non-ſeulement ſoit ſans ſuccès, mais ceſſe d'exiſter. Les Puiſſances continentales y ont le même intérêt. La banqueroute univerſelle qui s'enſuivrait, tout le numéraire de l'Europe entre les mains d'une nation avide et ſans frein, toute la puiſſance de terre et de mer réunie en elle, ne laiſſeraient plus aucune borne à ſon ambition et à ſa rapacité, qu'on a toujours vu croître en proportion de ſes ſuccès. La chute de tous les trônes, l'anéantiſſement de toutes les conſtitutions politiques, civiles et religieuſes, en ſeraient le funeſte réſultat. La démocratie dévorerait l'Europe, et finirait par ſe dévorer elle-même.

CHAP. XI.

L'ESPAGNE.

Cette Puiſſance a paſſé par tous les degrés d'humiliation depuis la révolution françaiſe. Il était tout naturel que reléguée à l'extrémité de l'Europe, n'ayant aucun ſecours voiſin à attendre, toujours vaincue, effrayée des ſuccès des Français et plus encore de leur révolution, elle ſe fût ſéparée de la coalition, et qu'elle eût fait ſa paix particulière.

Mais pour trouver les motifs qui ont engagé la branche eſpagnole de la Maiſon de Bourbon à s'allier avec les meurtriers du Chef de ſa famille contre l'Angleterre, il faut fouiller dans le chaos des intrigues de Cour et dans le foyer des paſſions; car cette démarche était contraire aux intérêts de la nation eſpagnole et à la ſaine politique.

L'Eſpagne avait fait la guerre à la France, ſans prévoir qu'il lui fallait une armée de terre; elle en avait été punie par ſes défaites. Cette première leçon ne l'a pas corrigée de ſon imprévoyance. Avant de s'engager dans une guerre contre l'Angleterre, elle aurait dû calculer que la marine françaiſe étant anéantie, tout le poids retomberait néceſſairement ſur elle; que pour lutter avec un ennemi auſſi formidable, elle n'avoit à oppoſer qu'une marine inerte

et ſans expérience ; que ſes vaſtes colonies étaient ouvertes et ſans défenſe ; que les retours de ſes flottes d'argent ſeraient expoſés au pillage, ou au moins à des retards, qui occaſionneraient ſouvent de l'embarras dans ſes finances.

Que pouvait-elle prétendre de l'iſſue de cette guerre, en ſuppoſant que les événemens en fuſſent entièrement favorables pour elle et ſon alliée ? Envahir le Portugal et reprendre Gibraltar ? Mais ces deux expéditions ne peuvent réuſſir qu'avec le ſecours de l'armée françaiſe. Le danger du ſéjour d'une pareille armée en Eſpagne ne peut lui être que très-funeſte ; il détruirait tous les avantages de ces deux conquêtes, en introduiſant en Eſpagne la déſorganiſation morale et religieuſe, ou en détruiſant violemment, malgré la Cour, l'alliance incohérente des deux nations, par l'antipathie naturelle des deux peuples, et par l'indignation des préjugés eſpagnols contre l'immoralité des nouveaux Français,

Ces deux expéditions ſeraient lentes, diſpendieuſes et incertaines ; leurs frais immenſes retomberaient ſur l'Eſpagne ſeule ; il faudrait encore récompenſer les Français par de nouvelles ceſſions, qui vraiſemblablement ouvriraient les colonies eſpagnoles de Terre-ferme à la funeſte activité des Français. En ſuppoſant même que ces colonies reſtaſſent intactes, et que les compenſations

ſe fiſſent aux dépens du Portugal, les Français exigeraient au moins le Bréſil, en tout ou en partie. Et quel voiſinage!

Faire réuſſir, par la réunion de leur flotte, le projet de deſcente des Français en Angleterre?

Aucune des nations de l'Europe n'eſt réellement plus intéreſſée que l'Eſpagnole à ce que les Français échouent dans un projet qui leur donnerait l'empire de la mer, et les rendrait les maîtres de l'univers. L'Eſpagne peut éprouver quelquefois de la part du fier gouvernement Anglais des humiliations et même quelques vexations: mais l'Angleterre ne peut jamais avoir le projet, ni de détruire ſon commerce, ni de conquérir ſes colonies. Elle eſt elle-même intéreſſée par ſes propres relations mercantiles à ménager l'Eſpagne, et à uſer de ſa ſupériorité avec modération.

Il n'en eſt pas de même de la France. Si elle réuſſit à envahir et déſorganiſer l'Angleterre, elle ſoumettra l'Eſpagne à ſon joug comme la Hollande et la Suiſſe, ou bien, ſi elle veut trop tard ſecouer ce joug, elle lui fera reſſentir le poids de ſa colère. Le moins qui puiſſe lui arriver, c'eſt qu'elle s'empare, bon-gré mal-gré, de ſon commerce des Indes, et qu'elle ſe donne des ſtations fixes au Mexique et au Pérou. Alors l'eſprit révolutionnaire, dont la marche eſt indépendante de la politique du gouvernement Français, qui ſouvent précipite et

croiſe les démarches de ce gouvernement, mais qui ne ſe laiſſe jamais diriger, commencera ſes travaux apoſtoliques parmi les Indiens opprimés et les colons mécontens. L'active démocratie égorgera les Vice-rois, rompra tous ſes liens avec la métropole, fera le commerce excluſif des denrées de l'Europe avec ſes inſtituteurs, et l'empire des Indes ſera perdu.

L'Eſpagne elle-même ſera catéchiſée en même temps que ſes colonies : la démocratie ébranlera le trône du Roi d'Eſpagne, et briſera ſes vingt-deux Couronnes. Ce beau pays ſe diviſera en autant de républiques que de provinces, fédéraliſées, ou non. Tel eſt le ſyſtème que les Français développent en Italie. Telle eſt la vraie politique de la *république-mère*. Détruire les Rois, démocratiſer, former des petites républiques, mais empêcher les grandes réunions nationales, pour dominer toujours et par-tout.

Il y a un grand avantage à ce ſyſtème, c'eſt que ce ſeront autant de tributaires, qui en diminuant les impôts du peuple français, rendront toujours ſon tréſor abondant.

L'Espagne eſt jetée en ce moment hors de ſon cercle politique, et doit déſirer d'y rentrer. L'alliance de ſon Roi avec la République françaiſe eſt monſtrueuſe, onéreuſe et dangereuſe. Ses diſcuſſions avec l'Angleterre ne ſont que des bagatelles, comme le prouve la légéreté des griefs étalés dans ſon manifeſte. De la part des

Anglais, il ne ſ'agit que de la vanité du Roi d'Espagne; de la part des Français, il ſ'agit de ſon exiſtence.

Le ſalut de l'Espagne dépend donc de celui de l'Angleterre, et par conſéquent des réſultats du Congrès de Raſtadt, de la guerre générale, ou de la paix univerſelle.

CHAP. XII.

LE PORTUGAL.

Le Portugal, ſatellite de l'Angleterre, eſt, comme toutes les puiſſances du ſecond ordre, entraîné par le tourbillon de ſa planète, dans la commotion générale de l'Europe. La conduite violente de la France à ſon égard, la violation du droit des gens dans la perſonne de ſon ambaſſadeur, la hauteur que le Directoire Français emploie en négociant avec cette Cour, la dureté des conditions qu'il lui impoſe, tout doit irriter l'honneur national des Portugais, qui en avaient tant autrefois, et doit leur faire une loi de ne céder qu'à la dernière extrémité.

L'orage qui menace le Portugal eſt violent; mais il exiſte bien des chances en ſa faveur, et il doit au moins attendre le réſultat du Congrès de Raſtadt pour ſe décider. Employer le temps avec célérité eſt la vraie politique des forts. Gagner du temps, eſt l'unique reſſource des faibles. L'Espagne ſeule n'eſt pas en état de ſoumettre le Portugal, défendu par une armée de quarante mille hommes, et par un nombre double de milices, qui s'eſtiment, autant que les Eſpagnols.

Ce n'eſt pas même l'intérêt de la Cour d'Eſpagne d'entreprendre ſeule l'expédition du Portugal, qui abſorberait toutes ſes forces militaires, ſans

ſera que par la concluſion du Congrès de Raſtadt, qui doit donner pour réſultat, ou la paix de l'Empire, ou la guerre générale. L'affaire de Rome lui donne de nouvelles occupations. L'affaire de la Suiſſe emploie une diviſion aſſez forte de l'armée d'Italie. Le projet de la deſcente en Angleterre occupe la plus grande partie de ſes forces. Le Directoire ne peut dégarnir, ni l'intérieur, ni Paris. Il ne paraît pas que ce moment ſoit favorable pour aller jeter une armée à deux cents lieues de ſes frontières, ſans communication maritime.

La Cour d'Espagne ne peut voir qu'avec autant d'effroi que de répugnance une armée française traverſer ſes états pour aller en Portugal. Le Directoire français n'a point d'argent pour l'entretien de cette armée, qui tomberait à la charge de l'Espagne. Celle-ci ſerait obligée d'y joindre ſes propres troupes, qui ſeraient bientôt empeſtées par le contact de ces ſoldats révolutionnaires. La nation espagnole, ou adopterait les opinions de ces hôtes prédicateurs, ou s'indignerait contre leurs principes et leur conduite. La Cour d'Eſpagne courrait le risque, ou de la désorganiſation complète de ſon armée et de la défection de ſes ſujets démocratiſés, ou de l'indignation des peuples, qui, raſſemblant tous les griefs qu'ils ont de longue-main contre la Cour, dont la guerre malheureuſe contre l'Angleterre n'eſt pas un des

certitude de ſuccès. Si elle avait le malheur d'en faire la conquête, elle donnerait de la jalouſie à la France, qui exigerait au moins d'elle la ceſſion du Bréſil. Si elle ne réuſſiſſait pas, ce qui eſt bien plus apparent, elle ſerait épuiſée et à la merci de la France. Si cette guerre, une fois engagée, traînait en longueur, ce qui eſt vraiſemblable, la France joindrait *forcément* à l'armée eſpagnole des troupes auxiliaires, ſans que l'Eſpagne oſât refuſer ce dangereux ſecours.

L'intérêt de l'Eſpagne eſt donc de ménager le Portugal, de prendre tous les moyens politiques de temporiſer pour éviter une rupture ouverte qui l'oblige à faire la guerre à ce petit royaume, ſon allié naturel; de contenir le plus long-temps qu'elle pourra la pétulance françaiſe et de lui oppoſer ſa médiation, pour terminer, ſans coup férir, les affaires du Portugal avec la France.

Le Directoire français menace depuis long-temps de faire marcher une armée au travers de l'Eſpagne, pour aller conquérir le Portugal; elle vient d'y deſtiner une ſection de l'armée d'Italie; et le Général Augerau, ſous ce prétexte, vient de perdre le beau commandement de l'armée du Rhin, et de recevoir ordre d'aller ſe mettre à la tête de l'armée des Pyrénées.

Mais la France n'eſt pas encore quitte de tous ſes embarras ſur le reſte du continent, et ne le

moindres, ſe joindraient peut-être aux Portugais malgré elle pour ſe débarraſſer de ces odieux auxiliaires: cette Cour ſe trouverait entre deux révolutions en ſens contraires, et elle ſerait la victime de l'une ou de l'autre.

L'Eſpagne a donc le plus grand intérêt à traverſer, par tous les moyens ſecrets, le projet d'expédition des Français contre le Portugal. La France, de ſon côté, eſt obligée de ſuſpendre pour quelque temps l'exécution de ſa menace, au moins juſqu'à la concluſion du Congrès de Raſtadt: ainſi le danger n'eſt pas inſtant, et ne doit pas jeter le Portugal dans une démarche avilliſſante, qui ne le ſauverait pas. Ce qu'il doit prévoir c'eſt que ſi les Français réuſſiſſent dans leurs projets contre l'Angleterre, s'ils anéantiſſent cette puiſſante rivale, une fois maîtres de l'empire de la mer, ils viendront le reprendre en ſous-œuvre.

La colonie de Cayenne, qui ſert à préſent de priſon aux malheureux Français, de tous les partis, que le Directoire et les Conſeils condamnent à la déportation, en attendant peut-être leur tour pour aller la peupler, reçoit continuellement de l'accroiſſement ſur la terre-ferme de l'Amérique méridionale.

Les Français ont même ſtipulé, dans les conditions de la paix ſignée dernièrement à Paris et non ratifiée, une grande augmentation de territoire aux dépens de la colonie portugaiſe du Bréſil.

Digitized by Google

Les trois Provinces du Para, de Maragnon et de Siarra, qu'ils ont occupées jadis, ſont à leur convenance, et leur donneraient la poſſeſſion des nouvelles et riches mines de Rio-Negro. Ce danger eſt très-imminent, et peut entraîner un jour la perte du Bréſil, ſans lequel le Portugal ne ſerait rien.

Le Portugal n'a donc, pour éviter ſa ruine en Europe et ſauver le Bréſil, qu'un parti à prendre; c'eſt de montrer beaucoup de fermeté, de renforcer ſon armée, fortifier ſes frontières, tenir avec conſtance à ſon alliance avec l'Angleterre, mettre ſa marine en bon état, renforcer ſa défenſive, ſurtout dans la partie du Bréſil limitrophe à la Guyanne françaiſe, aller forcer le nid des déportés de Cayenne, s'emparer de cette colonie pendant que les Anglais ſont encore maîtres de la mer, et rapporter en Europe les Déportés, dont l'apparition ferait certainement beaucoup de peine, et peut-être plus de mal au Directoire Français. Cette expédition, entrepriſe; brusquement et ſecrétement, ne pourrait que réuſſir, elle ſauverait le Bréſil, et étonnerait l'Europe.

Mais on ne doit pas s'y attendre. Il ſemble que toutes les nations qui ont combattu, ou qui ont à combattre les Français, voient la tête de Méduſe, et ne peuvent plus agir. Il eſt très-difficile de ſe bien défendre, quand on ne ſait pas attaquer à propos.

Un autre plan de conduite que ſemble devoir obſerver le Portugal, c'eſt d'éviter toute hoſtilité avec l'Espagne, ſoit par terre, ſoit par mer, ſoit en Europe, ſoit contre ſes colonies, ne fût-ce que pour deſſerrer les liens de ſon alliance avec la France, et jeter entre elles une méfiance qui puiſſe la rompre, et ramener l'Espagne à ſa politique naturelle.

Quelque parti que prenne le Portugal, ſoit d'attendre paſſivement ſa deſtinée, ſoit de montrer de l'activité et du courage, ſon ſort dépend de celui de l'Angleterre, par conſéquent des réſultats du Congrès de Raſtadt, et de la guerre générale, ou de la paix univerſelle.

CHAP. XXIII.

DE L'AMERIQUE-UNIE.

Les états de l'Amérique-Unie, malgré le rapprochement de principes et d'opinions, malgré l'intérêt qu'ils ont témoigné à la révolution françaiſe, malgré la prompte reconnaiſſance de la république françaiſe, malgré les ſervices conſidérables rendus pendant tout le cours de la guerre, malgré la préférence viſible accordée au commerce et même au corſairage des Français, ont paſſé pour ennemis dès qu'ils ont voulu être vraiment neutres, et n'ont pas pu échapper aux déclamations, aux manœuvres incendiaires et aux provocations des Envoyés de la république françaiſe, ni aux décrets de ſes Conſeils, ni enfin au pillage de ſa marine.

Les Députés extraordinaires, qu'ils ont envoyés à Paris pour terminer leurs différens, ſont dans la disgrace du Directoire, qui retarde cette négociation; et on continue d'arrêter et de piller leurs vaiſſeaux, pour les forcer à rompre leurs traités avec l'Angleterre, à qui on veut auſſi fermer les ports de l'Amérique-Unie. Il eſt cependant bien aiſé de ſe convaincre que la balance du commerce pour les Américains eſt toute entière à l'avantage du commerce avec l'Angleterre, et

que s'ils étaient forcés par des circonſtances impérieuſes à rompre leur ſyſtème de neutralité, leur intérêt les devrait porter à ſe déclarer pour les Anglais, avec lesquels ils ont plus d'analogie, et qui, n'étant plus leurs maîtres, ont épuiſé leur haine.

Il paraît très-impolitique de la part de la France de pouſſer à bout les tranquilles Américains, et de leur faire connaître leurs forces. Hors de l'atteinte des armées de terre, ſi le déſeſpoir les rend guerriers, ils peuvent devenir le fléau de l'Europe. Les Antilles et les colonies des différentes puiſſances ſont entièrement à leur diſpoſition; ils peuvent empêcher la pêche de Terre-neuve; ils peuvent déſoler les côtes de l'Europe par leur corſairage. La guerre de mer a un attrait qui flatte deux grandes paſſions de la nature humaine, l'avarice et la méchanceté. Elle exige moins de forces, de préparatifs et de dépenſe que celle de terre; le mal que l'on fait eſt rapide et lucratif.

Les Américains ont alimenté les colonies françaiſes et par conſéquent les ont ſauvées. Ce ſervice ſeul eût dû, aux yeux du Directoire français, effacer les petits griefs qu'on leur reproche, qui, bien conſidérés, ne ſont pas des torts, mais au

contraire les juſtes procédés d'une neutralité prudente et pacifique.

Si on force les Américains à former une marine militaire, si on les oblige à mettre du canon sur leurs vaisseaux pour faire reſpecter leur pavillon, ils deviendront bientôt guerriers, et ceſſeront d'être une nation paſſive. Leur propre sureté les rendra conquérans. Le Mexique et ſon golphe, les Antilles, Terre-neuve tomberont facilement dans leurs mains, et ils seront bien dédommagés des avanies qu'on leur aura fait souffrir très-imprudemment.

L'Intérêt des Américains, pour soutenir leur exiſtence pacifique et leur commerce floriſſant, eſt que la paix ſe rétabliſſe entre la France et l'Angleterre, à des conditions égales, et que, si l'une doit avoir une ſupériorité décidée ſur l'autre, ce ſoit celle dont le gouvernement fixe porte ſur des baſes tranquilliſantes pour leurs voiſins et sur-tout pour le commerce maritime.

La ſureté des Américains est donc à préſent attachée à l'Angleterre. Ils doivent craindre le contre-coup de la deſcente dont elle eſt menacée. Pendant les premières années de la révolution françaiſe, le penchant et les vœux des Américains étaient pour ſon ſuccès. Depuis que les Français ſont devenus conquérans et avides de butin, tout eſt changé. Ils ont aliéné tous les peuples.

Si l'Angleterre eſt envahie et désorganisée, l'Amérique sera forcée de ramper ſous la puissance des Français.

Le ſort de l'Amérique-Unie dépend donc de celui de l'Angleterre, et par conſéquent de l'influence des réſultats du Congrès de Raſtadt, de la guerre générale contre les Français, ou de la paix univerſelle.

CHAP. XIV.

DE LA HOLLANDE.

En réfléchiſſant à la poſition du peuple batave, on doute ſi on doit le conſidérer comme une nation, formant un corps politique séparé, ou comme un appendice, une fraction de la République Française. Son gouvernement eſt eſſentiellement influencé par le Miniſtre de France. Le pays jouit de la tranquillité de la ſervitude ſous la protection d'un Général et d'une armée française. Le port de Fleſſingue eſt entre les mains des Français, qui pour mieux prouver leur droit de communauté, ou plutôt de ſouveraineté, viennent d'y établir, le 5 Février, une douanne, dont les employés ſont payés par la France.

Les Hollandais ſont ruinés par la communauté d'intérêts politiques et d'affaires de commerce avec la France. Ils viennent de perdre une flotte de guerre, ſortie fort mal à propos de leurs ports par les ordres de la France. Ils payent leur propre armée tenue en reſpect par l'armée françaiſe; ils payent en outre l'armée françaiſe elle-même, qui occupe toutes leurs places ſortes.

Il leur en coûte, pour jouir de ce genre de liberté, cent millions de contribution qu'ils ont d'abord payés à la France, la Flandre Hollandaiſe, Maestricht

et plusieurs autres places à la gauche de la Meuse que la France a gardées, Démérary, Essequibo, le Cap de Bonne-Espérance, l'île de Ceylan et tout leur commerce de l'Inde devenus la proie des Anglais.

Mais leur république est parfaitement démocratisée depuis le 22 Janvier 1798. Cette révolution s'est effectuée violemment par la minorité, comme partout. Les Députés, qui ont eu le courage de réclamer, ou la délicatesse d'abandonner leur poste, pour ne pas céder à la violence, ont été traités comme criminels et comme traîtres à la patrie. Le Directoire, établi sur le même pied que celui de la France, a été proclamé dans toutes les Provinces, au milieu des acclamations de la terreur, ou du silence du désespoir.

Est-il un vrai Batave qui ne frémisse d'indignation en se voyant forcé de vivre sous le joug tyrannique d'une pareille liberté? En est-il un qui, par comparaison, ne regrette pas le Stathoudérat, qu'on lui fait faire le serment de haïr? Un peuple peut-il être libre sans être indépendant? Les Bataves sont-ils indépendans? Peuvent-ils faire la guerre, la paix, le commerce; peuvent-ils être neutres, sans le consentement du Directoire français? Cette nation commerçante, à qui la neutralité est nécessaire pour son existence, peut-elle à son gré cesser d'épouser les querelles de la France? N'est-elle pas forcée d'en passer par toutes les lois du Directoire fran-

çais contre ſes propres intérêts? Ne vient-elle pas auſſi, par ſon ordre, de prohiber les marchandiſes anglaiſes à ſon détriment?

Le ſort de la république Batave, comme celui de la république Françaiſe, ne repoſe-t-il pas ſur la tête de ſon Directoire et de ſes deux Conſeils? L'intérêt de la nation n'eſt-il pas, comme en France, ſacrifié à cette odieuſe oligarchie? Le ſort des Bataves n'eſt-il pas précaire comme celui des Français, avec cette différence, qu'en France il dépend de la nation; qui peut le changer quand elle le voudra; au lieu qu'en Hollande il dépend du gouvernement français? La Hollande n'eſt-elle pas une république démocratique, uniquement parce que la France eſt une république démocratique? Si demain la France ſe donnait un Roi, la Hollande ne ſerait-elle pas obligée de ſe donner un Stathouder? Que ſont donc les Bataves? Ils ſont devenus les ſinges et les bêtes de ſomme de la France. Quelle exiſtence! Sans oſer ſe plaindre de leur ſort, ſans pouvoir l'améliorer, ils gémiſſent en ſecret, et ſont certainement des vœux en faveur de leurs ennemis contre leurs impérieux alliés.

Si l'expédition de la France contre l'Angleterre réuſſiſſait complètement, ſi cette puiſſance rivale de la France, contre laquelle les Hollandais vont auſſi réunir leurs forces, était renverſée, la Hollande ſerait ruinée, anéantie, elle n'aurait plus qu'une

grâce à demander aux vainqueurs, celle de ceſſer d'exiſter comme nation, et d'être incorporée dans la grande république, en ſe nouriſſant de l'eſpoir de voir ſortir un jour de leurs marais un vengeur, lorſque les excès de la nation françaiſe auraient révolté toute l'Europe, et lorſque l'époque ſerait arrivée de voir ſes crimes punis par le reſſentiment de ſes nombreux ennemis.

Au travers des maux affreux que la révolution françaiſe a faits à la Hollande, elle vient cependant de délivrer les Bataves de cette abſurde fédéralité, qui diviſait les intérêts et les volontés de ſes ſept petites provinces. La réunion de toute la république en un ſeul corps national indiviſible eſt un avantage immenſe, qui peut un jour être le ſalut du peuple Batave. Il paraît même aſſez impolitique à la France d'avoir favoriſé cette réunion, qui, dans un temps plus heureux, peut donner, contre elle-même, au peuple batave une force d'enſemble qui lui manquait, et qui ne peut jamais exiſter dans une conſtitution fédérale.

Quelle que ſoit la forme de gouvernement que l'avenir prépare à cette nation, elle doit avoir la ſageſſe de garder cette précieuſe indiviſibilité nationale. Ce ſerait même l'intérêt du Stathouder, s'il en revenait un, de gouverner un peuple réuni.

L'intérêt préſent, mais non pas l'intérêt futur, de la Hollande paraît lié à celui de la France, parce

que ſon ſort y eſt enchaîné. Elle doit déſirer que l'Angleterre humiliée ſoit forcée de lui rendre ſes conquêtes. Mais elle ſerait bien plus ſûre de cette reſtitution, ſi elle pouvait être détachée de la France par le rétabliſſement de la maiſon d'Orange.

Mais les Bataves ne doivent-ils pas craindre, que, ſi les Français venaient à bout de détruire la puiſſance anglaiſe, devenus maîtres abſolus de la mer, ils ne ſe fiſſent céder une partie de cette reſtitution, au moins le port de Trinquemale en Ceylan, que la France a toujours convoité, comme une échelle de marine militaire, néceſſaire entre l'Île de France et la Côte de Coromandel et le Bengale?

En ſuppoſant même que les Français euſſent la généroſité de leur reſtituer toutes leurs colonies, établis à Fleſſingue, maîtres des clefs de la Hollande par Maeſtricht, Bréda et la Flandre hollandaiſe, débouchant l'Eſcaut, rétabliſſant le port d'Anvers, ne ſont-ils pas les ennemis les plus dangereux de la Hollande, ſoit pour le commerce, ſoit pour la guerre?

Alliés avec les Anglais, les Bataves peuvent reſter libres et indépendans; alliés avec la France, ils ne peuvent jamais être ni l'un ni l'autre. Mais on objectera qu'ils ne peuvent pas changer leurs deſtinées; qu'ils ne ſont pas les maîtres de quitter l'alliance de la France, de ſe déclarer neutres, ou

de ſe lier avec d'autres nations, même par de ſimples traités de commerce. Cela eſt vrai, et c'eſt ce qui rend leur ſort plus miſérable, et plus inſupportable aux vrais citoyens.

Ce n'eſt que par une guerre générale, ſi elle tourne à l'avantage des ennemis de la France, que les Bataves peuvent regagner leurs colonies, leurs places frontières, Fleſſingue et leur indépendance. A la vérité, dans ce cas, ils recevront vraiſemblablement auſſi un Stathouder; mais la nation ſerait indépendante et libre ſous ſon propre chef; l'ordre renaîtrait, le commerce refleurirait, les vrais citoyens reſpireraient et ſe réjouiraient, et cette heureuſe révolution ne ferait tort qu'à quelques miſérables et enragés démocrates, que le trouble a élevés, par la plus criminelle audace, aux places principales de l'état dont ils ſont indignes.

Le ſort des Bataves dépend donc auſſi des réſultats du Congrès de Raſtadt, de la guerre générale, ou de la paix univerſelle.

CHAP. XV.

DE LA FRANCE.

Que dire de cette nation qui fait trembler l'univers, qui foule aux pieds toutes le baſes ſociales, qui traite de puérilités toutes les inſtitutions humaines, qui entraînée de paradoxes en paradoxes à l'abnégation de tous les premiers principes, a briſé, comme chaînes de l'eſclavage, les liens ſacrés de la nature, de la religion, du mariage, de l'amour paternel et filial, qui prêche les mêmes dogmes par ſes miſſionnaires armés, qui révolutionne les peuples et les pille en même temps ?

Vouloir retracer la carrière dégoûtante des crimes et des cruautés, dont ſes démagogues furieux l'ont ſouillée, ſerait entreprendre une ſatyre amère, qui n'appartient qu'à l'inflexible burin de l'Hiſtoire: vouloir célébrer ſes victoires et ſes héros, ſerait une flatterie pernicieuſe, qui eſt du reſſort de la poëſie.

Prenons la nation françaiſe au point où elle eſt arrivée; examinons ſa conſiſtance, ſon accroiſſement, ſon influence politique et morale ſur l'univers, la ſolidité ou l'inſtabilité de ſon exiſtence actuelle, ſes dangers extérieurs, ſes dangers intérieurs, et cherchons à préjuger quels peuvent être les réſultats de la poſition où elle ſe trouve.

Une très-grande vertu s'eſt développée chez les Français par la révolution, c'eſt l'exaltation de l'ame. Environnés d'ennemis, ils ont fait face partout; par-tout ils ont déployé un courage héroïque, de grands talens et les reſſources du génie. Toutes les armées continentales ont fui devant leurs guerriers, ils ont parcouru en triomphateurs une partie de l'Europe, où jamais l'on n'avait vu flotter les drapeaux français. Les Puiſſances étonnées de leurs succès, de leur audace, de leur infatigable perſévérance, ont fait la paix ſéparément, l'une après l'autre. C'eſt aux portes de Vienne que l'Empereur a ſigné la ſienne, comme Roi de Bohême et de Hongrie.

Congrès de Rastadt.

Il reſte à faire la paix avec le Corps-Germanique. Les nombreux Plénipotentiaires de ce Fantôme politique ſont aſſemblés au Congrès de Raſtadt, et y ſont régentés par deux Plénipotentiaires Français, qui répondent par des notes laconiques et tranchantes aux humbles et diffuſes remontrances des Députés de l'Empire. Ce qui ſe paſſe à Raſtadt n'eſt qu'une illuſion politique. Une double négociation déjoue tout ce qui ſ'y traite. Chacune des Puiſſances intéreſſées a un Agent politique à Paris, qui traite à part de ſes intérêts particuliers au détriment de la cauſe publique. On a dit autrefois

qu'au Concile de Trente, le St. Eſprit arrivait dans une valiſe. Il en eſt de même au Congrès de Raſtadt. Le courrier de Paris y apporte l'eſprit politique qui doit décider le ſort de l'Allemagne.

Le Congrès ſe diſſoudrait sans rien conclure, que cela ſerait encore égal; et c'eſt même ce que doivent déſirer les membres les plus faibles de l'Aſſociation-Germanique, pour qu'au moins il leur reſte la conſolation de pouvoir proteſter, et pour que leur ruine ne ſoit pas ſanctionnée par la forme juridique d'un Congrès pacificateur.

Le rôle que jouent les Plénipotentiaires Germaniques à Raſtadt eſt ſi aviliſſant, même pour les Puiſſances ſupérieures, dont les arrangemens ſont faits indépendamment de ce Congrès, qu'il eſt étonnant qu'il ne ſoit pas déjà diſſous.

Les Français, non-ſeulement ont dicté les conditions de la paix, mais ils les ont exécutées d'avance. L'occupation de Mayence, de la tête-de-pont de Manheim, du Fort de Kehl, de Duſſeldorff, et vraiſemblablement bientôt d'Ehrenbreitſtein, eſt un acheminement à la paix de l'Empire, parce que cette ligne impoſante refroidit le courage des puiſſances, qui pourraient être tentées de reprendre les armes pour arrêter leur ambition. Le Corps-Germanique eſt un moribond, dont les parens partagent la ſucceſſion avec un voleur étranger, qu'ils n'ont pas la force de chaſſer de la maiſon.

Le Directoire français, pour précipiter la déciſion de cette paix, vient d'ajouter un argument irréſiſtible, c'eſt la révolution précipitée de la Suiſſe. Rien n'a été plus prompt, ni moins prévu. Une république *Lémanique*, fabriquée à Paris, s'eſt formée tout-à-coup. L'ariſtocratie Bernoiſe, dont le gouvernement, faible et deſpotique en même temps, reſſemblait à celui de Veniſe, n'a pu oppoſer aucune réſiſtance. Le génie révolutionnaire démocratique a ſaiſi à-la-fois tous les Cantons. La démocratie a triomphé ſans obſtacle. Cette révolution Helvétique rapproche le génie révolutionnaire du centre de l'Allemagne, et tous les Souverains ont de profondes réflexions à faire ſur cet exemple.

Il a fallu aux Français ſix ou ſept ans d'eſſais et d'expérience pour créer un gouvernement démocratique repréſentatif. Ils ont encore été en tâtonnant dans la formation des républiques Ciſalpine et Ligurienne. Mais à préſent, ils ont perfectionné cet art. La révolution démocratique de la république Batave, de la Lémanique et de la Transjurane ſont des chef-d'œuvres de célérité et d'audace.

Le Directoire français peut diviſer l'Allemagne, comme un Arpenteur diviſe une terre en portions à-peu-près égales; tailler une république, avec un nom de fleuve, ou de montagne, pour chaque partie diviſée, envoyer ſes émiſſaires, qui partiront à préſent de points plus rapprochés; l'exécution

ſuivra ſur-le-champ. Municipaliſer, partager en départemens, établir un Directoire-Exécutif proviſoire et les gardes nationales, former les aſſemblées primaires pour élire les repréſentans des deux Conſeils, s'emparer des caiſſes publiques, des biens du clergé, confiſquer les propriétés des ariſtocrates de toute eſpèce, c'eſt-à-dire des riches, réclamer la protection de la France, qui a déclaré qu'elle l'accordera à tous les peuples qui aſpireront à la liberté: tout cela eſt facile, prompt et effrayant pour les peuples. Il eſt dans la nature humaine de haïr les liens, quelque doux, quelque juſtes, quelque néceſſaires qu'ils ſoient; les hommes aiment l'indépendance et la nouveauté.

Les plans ſont faits d'avance à Paris, et ne ſont pas inconnus; l'impulſion eſt donnée; l'exemple ſéduiſant; les obſtacles tardifs et mal-adroits; les ſouverains effrayés et ſans union. Si la paix ſe fait à Raſtadt ſur les conditions dictées par les Français, peu d'années ſuffiront pour amener la démocratie univerſelle, qui commencera ſes progrès par l'Allemagne, où elle a déjà pris de profondes racines.

Quoi qu'il en ſoit, il faut regarder le Congrès de Raſtadt comme une repréſentation de pure formalité, la paix comme faite aux dépens de l'Empire, le Rhin comme limite de la République Françaiſe, L'Allemagne deviendra ce qu'elle pourra: revenons à la France.

L' Italie.

Il reſte encore à la France à arranger l'Italie: elle a un prétexte, ou fortuit, ou prémédité, pour décider ſous peu du ſort de Rome théocratique, dont l'exiſtence doit être inſupportable aux adorateurs de la raiſon, aux Théo-philantropes, aux Athées. Si le Pape était une Antique, les Commiſſaires le rapporteraient à Paris, pour l'étaler dans le Muſée national. Ils ſe contenteront de le dépouiller de ſa dignité et de ſes richeſſes. Le Romains formeront une petite république à l'inſtigation des Gallo-Ciſalpins; et ils inſtigueront à leur tour les Napolitains et les Siciliens à former deux petites républiques démocratiques. Le Roi de Sardaigne, le Duc de Parme, le Grand Duc de Toſcane diſparaîtront enſuite pour faire place à d'autres petites républiques.

L'Italie ſera déchirée par le régime fédéral, par des guerres entre tous ces petits états, pauvres, inquiets et jaloux, dépendans et tributaires de la grande république-mère, juſqu'à ce qu'un homme de génie réuniſſe indiviſiblement cette nation régénérée et aguerrie, ſecoue le joug de la France, et la faſſe repentir de ſa manie révolutionnaire.

Voilà vraiſemblablement le plan, encore ſecret, du Directoire français ſur l'Italie; voilà, d'après ce plan, ce qu'on peut préſager ſur le ſort de cette belle contrée: il n'y a qu'une guerre générale contre

la France qui puiſſe changer cet ordre de réſultats enchaînés l'un à l'autre, et qui puiſſe remettre l'Italie à-peu-près comme elle était.

Le Portugal.

Il reſte encore à la France à terminer ſa querelle contre le Portugal, pour enlever à l'Angleterre les reſſources de ſon commerce et l'aſile de ſes ports, ſur-tout de celui de Lisbonne. Si le Portugal était aux pieds des Pyrénées, ſa conquête ſerait prompte et facile; mais ſon éloignement y met des obſtacles, qui ſeront encore multipliés par la répugnance très-naturelle qu'a la Cour d'Eſpagne à voir une armée françaiſe traverſer ſes provinces, y vivre à ſes dépens; pour aller envahir ce royaume voiſin. On a détaillé, aux chapitres d'Eſpagne et de Portugal, les intérêts très-conſidérables qu'ont ces deux peuples, à ce que cette funeſte expédition n'ait pas lieu.

Mais aucune conſidération n'arrêtera le Directoire français, s'il a réſolu cette expédition, le Général français traverſera l'Eſpagne, l'armée eſpagnole ſe réunira à lui, la conſternation ſaiſira la Cour de Portugal qui ſe ſoumettra à toutes les conditions; le Général français entrera en triomphe dans Liſbonne; reprendra le chemin de la France chargé d'un butin immenſe, laiſſera derrière lui en Portugal et en Eſpagne le germe de la révolution démocratique, et le Portugal reſtera tributaire de la République françaiſe.

Quoique cette chaîne de réſultats ſoit d'une probabilité preſque démontrée, s'il ſe trouvait un homme de génie à la tête de l'armée portugaiſe, qui ſût tirer parti de la nature difficile du pays; ſi l'ancien honneur de cette nation, jadis ſi belliqueuſe, ſe réveillait: ſi elle recevait à propos des ſubſides de l'Angleterre, elle pourrait tirer la guerre en longueur, défendre pied-à-pied ſes montagnes et ſes places fortes aſſez multipliées; ruiner l'armée françaiſe; établir la diſcorde et la méfiance entre elle et les Eſpagnols, et réuſſir peut-être, par l'exemple de ſa fermeté, à rallier à elle les Eſpagnols contre leurs dangereux alliés; faire éprouver aux guerriers français des diſgraces auxquelles ils ne ſont pas accoutumés, et forcer le Directoire français à ſe repentir de ſon imprudence de tenter aux deux extrémités de l'Europe deux grandes expéditions à-la-fois, en portant la guerre auſſi loin de ſes frontières, pendant qu'il s'occupe de la deſcente en Angleterre: objet principal, dont la réuſſite entraîne la réduction du Portugal, au lieu que le ſuccès de l'invaſion du Portugal n'influe en rien ſur la deſcente en Angleterre.

L'Angleterre.

Il reſte encore à la France à tenter l'expédition contre l'Angleterre. Le Directoire, à force de déclamations et d'accuſations outrées, a réuſſi à animer la nation contre les Anglais. La cupidité, qui

voit tout l'or de l'Europe ramaſſé en Angleterre, ſe joint à la haine nationale. Le plan eſt fait, et aura lieu. Des préparatifs immenſes ſe continuent avec une profuſion extrêmement diſpendieuſe. Si l'entrepriſe n'a pas lieu, le tréſor public eſt épuiſé, le Directoire eſt perdu.

Buonaparte, le Scipion français, (deſtiné peut-être à avoir le même ſort) eſt chargé de détruire la moderne Carthage. L'habitude des ſuccès fait qu'on ne prévoit pas même la poſſibilité d'une diſgrace. Perſonne ne doute en France de la réuſſite de cette importante expédition. C'eſt un *coup-de-main* qu'on eſt preſſé de terminer, parce qu'on eſt las de ſept ans de guerre. C'eſt, à ce qu'on croit, le ſceau de la paix univerſelle, la baſe de la ſolidité de la république démocratique, et la fin de toutes les calamités, qui, depuis l'inſtant de la révolution n'ont pas ceſſé d'accabler la France: c'eſt la toiſon-d'or, le couronnement de toutes les victoires, le prix de tout le ſang, le comble de la gloire nationale.

Cette expédition aura donc lieu, et vraiſemblablement dès le printemps. On a détaillé, au chapitre de l'Angleterre, ſes facilités et ſes difficultés. Si elle réuſſit, la République françaiſe ſera la maîtreſſe abſolue de l'univers. Tous les Gouvernemens de l'Europe exiſteront ſous ſon bon plaiſir. Tous ſeront ſes tributaires, et la nation françaiſe

n'aura plus d'ennemis qu'elle-même, ſon orgueil, ſa cupidité, ſon luxe, ſon immoralité, ſes diſcordes, ſon inconſtance et ſa démocratie outrée. Elle aura parcouru en peu d'années tous les degrés par lesquels la République romaine a paſſé en pluſieurs ſiècles, pour arriver au ſommet du pouvoir et en deſcendre précipitamment. Alors ce coloſſe trop peſant pour ſon piédeſtal d'argile s'écroulera, ſe briſera dans ſa chute.

Mais ſi cette expédition ne réuſſit pas, ce qui eſt très-poſſible, ſi la flotte invincible de l'Angleterre gagne une bataille déciſive contre les flottes Françaiſe, Eſpagnole et Batave réunies, où ſéparément, ſi la nation anglaiſe auſſi orgueilleuſe, auſſi énergique que la Françaiſe, auſſi animée, par le patriotiſme et la haine nationale, repouſſe l'armée françaiſe auſſitôt après ſa deſcente, la détruit, ou la force à ſe rembarquer avec perte, ou lui coupe la communication avec la mer, l'affaiblit, la harcèle, l'affame, et finit par faire échouer cette grande expédition, qui ne peut être tentée en grand qu'une fois, et qui partiellement et en détail peut manquer dans l'exécution; alors la France eſt entièrement ruinée; tous ſes lauriers ſont flétris; ſes alliés l'abandonnent, et ſe tournent contre elle; les autres puiſſances de l'Europe l'attaqueront de tout côté; elle aura perdu la fleur de ſes guerriers et la réputation de ſes armes; elle ſera ſans argent et les diſcordes intérieures acheveront ſa ruine.

Un autre danger, perſonnel au Directoire et à ſes deux très-ſoumis Conſeils, réſultera du déſeſpoir et de la vengeance des troupes, qui ſe regarderont comme ſacrifiées à la témérité et à l'ambition de cette olygarchie abhorrée. Ces ſoldats, à préſent les ſeuls ſoutiens de ſon pouvoir tyrannique, ſe tourneront contre elle, et y ſeront excités par le vœu général de la Nation. C'eſt à Paris qu'ils iront chercher les récompenſes et le pillage qu'on leur promet en Angleterre. Les Généraux eux-mêmes, ou ſeront les premières victimes de l'excuſable fureur des troupes, ou partageront leur indignation et leur révolte.

Il n'eſt même pas néceſſaire, pour attirer cette exploſion militaire contre le Gouvernement actuel, que la deſcente en Angleterre ſe termine par une cataſtrophe honteuſe pour les armes françaiſes. Il ſuffit qu'elle ſoit trop long-temps retardée, ou abandonnée, après avoir été annoncée avec tant d'emphaſe. Le raſſemblement de tant de militaires oiſifs qu'on ne pourra payer, quand le tréſor ſera épuiſé par ce diſpendieux ſimulacre, excitera de même leur indignation, et les portera aux mêmes excès.

Le Directoire ſemble prévoir ce danger, et on peut regarder comme une précaution contre l'inſurrection des armées le décret, nouvellement rendu, qui remet ſur pied les gardes nationales. C'eſt cependant pour ce décret, très-conſtitutionnel, que

les malheureux Déportés du 18 Fructidor, ou 4 Septembre 1797, ont été déclarés traîtres à la Patrie !

C'eſt par la force des baïonnettes que cette révolution s'eſt faite alors; c'eſt par la même force que le gouvernement actuel ſera détruit.

Ce chimérique milliard en terres, dont on avait, très-imprudemment, bercé les troupes, a déjà été converti par un décret en penſions viagères, qu'on leur promet. Mais croit-on qu'elles ſe contentent de cette transmutation de propriété réelle et immeuble en une penſion viagère qui ſera diſtribuée arbitrairement, qui ſera payée, comme les autres penſions et rentes, avec des réductions, des lenteurs, ou de mauvais effets? D'ailleurs, ſi on n'a pas réſervé le milliard en fonds de terre, ſur quoi ſeront hypotéquées les ſommes énormes de ces penſions viagères? Qu'en réſultera-t-il même, ſi on peut toujours remplir les conditions du décret? Au lieu de faire des cultivateurs et des pères de famille de cette claſſe précieuſe de braves guerriers, on les aura transformés en une maſſe de rentiers oiſifs, célibataires par force, et par conſéquent inutiles ou dangereux, et la nation en ſera ſurchargée. Il ne fallait point tromper la nation, et encore moins les ſoldats. Ceux-ci ſe vengeront, et c'eſt leur raſſemblement pour l'expédition d'Angleterre, c'eſt la rentrée des autres armées à raiſon de la paix continentale qui en fourniront l'occaſion. — Voilà le jeu

dangereux que joue le Directoire avec ſon projet de deſcente en Angleterre!

Dangers intérieurs.

Examinons à préſent les dangers intérieurs de la France. Toute la nation déteſte et mépriſe le gouvernement actuel; mais elle eſt comprimée par la crainte du retour du régime de ſang, qui ſerait la reſſource de ce gouvernement, s'il voyait éclater une inſurrection générale; il s'en élève continuellement de partielles dans tous les départemens; mais ſans enſemble, ſans chefs puiſſans et habiles, ſans plans, elles ſont toujours éventées, étouffées par le maſſacre de leurs auteurs, et cependant elles renaiſſent continuellement. Cela prouve qu'il exiſte une fermentation et une indignation générales.

La démocratie ne règne que dans la partie la plus miſérable, la plus turbulente de la nation; les propriétaires, les artiſans laborieux, les cultivateurs occupés l'ont en horreur; mais quoique cette ſecte ne forme qu'une minorité, ſon activité ſupplée à ſon nombre, et le multiplie. Elle fournit au gouvernement des eſpions, des délateurs, des bourreaux, des aſſaſſins, des miſſionnaires, des prôneurs, des aboyeurs. C'eſt ſur-tout dans les aſſemblées primaires qu'elle s'agite avec fureur, qu'elle fait taire, ou diſparaître les bons citoyens, qu'elle s'empare des élec-

tions; c'eſt de ſon ſein que ſe tirent, depuis quelque temps, les membres des deux Conſeils.

Elle infecte les armées, qui ne ſont pas, comme dans les anciennes républiques, un choix de citoyens, mais un mélange de toutes les nations. La plupart des Généraux lui ſont dévoués, ou le paraiſſent pour leur ſureté. C'eſt par cette influence démocratique que les Armées ſont étrangères à la nation, et n'ont montré juſqu'à préſent d'attachement qu'au gouvernement qui les a achetées.

Auſſi les ſoldats français ſont-ils auſſi terribles à leurs compatriotes qu'aux nations contre lesquelles ils font la guerre. Ils vivent dans leur patrie comme dans un pays ennemi. Ils ſe font nourrir *gratis*, voient par-tout des ariſtocrates, pillent, menacent, inſultent; c'eſt ſur-tout à Paris qu'ils déploient leur dureté licencieuſe. Mais le jour que la paix fera rentrer la plupart d'entre eux dans leurs foyers; que leur oiſiveté et leur mécontentement les rapprocheront des plaintes et de l'oppreſſion de leurs concitoyens; que leur intérêt redeviendra commun, ils tourneront le dos à ce gouvernement, qui les éblouit à préſent par de petites récompenſes et de grandes promeſſes, et après avoir été les inſtrumens de l'oppreſſion, ils deviendront les moyens de la délivrance..

Cette époque paraît encore éloignée, mais le Français va vîte en révolution. Par quoi ſera rem-

placé le gouvernement actuel? Par un autre gouvernement vicieux, qui en amenera encore un autre, juſqu'à ce que, de chute en chute, la nation françaiſe reconnaiſſe qu'elle eſt trop nombreuſe, trop avide de gloire, de luxe, de plaiſirs, de jouiſſances, pour exiſter toujours ſous un farouche régime démocratique, qui ne produit que des exagérations, de la frénéſie, des agitations, des factions et des crimes; qui détruit la ſureté perſonnelle et celle des propriétés; qui anéantit tous les liens ſociaux; qui, ſous le nom de la liberté, tyranniſe avec l'impudence la plus groſſière; qui, pluſieurs fois par an, renverſe ces Démagogues mépriſables, en élève d'autres plus mépriſables encore; qui recrute la population de la France, épuiſée par ſes fureurs, par la guerre, par les maſſacres, par l'émigration, par le banniſſement par la déportation, avec l'écume de toutes les nations de l'univers; qui déguiſe l'égalité politique ſous les dehors les plus dégoûtans d'une fraternité ſauvage; qui aſſomme et pille avec la licence la plus barbare au nom de la patrie; qui donne à la génération préſente l'exemple de tous les vices, et à celle qui ſuit une éducation féroce et inſociale.

Les Français ſe laſſeront d'être le fléau et la terreur des autres peuples, dont ils auraient pu, et peuvent encore, être l'amour et l'eſpérance. Tous ces maux dérivent du gouvernement actuel, de ſon inquiétude, de ſa fauſſe politique, de ſon ambition, de ſon incapacité, et ſur-tout du beſoin qu'il a d'a-

giter par la démocratie tous les états, toutes les villes, intérieurement, extérieurement, pour se soutenir.

L'inquiétude du gouvernement se voit dans les marches continuelles de troupes au travers de la république; dans les dépenses énormes de corruption, d'espionage et de délation; dans le choix des Commissaires du pouvoir-exécutif et de ses agens en pays étrangers; dans l'intolérable persécution des malheureux parens d'Emigrés qui sont restés en France; dans le choix des hommes tarés et condamnés, dont il s'entoure, et qu'il emploie; enfin dans tous les resforts de sa ténébreuse tyrannie.

Sa fausse politique se démontre par la manie de républicaniser autour de lui; de réunir des peuples divisés par une constitution fédérale; de mettre dans les mains de peuples tranquilles des armes qu'ils tourneront un jour contre la France; par les mesures hasardeuses de la guerre de Portugal et de sa descente en Angleterre; par le sacrifice, contraire aux principes de la constitution française, de la liberté d'une antique république, qu'il livre au despotisme du monarque autrichien, que par cet agrandissement il rend formidable aux nouvelles républiques qu'il fonde en même temps en Italie; par la réunion de la Ligue Helvétique en un seul corps de nation, à laquelle il donne une force d'ensemble, qui doit un jour devenir dangereuse pour la France, tandis que celle-ci avait dans la faiblesse fédérale des Suisses le gage de la sureté d'un tiers de sa frontière orientale.

Son ambition perce dans l'abus qu'il fait de ſes victoires, pour incorporer violemment dans la république les peuples de la rive gauche du Rhin, qui montrent la plus grande répugnance à cette aſſociation; dans la violation de la ſuſpenſion d'armes, pour s'emparer de Mayence, de Manheim, d'Ehrenbreitſtein et l'Evêché de Bâle; dans le département créé à Corfou, qui eſt une pierre d'attente de nouveaux projets révolutionnaires contre les Turcs ſes alliés; dans l'avarice, l'inſolence et la dureté avec leſquelles il traite toutes les nations, nommément ſes bons alliés les Américains; dans ſes pirateries contre les neutres, ſanctionnées par un décret qui lui nuit autant qu'à eux; enfin dans tous les abus de pouvoir qui produiront néceſſairement un jour une inſurrection générale de tous les peuples contre la France,

Son incapacité eſt prouvée par l'énormité de ſes dépenſes qui le font continuellement recourir à ce même agiotage contre lequel il crie, et qu'il ſait quelquefois ſemblant de perſécuter: dépenſes, qui le mettent dans la dépendance des fourniſſeurs, dont les fortunes rapides et le luxe impudent découvrent à la nation indignée les gouffres, qui ont englouti ſes tréſors; elle eſt prouvée, par l'impoſſibilité où il ſe trouve de rendre compte des énormes contributions de la Hollande, de l'Italie et de l'Allemagne, qui, bien ménagées auraient dû ſuffire

pour la conduite de toute la guerre, et épargner le numéraire français qui s'eſt écoulé en pays étranger; par le nombre prodigieux de décrets, de lois, de proclamations contradictoires, toutes ſans effet; par la deſtruction pourſuivie avec acharnement de l'ancien culte, auquel on a ſubſtitué des fêtes payennes, puériles, inſignifiantes, ou qui préſentent au peuple les plus viles proſtituées à adorer, comme le type de la Divinité; par la démoraliſation nationale etc. etc. . . . ! !

Les victoires de la nation, ſa gloire militaire appartiennent au ſoldat français, au bon eſprit, au courage, au dévouement patriotique de la nation; toutes les calamités qui accompagnent ſa gloire militaire, ſans en être compenſées, dérivent du vice de ſon gouvernement. La Conſtitution eſt eſſentiellement bonne, mais elle n'eſt, ni connue, ni obſervée. Il ne devrait plus y avoir en France, ni ariſtocratie, ni démocratie. On ne devrait y voir qu'une patrie et des citoyens. Cette dénomination de démocratie eſt le mot de ralliement des Jacobins, des *ſans culottes* et des terroriſtes. C'eſt toujours la même ſecte, elle a la même marche et produit les mêmes effets.

Un très-grand danger de la France, c'eſt la trop grande extenſion de ſes limites. Les peuples Allemands qu'elle vient d'y enclaver déteſtent publiquement cette réunion. Jamais on ne parviendra

à plier leur ſimplicité aux ſubtilités métaphyſiques, à l'audace immorale de Paris. Ils ſeront toujours Allemands dans le cœur, et ſouvent on ſera forcé de les traiter en ennemis. Dans la guerre contre l'Allemagne, on les aura contre ſoi, au moins d'intention. On peut en dire preſque autant des Bataves, qui ſont plutôt les ſujets que les alliés de la France. La Savoye et le Comté de Nice n'aſpirent qu'à dénouer le lien de fraternité dont on les a enchaînés.

Tous les bons politiques, tous les habiles militaires, tous les hommes juſtes, même en France, ont proteſté contre cette extenſion de territoire. Les Plénipotentiaires Germaniques à Raſtadt ont fort bien obſervé aux Français que le Rhin n'eſt pas une ligne de défenſe contre l'invaſion; que ce fleuve peut ſe paſſer, par-tout, quand et comme l'on veut.

Tous les politiques français ont obſervé qu'une auſſi grande étendue de territoire forcerait la France à entretenir une trop forte armée, rendrait la république trop militaire, lui ſuſciterait trop de guerres, lui occaſionnerait trop de dépenſes, et pourrait un jour donner à des Généraux ambitieux la tentation et les facilités de renverſer la république.

Les militaires habiles diſaient que les anciennes frontières de la France étaient parfaites, hériſſées de deux rangs de places-fortes inforçables; que ſi des raiſons politiques engageaient à les outrepaſſer, il était abſolument dans les règles de l'art de ſe

donner la Meuſe pour limite, parce que la défenſive en était concentrée, retrécie et facile entre Maeſtricht et Luxembourg; mais qu'il était dangereux militairement de porter ſa défenſive ſur la ligne du Rhin.

Les hommes juſtes criaient que c'était aller contre les droits de l'homme, violer les principes de la conſtitution et les ſermens de la Nation, que de forcer des peuples à ſe laiſſer incorporer dans la république françaiſe, ſans être conſultés, et malgré eux; qu'il y avait de la mauvaiſe foi et de la dériſion à proclamer la renonciation aux conquêtes, dans le temps même où l'on abuſait le plus du droit du plus fort. — Ceux-là ont été les moins écoutés.

Certainement, ſi dans les aſſemblées on conſultait la nation, (à laquelle on dit continuellement qu'elle eſt ſouveraine, en la faiſant arbitrairement obéir,) ſi on lui diſait: „Voulez-vous conſerver „vos conquêtes, quoiqu'en jurant votre conſtitution, „vous ayez renoncé à devenir conquérante: vous „allez incorporer dans votre ſein des peuples qui „abhorrent cette réunion, que vous ſerez ſouvent „forcée de traiter, non en frères, mais en eſclaves, „et vous ſerez expoſée, par rapport à cette injuſtice, „à continuer la guerre, ou à en ſoutenir une géné„rale.“ — La nation répondrait unanimement, nous voulons la juſtice, nos anciennes limites et la paix.

Le plus grand des dangers de la France, celui qui amenera néceſſairement une révolution déciſive, on ne prévoit pas encore en quel ſens, c'eſt le dé-

ſordre irrémédiable des finances. Ce déſordre tient à la forme démocratique de l'adminiſtration dans toutes les parties de l'économie publique. La conſuſion des pouvoirs, la multiplicité des employés de tous les états, le défaut de payement, l'impunité qui en réſulte, la néceſſité de tout faire paſſer par les traitans, les anticipations, tous les anciens vices de la Finance ſe ſont groſſis et multipliés par l'ineptie des Légiſlateurs.

Les impoſitions, d'après l'aveu des financiers de la république, ne peuvent monter au plus qu'à ſix cent ſeize millions. On vient de rétabir la taxe immorale des Loteries; on a déjà oſé propoſer de rétablir la Gabelle; on a tenté de renouveler la Ferme du Tabac. On tirera peut-être, pendant quelque temps, quelques petits tributs de quelques peuples faibles de l'Europe; cette ſource tarira bien vîte, et deviendra amère.

Hé bien, qu'on faſſe monter la totalité des perceptions à huit, même à neuf cent millions, en temps de paix et ſans dépenſes extraordinaires, pour égaliſer la Recette avec la Dépenſe. Mais il faut en outre obſerver que l'immenſité des arrérages dûs par le peuple, qui montaient, à la fin de 1797, à treize cent millions, prouve que les impoſitions ſont aſſez mal payées. Il faut encore obſerver que plus d'un tiers de ces impoſitions n'arrive pas au tréſor national, mais reſte dans les départe-

mens pour faire face aux dépenſes départementales, municipales etc.; car ce ſont autant d'états dans l'état. Pour les finances la république eſt fédérative.

Comment remplir ce déficit? Que deviendra-t-il, ſi par la mauvaiſe politique, ou par l'ambition irréfléchie de ſon Directoire, la France ſe trouve engagée dans une guerre générale?

Le gouvernement avoue que les préparatifs de la deſcente en Angleterre forment déjà une dépenſe extraordinaire de deux cent millions. En 1779, un ſimulacre de pareille deſcente, qui n'employa que trois mois et trente mille hommes, coûta quatre-vingts millions d'extraordinaire. Celui-ci eſt plus que triple pour le temps, pour le nombre d'hommes et de vaiſſeaux. Ainſi le gouvernement ſe trompe, s'il n'a pas voulu dire deux cent millions par mois.

Si l'entrepriſe réuſſit, l'Angleterre remboursera ces frais et en outre un très-gros numéraire en ſortira pour entrer en France; mais le Directoire n'en ſera pas plus à ſon aiſe, le gaſpillage ſera plus conſidérable, mais l'économie et la balance des finances ne ſe rétabliront jamais. Pluſieurs particuliers deviendront trop riches, l'état reſtera pauvre. Les Français ſeront jetés par ce ſuccès dans un cours de conquêtes et de guerres nouvelles, où ils finiront par trouver leur ruine.

Si au contraire, cette entrepriſe ne réuſſit pas, ſoit qu'elle ſoit empêchée par la rupture du Congrès de Raſtadt et ſuivie d'une guerre générale; ſoit

par la jonction à l'Angleterre des Puiſſances du nord et de l'Amérique, vexées outrageuſement par le corſairage et le décret très-impolitique du gouvernement Français contre la libre navigation des vaiſſeaux neutres, et d'ailleurs très-intéreſſés à ce que l'Angleterre ne perde, ni ſa conſtitution, ni ſa puiſſance navale, et ſur-tout que les Français ne deviennent pas les dominateurs des mers; ſoit enfin que les Anglais la faſſent échoner: alors la France ſera perdue, ruinée, et le Directoire et les Conſeils, ſes acolytes, éprouveront auſſitôt la vengeance nationale.

La France n'eſt donc point à l'abri des calamités qu'elle accumule, très-injuſtement et même très-impolitiquement, ſur le reſte de l'Europe, ni de celles, encore plus grandes, dont elle la menace. Sa conduite impérieuſe et incendiaire indigne et effraie toutes les nations; elle ſe la reprocherait elle-même un jour, quand même elle ne devrait pas en être la victime. Elle-même eſt exposée à beaucoup de dangers, dont elle ne peut ſe délivrer que par beaucoup de ſageſſe et de modération. Elle a, ſur le reſte de l'Europe, l'avantage d'être la ſeule maîtreſſe de ſon ſort. Le bon ſens lui dit de changer de conduite et de donner la paix à l'univers, pour ſa propre ſureté.

Mais ce n'eſt point la terreur qu'il faut chercher à émouvoir chez le peuple français. C'eſt ſa généroſité, ſa grandeur, c'eſt cette même exaltation, qui l'a élevé au-deſſus de tous les peuples de l'Europe, que l'on invoque.

Voici les conditions qui ſont impoſées à la nation françaiſe par ſa gloire, par la juſtice univerſelle, par ſa propre conſtitution.

1. Qu'elle bride l'inquiétude Ciſalpine, et qu'elle rende à l'amiable la tranquilité au reſte de l'Italie.

2. Qu'elle rende à la Ligue Suiſſe l'évêché de Bâle, qu'elle accorde ſimplement ſes bons offices à la république *Lémanique*, puiſqu'elle a ſuſcité et favoriſé ſon inſurrection ; qu'elle retire ſon projet de conſtitution Trans-Jurane et ſes trente mille hommes, puiſque trente mille hommes ſuffiſent pour ſoumettre les Suiſſes !

3. Qu'elle ſe relâche de la limite du Rhin, en la reculant ſur la Meuſe, et que ſur cette baſe modérée elle conclue la paix avec l'Empire, et qu'elle s'engage à ne pas ſe mêler de la diſcuſſion que pourra produire la paix de Campo-Formio, et l'envahiſſement par l'Empereur de l'Archevêché de Saltzbourg et d'une partie de la Bavière.

4. Qu'elle accorde au Portugal le même traité de paix modéré qu'elle a conclu avec la Cour de Naples, c'eſt-à-dire une neutralité parfaite.

5. Qu'elle retire ſon décret tyrannique contre la navigation libre des vaiſſeaux neutres, tout auſſi nuiſible à ſon propre commerce qu'au commerce d'Angleterre, et qui offenſe ſi cruellement les Puiſſances neutres.

6. Qu'elle annonce à toute l'Europe un armiſtice, ſur terre et ſur mer, ſans terme, juſqu'à par-

faite conclusion d'un traité définitif entre elle, l'Espagne et la Hollande d'un côté, et l'Angleterre, de l'autre.

7. Qu'elle exige et accepte la médiation des Puissances maritimes pour la convention des restitutions mutuelles et indemnités entre elle, l'Espagne et la Hollande d'un côté, et l'Angleterre de l'autre, et pour la conclusion d'une paix définitive et *Universelle*.

Certainement aucun peuple de l'Europe, ni présent, ni à venir, dans la position triomphante où se trouve la nation française, ne pourra imaginer que la peur, ou la faiblesse, l'ont portée à cette juste modération. On sera persuadé, au contraire, que fidelle, à ses principes constitutionnels et à ses sermens, elle veut donner aux autres peuples l'exemple de la générosité et de la justice. Tout le monde admirera cette nation extraordinaire; Elle gagnera l'amour universel; elle effacera toutes ses erreurs; elle fera taire tous ses ennemis; elle assurera sa liberté et sa constitution, et elle fondera son bonheur sur celui de l'univers. Après avoir vaincu toute l'Europe, il ne reste plus aux Français qu'à se vaincre eux-mêmes. S'ils ne le font pas, ils ressembleront à tous les peuples; s'ils en viennent à bout, ils seront une nation incomparable.

Mais le Directoire objectera que la France a fait de grandes dépenses, qu'elle est sans argent, qu'elle a besoin d'être indemnisée.

Un voleur fut arrêté: le juge lui demanda pour-

quoi il volait; il répondit, qu'il avait diſſipé une très-grande fortune, qu'il ne pouvait plus vivre ſans voler. — Il fut pendu.

Cette apologue eſt pour le Directoire, et pour lui ſeul. La nation françaiſe a été châtiée de ſes fautes par ſes fautes mêmes. Elle eſt noble, grande et ſuſceptible de toutes les vertus. A bien des égards, elle mérite d'être heureuſe; et elle le ſera. Elle-même fera ſon ſort, punira les coupables qui l'ont égarée, ſe donnera une conſtitution ſage, des lois juſtes, un gouvernement ſolide; alors elle jouira de la tranquillité, dont ſon agitation a privé l'univers.

Conclusion.

Ce tableau ſpéculatif préſente un aperçu rapide de la ſituation politique des quinze peuples, que leurs rélations, leurs intérêts, leurs mœurs, leurs rapports commerciaux conſtituent en une eſpèce de corps politique, que Voltaire a nommé la grande *république Européenne*. Un ſeul des membres de cette aſſociation réunit contre lui, à cette époque déciſive, les vœux et les intérêts des quatorze autres, qu'il effraie par ſon ambition, ſon avarice, et ſur-tout par ſa frénéſie déſorganiſatrice. Malheureuſement, il n'exiſte aucun tribunal pour juger et punir les cri-

mes des nations. La guerre, l'horrible guerre, eſt l'unique recours des peuples opprimés; et ce n'eſt qu'en opprimant à leur tour, que les peuples peuvent arrêter les progrès militaires et révolutionnaires du peuple conquérant. On ne peut réellement pas réfléchir ſur la criſe politique préſente, ſans faire néceſſairement, par philantropie, des vœux contre l'humanité.

La guerre, que la majorité de l'Europe coaliſée a faite à la France au commencement de la Révolution, était injuſte, impolitique et imprudente. Si les armes des Coaliſés avaient réuſſi à faire remonter ſur ſon trône l'infortuné Louis XVI, c'eſt lui qui aurait été puni par ſes alliés de la rebellion de ſes ſujets, puiſqu'on avait déjà décidé le partage de ſes frontières. Dans cette affreuſe guerre, tout a été mal calculé, même l'intérêt particulier de chaque puiſſance. La philoſophie, la juſtice et l'humanité ont fait alors des vœux pour la nation françaiſe; ſi elle eût ſuccombé, la liberté eût été bannie de la ſurface du globe; le deſpotiſme n'eût pas même laiſſé exiſter celle de la penſée.

Mais les victoires des Français ont amené un autre excès, peut-être encore plus funeſte, auquel il faut néceſſairement oppoſer une digue très-forte, pour ramener l'équilibre de la modération, la ſeule baſe ſolide de l'exiſtence ſociale. La liberté de penſer eſt devenue une frénéſie, qui a dénaturé tous les principes. Uſages, mœurs, lois, civiles,

obligations morales, la religion, la Divinité même tout a été confondu par les novateurs, avec les préjugés et les abus, qui mettaient entre les hommes une distance, condamnée par la raison et par la nature. Les Français ont tout renversé: alors les passions n'ont plus eu de frein et leurs excès ont acquis plus de force par leurs victoires. La vengeance, l'ambition, l'avarice, l'immoralité, ont suivi et souillé par-tout leurs triomphes.

La liberté est le premier bien de la nature, l'égalité est le second. La société modifie ces droits innés, elle les gradue sur une échelle politique, elle les appuie et les réprime par les lois. Le peuple forme le corps social; il fait ou fait faire ses lois; il est souverain; mais comme tous ne peuvent pas exercer la souveraineté sur tous, le corps social, la délègue, et c'est ainsi que se forment toutes les institutions politiques, depuis le despotisme jusqu'à la démocratie. Les deux extrêmes de l'ordre social sont également vicieux. Dans le premier, le peuple est trop peu; dans second, il est trop.

C'est le pouvoir qui corrompt les hommes; plus le pouvoir est multiplié, plus il y a d'hommes corrompus. Le despotisme ne présente qu'un tyran; la démocratie en présente un million. Un homme meurt, le peuple ne meurt pas. Un despote se repose, dort, a de bons intervalles, se repent, se corrige. Rien de tout cela ne peut arriver aux démagogues, parce qu'ils changent, et se remplacent

trop ſouvent. L'agitation, qui les a pouſſés aux premières places, les y aſſiège, et les en chaſſe en peu de temps.

La démocratie eſt-elle le régime de la liberté et de l'égalité? Non: car elle élève et abaiſſe trop promptement et trop de gens pour pouvoir conſerver un niveau ſocial. Tous les Français conviennent qu'ils ſont moins libres qu'ils n'étaient ſous la monarchie; tous conviennent que leur gouvernement lui-même n'eſt pas libre; tous ſont perſuadés qu'il ne peut pas durer.

Ce ſont préciſément ces trois opinions paſſives qui ſont durer la démocratie, parce qu'elle leur oppoſe une tyrannie active. Il faut, ou une volonté bien décidée, ou une grande cataſtrophe, pour changer cet état d'anarchie; car c'eſt ainſi qu'on peut appeler le gouvernement de la multitude. Si une volonté très-décidée n'amène pas un grand acte national, la cataſtrophe arrivera; il vaut mieux que ce ſoit du dedans que du dehors.

La révolution françaiſe n'eſt pas encore finie; elle ne peut pas l'être tant que le régime démocratique lui imprimera ſon propre caractère de violence, de fluctuation, de verſatilité. Elle ſera finie, quand la nation ſera bien convaincue, par ſa funeſte expérience, que l'uſage de la ſouveraineté eſt impraticable, ou pernicieux pour le peuple; que ſa délégation doit être conſtitutionnelle, ſacrée, irrévocable, tant que le Délégué, ou le pouvoir exécutif ſuit les lois cons-

titutionnelles, et les fait ſuivre; que la phraſe, *l'inſurrection eſt le plus ſaint des devoirs,* eſt une maxime abominable, atroce, qui amène et excuſe les crimes; qu'une repréſentation nationale doit être toujours auprès du Pouvoir-exécutif, pour veiller ſur le maintien de la conſtitution, ſur la guerre et la paix, ſur les impoſitions, les perceptions et les dépenſes, mais particulièrement ſur l'exécution des lois civiles, ſur la ſureté perſonnelle et propriétaire, et ſur-tout ſur la morale publique; mais qu'elle ne doit, ni contrarier, ni uſurper le pouvoir qui gouverne, ni faire continuellement des lois que leur multiplicité rend mépriſables.

C'eſt tout confondre que de charger le Corps-repréſentatif de la confection des lois. Il eſt néceſſaire de ſéparer la faculté législative de la repréſentation nationale. Les meilleures lois ont été faites par un ſeul législateur, ou par un petit nombre de ſages. C'eſt au Pouvoir-Exécutif, d'après ſon expérience, à indiquer la néceſſité d'une loi; c'eſt au Corps-repréſentatif à débattre l'utilité ou les dangers d'une nouvelle loi; c'eſt à un Corps-législatif, très-peu nombreux, à compoſer la loi; c'eſt enſuite au Corps-repréſentatif à la faire ſanctionner par la nation réunie dans ſes aſſemblées-primaires. Il en eſt de même de la révifion périodique et des réformes à faire à l'acte conſtitutionnel et aux anciens décrets.

Il eſt prouvé qu'un peuple peut exiſter longtemps et même avec gloire, aiſance et proſpérité ſans

conſtitution, avec ſimplement un gouvernement. Il vaudrait même mieux vivre ſans conſtitution que ſans gouvernement.

Mais lorſqu'à la ſuite d'une révolution, une grande nation renouvelle ſon contrat ſocial, elle ſe donne d'abord une conſtitution, et par cette conſtitution, un gouvernement. Quelle que ſoit ſa dénomination, il doit être ferme, actif et reſpecté. Une conſtitution ſage, ſanctionnée par le peuple, eſt ſon appui; les lois ſont ſa force, le Corps-repréſentatif eſt ſon gardien.

Les Français n'ont qu'un pas à faire pour arriver à ce point de perfection, autant qu'on peut eſpérer y atteindre dans les Inſtitutions humaines. Il ne faut qu'une ſage réforme dans leur conſtitution de 1795; elle doit être faite lentement, peu-à-peu, par un Corps-législatif peu nombreux et bien choiſi, et ſurtout dans le calme.

C'eſt le gouvernement, ou Pouvoir-Exécutif, qu'ils doivent établir le plutôt poſſible, inveſti d'une grande autorité, ſoumis aux lois, et ſupérieur à tout le reſte. Il le faut à long terme; il le faut revêtu de majeſté et d'éclat. Tant que le Pouvoir-Exécutif ſera tiré du Corps-repréſentatif, et n'aura pas par lui-même un caractère de ſupériorité, il manquera de dignité et de force; tant qu'il ſera électif il ſera trop au niveau de ceux qu'il doit commander, trop changeant, trop facile à renverſer; enfin, tant qu'il ſera diviſé ſur pluſieurs têtes; vice qu'on n'avait pas

prévu dans la conſtitution, et qui a été ſur le point de cauſer la guerre civile, la déſunion finira par la tyrannie du plus habile, ou du plus audacieux.

La France reconnaîtra que la monarchie conſtitutionnelle eſt de tous les gouvernemens celui qui rallie le plus la nature à la raiſon; C'eſt la plus ancienne, la plus ſimple, la plus ſage, et enfin la plus libre des inſtitutions, pour une nation populeuſe, induſtrieuſe et riche. Malheur au Prince, qui s'offenſerait de l'offre d'une telle monarchie! Malheur au peuple, qui préférerait à ce gouvernement une démocratie auarchique! Les Français ſe ſont à eux-mêmes tous ces raiſonnemens. Ils en feront l'application, et ils rétabliront, de leur propre mouvement, ſur une baſe ſolide, la monarchie conſtitutionnelle, qui ſera l'unique reſſource pour ſortir du chaos dont ils ſont dégoûtés.

Leur exemple ſera utile aux autres peuples et aux Souverains, parce que, de part et d'autre, l'expérience produira un rapprochement entre le droit et le pouvoir, entre les préjuges néceſſaires et la ſageſſe prudente. Les peuples et les princes, pour leur propre bonheur, doivent oppoſer une forte digue à la démocratie déſorganiſatrice que les armées françaiſes font marcher devant elles.

Qu'ils voient les Bataves ruinés par la fauſſe liberté, dont la France leur fait préſent pour cent millions de Florins et pour leurs places fortes les plus importantes; l'Italie, dépouillée de ſes richeſſes irré-

parables, et déchirée par l'anarchie et la guerre civile; la Suiſſe déſorganiſée et chargée de contributions; les malheureux habitans de la rive gauche du Rhin arrosant de leurs larmes les rubans tricolores qui les enchaînent à un peuple qu'ils déteſtent, et qui les arrachent à leur patrie, à leurs uſages, à leurs mœurs, à leur réligion, à leurs principes, Voilà les fruits de l'agitation démocratique; voilà les excès où elle entraîne une nation jadis généreuſe !

C'eſt un mur d'airain qu'il faut oppoſer à ce torrent. C'eſt avec les armes qu'il faut repouſſer la honte et les malheurs dont les Français menacent l'Europe. Si la paix ſe fait à Raſtadt d'après les baſes ſi impérieuſement dictées par le Directoire français, l'Europe eſt perdue. Il faut donc que toutes les nations de l'Europe ſe coaliſent de nouveau, non pas pour conquérir, mais pour forcer la France à ſe remettre dans ſes principes conſtitutionnels.

Cette coalition doit être compoſée des peuples qui ſont encore libres contre celui qui les perſécute et les menace tous. L'Eſpagne, l'Italie, la Hollande et la Suiſſe ſont enchaînées à leur vainqueur. La Turquie eſt nulle. Il faut oppoſer à la France une ligue offenſive et défenſive entre la Pruſſe, l'Autriche, l'Empire, la Ruſſie, la Suède, le Danemark, et l'Amérique, y faire accéder, ſi l'on peut, le Roi de Naples, la Suiſſe et la Turquie.

Il faut que cette ligue annulle tout ce qui a été

traité à Raſtadt; qu'elle s'oppoſe abſolument à la deſcente en Angleterre, par une interpoſition préciſe, ou par la guerre, ſi cela eſt néceſſaire; qu'elle impoſe aux Puiſſances belligérantes un armiſtice rigoureux, et y force par ſes armes celle qui s'y refuſera.

Il faut alors que le Congrès de Raſtadt ceſſe d'être un conventicule mépriſable, où les membres du Corps-Germanique ſont prêts à ſigner l'opprobre national et la deſtruction de l'Empire; qu'il ſoit tranſporté dans une ville plus à l'abri des inſultes des Français; qu'il devienne le Congrès de l'univers entier; qu'on y débatte avec franchiſe et bonne foi les intérêts des quinze peuples préſentés dans ce tableau ſpéculatif; qu'on y aſſure leur exiſtence politique ſur des baſes juſtes et fermes, et qu'il en réſulte la paix univerſelle.

Quant au peuple français, il eſt en ce moment maître abſolu de ſon ſort et de celui de l'univers. Il peut ſe couvrir de la gloire la plus noble, et mériter la reconnaiſſance et l'admiration de tous les peuples. Il peut auſſi combler les malheurs de l'univers, et entraîner ſa propre ruine, en s'obſtinant à conquérir, ou révolutionner. De ſon choix dépend la deſtinée du monde entier.

FIN.

Biblioteca Nazionale Palatino Firenze
583335